

matthieu brabant

**balade militante et révolutionnaire
sur toutes les choses
qui sont exactement à la bonne place**



Edition augmentée : février 2024

Avertissement préalable :

Ce texte est celui d'un militant. Ni un théoricien, ni un donneur de leçons révolutionnaires. Un militant. J'ajouterai, un militant de la *joie militante* car il n'y a aucune raison que la lutte soit triste.

Je me retrouve face à plusieurs écueils, en particulier, pour paraphraser Pierre Bourdieu, je n'ai pas l'intention de sacrifier au genre, dont nous savons qu'il est à la fois convenu et illusoire, de l'autobiographie. Je voudrais seulement essayer de rassembler et de livrer quelques éléments pour une *auto-analyse-perspective* s'inscrivant dans un contexte de luttes collectives dans une société capitaliste.

Ce contexte collectif trouvera son expression dans la manière avec laquelle je citerai des autrices et auteurs qui s'inscrivent dans mon univers militant : ces citations s'intégreront au texte (en restant identifiées en italique avec des références se trouvant juste après cet avertissement). En annexe, vous trouverez 7 textes collectifs permettant des actions concrètes dès maintenant. Bref, je et donc nous.

Je ne cache pas mes appréhensions, qui vont bien au-delà de la crainte habituelle d'être mal compris. Ceci en raison notamment de l'amplitude assez faible de l'influence de mon parcours militant dans l'espace social et politique et du temps social et politique actuel qui font qu'un texte d'un militant qui essaye un peu de réfléchir passe pour de la prétention individualiste. J'assume donc totalement le fait que je pense que cette contribution peut être utile mais je ne me permettrai pas de considérer qu'il s'agit là d'une contribution définitive. C'est d'une forme de *refus de parvenir* dont il s'agit là. Refus de parvenir qui n'interdit pas l'ambition d'agir sur le monde qui m'entoure.

In fine, cette fois je reprends Daniel Bensaïd, tout simplement militant donc : *Militer ? En des temps d'individualisme sans individualité, le mot n'a pas bonne presse. Il a la couleur sépia des héroïsme révolus. Il sent un peu trop la caserne et le troufion. S'engager ne vaut pourtant guère mieux : engagez-vous, rengagez-vous ? Dans l'armée, dans la légion, dans les ordres... ? Militer garde au moins le souci du collectif. C'est un principe de solidarité et de responsabilité partagée.*

La responsabilité militante est aux antipodes de l'irresponsabilité dilettante. Non seulement celle de l'éternel franc-tireur, qui se croit libre sous prétexte qu'il fait cavalier seul, mais encore celle du perpétuel « compagnon de route », qui prétend garder ses distances et préserver l'illusoire quant-à-soi, alors qu'il se ménage seulement la possibilité de jouer, selon les circonstances, des deux mains, sur deux tableaux.

Je me place donc en dehors de la dissociation de la théorie et de la pratique politique. Celles et ceux qui théorisent la pensée de « gauche » (pour le dire vite à défaut de meilleure définition) manquent assez souvent de liens concrets avec les organisations militantes, en particulier avec les mouvements ouvriers et écologiques. Elles et ils interviennent sans pour autant à avoir à construire ces organisations. La pensée est assez souvent abstraite et peu opérationnelle. A l'inverse, *ce qui caractérise les 1%, c'est qu'ils sont organisés. Ils s'organisent même pour organiser la vie des autres.* En ce sens, j'entends me placer en présence de la vie et non en dehors, et j'entends *ne pas me faire dicter qui je suis : commençons par ne pas nous prendre pour nous-mêmes, dissolvons le sujet-terroriste fantasmatique que les théoriciens de la contre-insurrection se donnent tant de mal à imiter.*

Ce qui me guette enfin est la tentation de la fuite : c'est pourquoi, pour vivre, je fais le choix de la lutte et de l'écrire.

Camarade militant·e,

j'ai un (petit) problème : je n'arrive pas trop à saisir qui nous sommes. Pour peu que nous soyons, tu as raison de le souligner avec ton sourire farceur de celles et ceux à qui on ne le fait pas.

Comme j'ai un côté un peu académique, j'ai été fouiller du côté des dictionnaires.

Voici ce que dit le Larousse :

militant, militante

adjectif

(de militer)

Qui lutte, combat pour une idée, une opinion, un parti : Politique militante.

Synonymes :

actif, combatif

militant, militante

nom

Adhérent d'une organisation politique, syndicale, sociale, qui participe activement à la vie de cette organisation.

Personne qui agit pour une cause : Les militants de la paix.

Et voici ce qu'en dit l'Académie française :

Militant, militante

adjectif et nom

Étymologie : XVe siècle. Participe présent de militer.

1. Adj. Qui lutte, qui combat ; qui s'engage dans l'action pour défendre ses opinions. Un syndicaliste militant. Esprit militant. Par métonymie. Zèle militant. Ardeur militante.

▪ Spécialement. Marque de domaine : théologie catholique. L'Église militante, l'assemblée des fidèles sur terre, par opposition à l'Église souffrante et à l'Église triomphante.

2. N. Personne qui milite au sein d'une organisation politique ou syndicale, d'un mouvement religieux. Réunir les militants d'un parti. Militant ouvrier, militant pacifiste.

Franchement, cela n'aide pas vraiment, et je vois à ton sourcil sceptique que non seulement tu ne vas pas m'aider mais, pire que ça, que je me trompe sans doute de direction.

Je tente donc une autre approche. Et si la sociologie nous aidait ? J'ai donc cherché dans l'univers virtuel d'internet et je suis tombé sur une « sociologie du militantisme » : Olivier Fillieule et Bernard Pudal : *Sociologie du militantisme. Problématisations et déplacement des méthodes d'enquête* (<https://www.cairn.info/penser-les-mouvements-sociaux—9782707156570-page-163.htm>).

Selon Olivier Fillieule et Bernard Pudal, l'étymologie du mot « militant » l'enracine d'abord dans l'univers religieux, dont il s'émancipe progressivement en se laïcisant, jusqu'à désigner un activisme spécifique qui peut concerner toute activité sociale comme en témoigne la comparaison entre deux définitions, l'une de 1866, l'autre de 1995 : « adj ; 1° Terme de théologie. Qui appartient à la milice de Jésus-Christ. Le fidèle, toujours militant dans la vie, toujours aux prises avec l'ennemi. L'Église militante, l'assemblée des fidèles sur la terre, par opposition à l'Église triomphante (les saints, les bienheureux), et à l'Église souffrante (les âmes du purgatoire). 2° : Aujourd'hui, militant se dit dans un sens tout laïque, pour luttant, combattant, agressif. Caractère militant. Disposition, attitude militante. Politique militante. ETYM : lat. militare, être soldat » [Littré, 1866].

« adj. et nom. 1420 ; de militer. 1. relig. Qui lutte contre les tentations. Église militante (opposé à triomphante). 2. [1832] Qui lutte activement pour défendre une cause, une idée. Actif. Un syndicaliste très actif. – Qui prône l'action. Doctrine, politique militante (militance). 3. N. Membre actif d'une association, d'un syndicat, d'un parti. Militant ouvrier, révolutionnaire. Militant communiste. « Ces militants qui sont l'avant-garde de la classe ouvrière », Aragon. Une militante féministe. Aussi passionaria. Militant de base : personne qui, dans un parti, n'a pas de titre ou de responsabilité particulière dans la hiérarchie. Les militants de base et les apparatchiks » [Le Petit Robert, 1995]

Moi, là spontanément, je dirais « mouai », mais, voyant tes sourcils qui retrouvent leur aspect dynamique (typique des militant-es) et ton sourire joyeux (joie militante !), je vais creuser.

Je n'ai pas lu la suite de cette « sociologie militante » car j'ai bien envie de creuser par moi-même. Hum, un peu prétentieux, mais je suis un militant ! Bon, donc ça me fait penser aux figures du militantisme ouvrier donc, cette mémoire qui se transmet, de façon informelle ou formelle (via par exemple le Maitron). C'est vrai que, franchement, je me sens au plus profond de mes tripes (il y a sans doute un pari à gagner à placer cette expression étrange) héritier de cette histoire. Un exemple ? Chaque relecture de l'histoire de la Commune me tire les larmes aux yeux, j'te jure ça vient comme ça. Bon. Ok. Militant·e, cela pourrait être ou se reconnaître d'un mouvement (ouvrier ?) qui transcende les générations et qui va vers... ? Je peux poser des questions ? ? OK ?

Donc, je tente. Il y a quelques trucs qui me chiffonnent.

Par exemple, être admis·e dans le groupe « militant·e » entraîne qu'il y a une forme de « sélection » pour avoir le droit d'y entrer et/ou s'y reconnaître et/ou être reconnu·e comme militant·e, et puis il y a la question du désintéressement/rétribution (voire de « carrière militante »), et puis et puis la socialisation de notre petit monde militant... aaaargh... je vois bien que tu n'es pas content·e.

Comment ? Je n'ai pas le droit de poser ces questions-là ? Oui ? Non ? Oui ? Ah non ? Et pourquoi donc, dis-moi, car, entre camarades, on se dit tout. Non ? Comment ? Je néglige mes racines et je m'arrête sur des détails !? Sérieusement ?! Bon, juste, non je parle, juste avant de revenir à ton histoire de racines je vais quand même poser rapidement deux ou trois trucs sur ce que je viens d'énumérer.

D'abord, sur la sélection dans le groupe « militant·es », en être ou si reconnaître. Tu ne peux sérieusement pas me dire, camarade, que c'est un détail !!!

Parce que tu vois, par exemple, dans le syndicat, disons que pour la démonstration nous sommes des militant·es d'un syndicat, dans le syndicat nous n'arrêtons pas de nous dire qu'il faut passer d'un syndicat d'adhérent·es à un syndicat de militant·es. Comment tu fais, du coup, pour décider qu'un·e adhérent·e est désormais un·e militant·e ? A fortiori dans un syndicat de masse ? Oui oui, j'ai bien compris que tu n'étais pas content·e, que tu trouves que je chicane, mais je pose des questions, c'est tout. Laisse-moi poser mes questions.

Je continue.

La·le militant·e est désintéressé·e. Mais bon, en vrai, il faut tout de même une forme de rétribution. Arrête de hurler ! Je ne parle pas d'argent, je parle *aussi* d'argent. L'argent, pour certain·es bureaucrates, regarde bien tu vas trouver, ça compte. Car bureaucrate c'est faire de son être militant·e un métier. Un métier, j'insiste. Mais je parle *aussi* de rétributions symboliques (élections, mandats, représentations...). Je parle de militant·es professionnel·les, en d'autres temps on parlait de révolutionnaires professionnels, dont le métier est militant·e et dont on se demande en fait si elles·ils sont encore des militant·es. Cherche bien, tu vas trouver de qui je parle. Je parle de celles et ceux qui font une *carrière* militante. Un métier, une carrière. Et puis, juste avant ta syncope, être dans un groupe signifie une socialisation et donc des cadres de socialisation. Je vais être direct, autant poser les choses : on parle de l'alcool et des agressions sexistes et sexuelles, par exemple ? Que dis-tu ? Je caricature ? Sans

déconner, cherche bien je te dis, tu vas trouver et même tu vas voir le lien avec la socialisation dans le mouvement ouvrier. Voilà, tu as trouvé.

Mais cela continue à t'énerver, je le vois bien. Tu en es à me parler de « bonne conscience » ou de « mauvaise conscience » (je n'ai jamais su si la conscience devait être bonne ou mauvaise). D'abord, je vais te dire, attends je vais te répondre sur la conscience (bonne ou mauvaise), mais d'abord je vais te dire que si tu en es à faire de la psychanalyse de comptoir, c'est que j'ai bon, que je te pose problème, que je te bouscule, que je te dérange. Ben, camarade, peut-être qu'on tient un truc, là, non ? La·le militant·e pose problème, elle·il bouscule, elle·il dérange. Il y a des fois, elle·il agace aussi, je sens bien que je t'agace. Camarade. Donc ma conscience, mon rachat idéologique suite à mon transfert de classe. Mais, tu oublies un point important : si j'ai une (mauvaise.bonne) conscience ce serait que justement je me revendique de l'appartenance à la classe ouvrière, que je me situe dans un camp social, non pas avec ses racines (je t'avais bien dit que j'allais y revenir) mais de ses sources. Ses sources. Car nous sommes dans un mouvement, nous sommes un mouvement, car la classe ouvrière bouge, est en mouvement, elle est liquide et a des sources. Alors, celles et ceux qui ont basculé, militant·es devenu·es autre chose, se complaisent dans leur conscience, mais moi j'ai une conscience collective mouvante que tu ne pourras pas me la retirer.

En ce sens, d'ailleurs, va falloir se mettre d'accord sur les militant·es professionnel·les ou révolutionnaires professionnels (hip, Lénine !) : arrêtons de nous arrêter sur les bureaucrates, on s'en fout des bureaucrates, le syndicat·parti est leur lieu de travail, et arrêtons-nous sur celles et ceux qui font le choix profond d'une vie militante, je te donne une expression bien niaise ça va te reposer, celles et ceux qui ont ça dans la peau. Le parti de la vie. Alors, oui, ça fluctue, ça tangué, c'est difficile, c'est parfois précaire professionnellement ou affectivement. J'anticipe tes moqueries : oh le pauvre petit prof fonctionnaire, marié avec des mômes dans une maison à côté de Montpellier. Bouh bouh bouh. Oui, camarade, bouh bouh bouh, car ta moquerie est absurde. Car notre parti est celui de la vie, il est celui de l'Humanité internationaliste, et donc ton petit focus sur la France est la vision de ta petite conscience enfermée dans ses certitudes. Mais

surtout, surtout, tu fais comme si c'était un jeu. Ce n'est pas un jeu, c'est la vie. La Révolution aura, bien entendu, des conséquences concrètes sur moi, ma vie, moi homme blanc qui dispose de privilèges d'homme blanc. Mais bon, du coup, j'ai parlé de mouvement, donc de création, donc de joie. Je ne renonce pas à la vie, au mouvement, à la création et à la joie. Je fais le choix d'une forme de joie qui s'inscrit dans mon humeur révoltée et militante, quotidienne, mes blessures, et les moyens que je suis capable de m'accorder. Je navigue dans une sorofraternité qui se construit en direct. Parce que, sinon, on s'emmerde un peu quand même. Ceci d'autant plus qu'il nous arrive de douter, que mon identité militante qui s'identifie à un camp social, à la classe ouvrière, est remis en cause par le fait que mon camp social lui-même doute de lui, jusqu'à douter de son existence. Nous nous sommes dilués dans le Capitalisme, dans le réformisme, dans la social-démocratie, dans la bureaucratie, dans le quotidien, dans les rites (bourgeois ?), dans les rites dominants, dans nos contradictions, dans nos copies de mauvaises Révolutions en carton.

Nous avons perdu le sens de l'aventure.

Car militer c'est se donner un horizon dont on ne sait pas trop à quoi il va ressembler, en vrai. Alors, nous construisons en route. Nous tâtonnons. Nos sociétés actuelles nous poussent à avoir des certitudes, alors que le Capitalisme a fait de nos vies des châteaux de cartes et que nous avons nécessité d'agir vite (alerte climat ! alerte biodiversité ! alerte sociale !). Pour réellement peser et changer ce monde, nous devons montrer des certitudes qui entraînent le monde à changer. Mais de quelles certitudes disposons-nous réellement ?

Nous voulons transformer la société mais pour ce faire nous devons en parallèle nous transformer, comme individus, comme collectif, en assumant de tâtonner, en entraînant du monde avec nous, mais en gardant notre horizon, notre éthique militante.

Notre éthique militante. Notre éthique militante. Tout ça pour ça. Notre éthique militante. Voici donc le plus important, camarade, notre éthique militante. Quelle est ton éthique militante, camarade ?

Voici mes références bibliographiques :

David Calvo : Toxoplasma (La Volte, 2017)		Will Self : La théorie quantitative de la démence (Editions de l'Olivier, 2000)
	Philip K. Dick : Tant qu'il y a de la vie... (Nouvelle de 1952 in Philip K. Dick : Nouvelles complètes I 1947-1952(Gallimard, 2020)	
Ken Kesey : Et quelquefois j'ai comme une grande idée (Monsieur Toussaint Louverture, 2015)		Richard Powers : L'arbre monde (Le Cherche Midi, 2018)
	Ursula Le Guin : La main gauche de la nuit (Robert Laffont, 1971)	

Bruno Amable et Stefano Palombarini : L'illusion du bloc bourgeois (Raisons d'Agir, 2018)		Serge Audier : La société écologique et ses ennemis (La Découverte, 2017)	
	Bruno Amable : La résistible ascension du néolibéralisme (La Découverte, 2021)		Serge Audier : L'âge productiviste (La Découverte, 2019)
Clémentine Autain : Les faussaires de la République (Seuil, 2022)		Ludivine Bantigny et Ugo Palheta : Face à la menace fasciste (Textuel, 2021))	
	Sous la direction de Stéphane Beaud, Joseph Confavreux et Jade Lindgaard : La France invisible (La Découverte, 2006)		bell hooks : La volonté de changer. Les hommes, la masculinité et l'amour" (Divergences, 2004)
bell hooks : De la marge au centre (Théorie féministe (Cambourakis, 2017)		carla bergman et Nick Montgomery : Joie militante (Editions du Commun, 2021)	
	Daniel Bensaïd : Le pari mélancolique (Fayard, 1997)		Daniel Bensaïd : Une lente impatience Stock, 2004)

<p>Sous la direction de Pierre Bourdieu :</p> <p>La misère du monde (Seuil, 1993)</p>		<p>Pierre Bourdieu :</p> <p>Esquisse d'une auto-analyse (Raisons d'agir, 2004)</p>	
	<p>Sous la direction de Antony Burlaud, Allan Popelard et Grégory Rzepski :</p> <p>Le nouveau monde, tableau de la France néolibérale (Editions Amsterdam, 2021)</p>		<p>Bernard Charbonneau :</p> <p>Feu vert (Parangon, 1980)</p>
<p>Bernard Charbonneau :</p> <p>Je fus (Opales, 2000)</p>		<p>Pierre Charbonnier :</p> <p>Abondance et liberté (La Découverte, 2020)</p>	
	<p>Pierre Charbonnier :</p> <p>Culture écologique (SciencesPo, 2022)</p>		<p>Nicolas Chevassus-au-Louis :</p> <p>Un iceberg dans mon whisky. Quand la technologie dérape (Seuil, 2016)</p>
<p>Philippe Corcuff :</p> <p>La grande confusion, comment l'extrême-droite gagne la bataille des idées (Textuel, 2020)</p>		<p>Mona Chollet :</p> <p>Réinventer l'amour (La Découverte, 2021)</p>	

	Mickaël Correia : Criminels climatiques (La Découverte, 2022)		Collectif Mauvaise Troupe : Constellations. Trajectoires révolutionnaires du jeune 21ème siècle (L'éclat, 2014)
Collectif Mauvaise Troupe : Contrée. Histoires croisées de la ZAD de Notre-Dame- des-Landes et de la lutte NoTAV dans le Val Susa(L'éclat, 2016)		Comité Invisible : L'insurrection qui vient (La Fabrique Editions, 2007)	
	Comité Invisible : A nos amis (La Fabrique Editions, 2014)		Comité Invisible : Maintenant (La Fabrique Editions, 2017)
Mike Davis : Au-delà de Blade Runner, Los Angeles et l'imagination du désastre (Allia, 2015)		Georges Didi- Huberman : Désirer, désobéir (Ce qui nous soulève 1) (Les éditions de Minuit, 2019)	
	Georges Didi- Huberman : Imaginer, recommencer (Ce qui nous soulève 2) (Les éditions de Minuit, 2021)		Antoine Dubiau : Ecofascismes (Grevis, 2022)

Guillaume Faburel : Les métropoles barbares (Le passager clandestin, 2018)		Richard Feynman : La nature de la physique (Seuil, 1980)	
	Manon Garcia : On ne naît pas soumise, on le devient (Flammarion, 2021)		Manon Garcia : La conversation des sexes (Flammarion, 2021)
Emma Goldman : Vivre ma vie (L'échappée, 2018)		Françoise Gollain : André Gorz, pour une pensée de l'écossocialisme (Le passager clandestin, 2014)	
	Françoise Gollain : André Gorz et l'écossocialisme (Le passager clandestin, 2021)		André Gorz : Leur écologie et la nôtre (Seuil, 2020)
Daniel Guérin : Fascisme et grand capital (Libertalia, 2014)		Albert O. Hirschman : Deux siècles de rhétorique réactionnaire (Fayard, 1991)	
	John Holloway : Avis de tempête (Libertalia, 2021)		Hervé Kempf : Que crève le capitalisme (Seuil, 2020)

Hervé Kempf : Le nucléaire n'est pas bon pour le climat (Seuil, 2022)		Razmig Keucheyan : La nature est un champ de bataille (La Découverte, 2018)	
	Naomi Klein : Tout peut changer. Capitalisme et changement climatique (Babel, 2015)		Naomi Klein : Plan b pour la planète : le new deal vert (Actes Sud, 2019)
Daisy Letourneur : On ne naît pas mec (Petit traité féministe sur les masculinités) (La Découverte, 2022)		Michael Löwy : Qu'est-ce que l'écossocialisme ? (Le temps des cerises, 2020)	
	Michael Löwy et Daniel Tanuro (sous la direction de) : Luttes écologiques et sociales dans le monde (Textuel, 2021)		Rosa Luxemburg : Réforme sociale ou révolution (L'Herne, 2019)
Andreas Malm : Comment saboter un pipeline (La Fabrique, 2020)		Jonathan Martineau : L'ère du temps (Modernité capitaliste et aliénation temporelle) (Lux, 2017)	

	Raphaël Meltz : Histoire politique de la roue (Vuibert, 2020)		Corinne Morel Darleux : Plutôt couler en beauté que flotter sans grâce (Libertalia, 2019)
Arno Münster : Utopie, écologie écosocialisme. De l'utopie concrète d'Ernst Bloch à l'écologie socialiste (L'Harmattan, 2013)		Gérard Noiriel : Le venin dans la plume (Edouard Drumont, Eric Zemmour et la part sombre de la République) (La Découverte, 2019)	
	Ugo Palheta : La possibilité du fascisme (La Découverte, 2018)		Ugo Palheta : La Nouvelle Internationale fasciste (Textuel, 2022)
Paul Pasquali : Héritocratie (La Découverte, 2021)		reporterre.net	
	Carlo Rovelli : Sept leçons de physique (Odile Jacob, 2015)		Carlo Rovelli : Helgoland (Flammarion, 2020)
Kohei Saïto : La nature contre le capital (Syllepse, 2021)		James C. Scott : Homo Domesticus (La Découverte, 2021)	

	James C. Scott : L'oeil de l'État (La Découverte, 2021)		Peter Staudenmaier : Anthroposophie et écofascisme (Chimères éditions, 2018)
Daniel Tanuro : L'impossible capitalisme vert (La Découverte, 2012)		Daniel Tanuro : Trop tard pour être pessimistes ! Ecosocialisme ou effondrement (Textuel, 2020)	
	Aurélie Trouvé : Le bloc arc-en-ciel (La Découverte, 2021)		Richard Vassakos : La croisade de Robert Ménard (Une bataille culturelle d'extrême- droite (Libertalia, 2021)
Immanuel Wallerstein : L'universalisme européen (Demopolis, 2006)		Michèle Zancarini- Fourneli : Les luttes et les rêves (La Découverte 2016)	

Nous sommes comme face à un volcan en fusion. Nous regardons, fasciné·es, hypnotisé·es, cette lave qui se déverse sur la nature, sur les êtres vivants, sur nos maisons, sur nous. Parfois, nous tentons de colmater. Nous érigeons des murs, dérisoires face à la puissance à laquelle nous faisons face. Le plus souvent, nous sommes paralysé·es. Nous regardons cette lave hypnotique. Et puis nous levons la tête et regardons enfin le problème en face. Nous regardons le volcan. Nous ne pouvons plus respirer, le volcan nous tue. *Nous ne pouvons plus respirer, le Capitalisme nous tue.*

Notre héritage n'est précédé d'aucun testament.

(René Char)

*Quand les grandes espérances ont du plomb dans l'aile,
les petites repoussent à ras de terre,
dans les résistances prosaïques et les conspirations minuscules.*

(Daniel Bensaïd)

Le rexéroïde comme projet de vie

Bob et Joan descendirent dans le jardin, puis empruntèrent l'allée pour gagner la voiture, garée au bord du trottoir. Bob lança la mallette à l'intérieur et s'assit au volant.

« Pourquoi devons-nous combattre les Martiens ? demanda tout à coup Joan. Dis-le-moi, Bob. Explique-moi. »

Bob alluma une cigarette ; la fumée flotta quelques instants dans l'habitacle. « Allons ! Tu le sais aussi bien que moi. » De sa grosse main, il tapota l'élégant tableau de bord. « A cause de ça. »

- Que veux-tu dire ?

- Le servomécanisme fonctionne au rexéroïde. Et les seuls gisements de rexéroïde de tout le système se trouvent sur Mars. Si nous perdons Mars, nous perdons aussi cela. Sa main courut sur le tableau de bord poli. Comment ferions-nous pour nous déplacer, alors ? Je te le demande.

- Ne pourrait-on pas revenir à la conduite manuelle ?

- Il y a dix ans, c'était encore possible. Parce qu'on roulait encore à cent cinquante kilomètres-heure. Mais comment veux-tu conduire toi-même à la vitesse qu'on atteint de nos jours ? Pour reprendre la conduite manuelle, il faudrait ralentir l'allure.

- Quel mal y aurait-il à cela ?

- Chérie, rétorqua Bob en riant, nous vivons à cent quarante kilomètres de la ville. Crois-tu que je garderais mon boulot si je devais faire tout le chemin à cinquante à l'heure ? Je passerai ma vie sur la route.

Joan resta silencieuse.

« Tu vois donc qu'on a besoin de ce satané rexéroïde. C'est lui qui rend possible les servomécanismes. Nous en sommes dépendants ; il nous le faut. Nous devons poursuivre l'exploitation des mines martiennes. Nous ne pouvons absolument pas nous laisser souffler les gisements de rexéroïde par les Martiens. Tu saisis ? »

- *Je saisis. Comme l'année dernière, sur Vénus, le minerais de kryon. Il nous le fallait absolument là aussi. Alors tu es parti te battre sur Vénus.*
- *Mais ma chérie, sans kryon les murs de nos maisons ne pourraient se maintenir à une température uniforme. C'est la seule substance inerte du système qui s'ajuste d'elle-même aux variations de température. Tu te rends compte, si nous devons revenir au chauffage par le sol comme au temps de mon grand-père !*
- *Et l'année d'avant, c'était la lonolite de Pluton.*
- *Le seul matériau connu avec lequel on puisse fabriquer les mémoires de nos ordinateurs ! Le seul métal réellement capable de rétention ! Sans lui, on pourrait dire adieu à toutes les grosses machines. Et sans elles, nous n'irions pas bien loin, tu le sais aussi bien que moi.*
- *D'accord.*
- *Chérie, tu sais bien que je n'ai pas envie d'y aller. Mais c'est mon devoir. C'est notre devoir à tous.*

(Philip K. Dick)

En 2002, dans un sommet d'hypnose collective rarement atteint, Jacques Chirac, alors président de la République française, déclarait *« Notre maison brûle et nous regardons ailleurs. La nature, mutilée, surexploitée, ne parvient plus à se reconstituer, et nous refusons de l'admettre. L'humanité souffre. Elle souffre de mal-développement, au Nord comme au Sud, et nous sommes indifférents. La Terre et l'humanité sont en péril, et nous en sommes tous responsables. »*

Nous étions 10 ans après la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, ou Conférence de Rio, qui déjà devait être LE moment historique de la prise de conscience et le président d'un des États les plus pollueurs de la planète se permettait un tel discours...

Un dérèglement climatique est en cours, marqué entre autres par un réchauffement du climat et la multiplication de phénomènes dits extrêmes. Ce constat fait consensus chez les scientifiques, les médias sont bien obligés de ne pas l'ignorer et les dominant·es bien contraint·es à des discours larmoyants pour verdir leurs politiques.

Ce dérèglement, ce n'est pas un secret non plus, tant la littérature abonde en ce sens, est la conséquence directe du productivisme : émissions de gaz à effet de serre par les énergies fossiles, la déforestation, l'élevage industriel, la "mondialisation"... Cette partie visible de l'iceberg n'arrive même plus à masquer l'ampleur du désastre : on pourrait aussi parler de la folie extractiviste qui refaçonne la géographie, détruit et pollue l'environnement, aliène des populations entières ; on pourrait parler de la biodiversité qui s'effondre et des espèces vivantes qui disparaissent ; on pourrait parler globalement d'une société humaine qui détruit la planète sur laquelle elle vit, se détruisant elle-même dans un merveilleux monde inégalitaire.

En septembre 2019, à l'occasion d'un nouveau "Sommet pour la planète", Greta Thunberg, jeune lycéenne de 16 ans, déclarait : *« Ce n'est pas normal. Je ne devrais pas être ici. Je devrais être en classe de l'autre côté de l'océan. Et pourtant vous venez tous nous demander d'espérer à nous les jeunes. Comment osez-vous ? Vous avez volé mes rêves et ma jeunesse avec vos mots creux. Et encore, je fais partie des plus chanceux !*

Des gens souffrent, des gens meurent, et des écosystèmes s'écroulent. Nous sommes au début d'une extinction de masse, et tout ce dont vous parlez c'est d'argent, et de contes de fées racontant une croissance économique éternelle. Comment osez-vous ? Depuis plus de 30 ans, la science est parfaitement claire. Comment osez-vous encore regarder ailleurs ? Vous venez ici pour dire que vous faites assez, alors que les politiques et les actions nécessaires sont inexistantes. Vous dites que vous nous entendez et que vous savez que c'est urgent, mais peu importe que je sois triste ou énervée, je ne veux pas y croire. Car si vous comprenez vraiment la situation, tout en continuant d'échouer, c'est que vous êtes mauvais, et ça je refuse de le penser. L'idée commune qui consiste à réduire nos émissions de moitié dans dix ans ne nous donne que 50% de chances de rester en dessous des 1,5° de réchauffement, et du risque d'entraîner des réactions en chaîne irréversibles et incontrôlables. 50%, c'est peut-être acceptable à vos yeux, mais ce nombre ne comprend ni les moments de bascule, ni les réactions en chaîne, ni le réchauffement supplémentaire caché par la pollution toxique de l'air ou les notions d'égalité et de justice climatique. Ces chiffres reposent aussi sur l'idée que ma génération réussira à absorber des centaines de milliards de tonnes de CO₂, avec des technologies encore balbutiantes. Donc 50% de risque de rester en dessous des 1.5° de hausse des températures, ce n'est pas acceptable pour nous, qui devons vivre avec les conséquences. Comment pouvez-vous prétendre que ceci peut être résolu en faisant comme d'habitude, avec quelques solutions techniques ? Avec les niveaux d'émissions actuels, le budget CO₂ aura entièrement disparu en moins de huit ans et demi. Aucune solution, aucun plan ne sera présenté pour résoudre ce problème ici, car ces chiffres dérangent, et que vous n'êtes pas assez matures pour dire la vérité. Vous nous laissez tomber. Mais les jeunes commencent à voir votre trahison. Les yeux de toutes les générations futures sont tournés vers vous. Et si vous décidez de nous laisser tomber, je vous le dis : nous ne vous pardonnerons jamais ! Nous ne vous laisserons pas vous en sortir. Nous mettons une limite, ici et maintenant : le monde se réveille et le changement arrive, que cela vous plaise ou non. Merci ! ».

Il faut dire qu'entre 1992 et 2019, les États n'ont pas vraiment montré un empressement à faire bouger les choses. Les émissions annuelles de CO₂ étaient 60 % plus importantes en 2019 qu'en 1992. 25 % des espèces sont désormais menacées d'extinction avec une vitesse d'extinction inédite dans l'histoire planétaire... Bref nous allons tout droit vers ce qu'il convient d'appeler aujourd'hui une *planète étuve*, et les gouvernant-es regardent ailleurs. Ou plutôt, essayent de faire en sorte que la population regarde ailleurs.

André Gorz écrivait en 1974 : « *L'écologie, c'est comme le suffrage universel et le repos du dimanche : dans un premier temps, tous les bourgeois et tous les partisans de l'ordre vous diront que vous voulez leur ruine, le triomphe de l'anarchie et de l'obscurantisme. Puis un deuxième temps, quand la force des choses et la presse populaire deviennent irrésistibles, on vous accorde ce qu'on vous refusait hier et, fondamentalement, rien ne change. La prise en compte des exigences écologiques conserve beaucoup d'adversaires dans le patronat. Mais elle a déjà assez de partisans patronaux et capitalistes pour que son acceptation par les puissances d'argent devienne une probabilité sérieuse.* »

De fait, les États multiplient les promesses de “neutralité carbone”, de “justice climatique”. Ils multiplient les scénarios les plus fous avec des technologies d'apprenti-es sorcier-es sans tenir compte de leurs conséquences. Ainsi la culture de biomasse énergétique absorbant 3,3 gigatonnes (Gt) par an de CO₂, soit seulement 10 % des émissions annuelles, aurait pour conséquence la mobilisation jusqu'à 25 % de la surface agricole totale et 3 % des ressources en eau potable. Ces “puits de carbone”, et plus globalement la “géo-chirurgie” consistant à manipuler le climat pour lutter contre le réchauffement climatique, sont une source de... marchés pour des entreprises capitalistes en mal de croissance. L'argent sera là pour trouver LA solution la plus “innovante”, jusqu'à 100 millions de dollars de prix pour un milliardaire (Elon Musk) en mal d'“innovations”.

Le pari capitaliste est le suivant : on peut dépasser provisoirement l'augmentation de 1,5°C car il faut être pragmatique. D'où la moyenne d'augmentation annoncées par les États suite au Sommet de Paris

(2015) : 3,2°C ! Pourtant, cette limite de 1,5°C d'augmentation fait consensus dans les milieux scientifiques comme ne devant pas être dépassée car risquant d'entraîner des réactions en chaîne incontrôlables.

Il faut dire que le pragmatisme semble consister à ne même pas faire semblant d'agir. Selon les travaux du GIEC¹, si les engagements de 2015 sont atteints, les rejets mondiaux de CO₂ en 2030 seront de 53 Gt alors que pour dépasser provisoirement les 1,5°C d'augmentation, tout en restant en-dessous des 2°C d'augmentation, les rejets annuels devraient être de... 40 Gt. Nous sommes loin du compte puisque les rejets annuels en 2019 étaient de 43,1 Gt !!!! Il faudrait donc émettre moins qu'aujourd'hui. Pire, pour ne pas dépasser une augmentation de 1,5°C, les rejets annuels en 2030 devraient ne pas dépasser les... 24 Gt. Afin d'esquiver ce léger problème (le mot décroissance étant un gros mot), le Capitalisme réagit : cinq conglomérats du pétrole (Exxon Mobil, Royal Dutch Shell, Chevron, BP et Total) ont dépensé 1 milliards de dollars de 2015 à 2018 pour financer les thinks tanks climato-sceptiques. La *fabrique de l'ignorance* va jusqu'à réécrire l'histoire. Ainsi, le *rapport Meadows*, paru en 1972 en livre, est aujourd'hui présenté comme un livre de précurseurs qui n'auraient pas été écoutés par les décideurs alors qu'il est avant tout une entreprise de détournement de l'attention. De fait, *l'ouvrage des Meadows et de leurs collaborateurs concluait que les taux de croissance de la population et de la production matérielle ne pourrait pas se maintenir au-delà d'une génération, que la "capacité de charge" de la Terre serait dépassée à un certain moment au cours du XXIème siècle et qu'il en résulterait un déclin échappant à tout contrôle et se conclut par une ode au néomalthusianisme : « L'histoire en témoigne : la croissance de la population et du Capital est toujours allée de pair avec la concentration de la richesse et l'aggravation de l'écart relatif entre les revenus des riches et des pauvres »*². Dans l'interprétation de cette phrase, ne nous laissons pas induire en erreur par l'emploi du terme "Capital" : pour Meadows et ses collaborateurs, "le Capital" ne désigne pas un mode

1 L'ensemble des données chiffrées proviennent des travaux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat : <https://www.ipcc.ch/languages-2/francais/>

2 Dennis Meadows, Georg Picht et Armand Petitjean : Quelles limites ? Le club de Rome répond (Seuil 1974)

de production historique, mais la production matérielle en général, abstraction faite de tout contexte spécifique. Cela dit, la citation confirme le hiatus entre les néomalthusien·nes et Malthus. En effet, Malthus n'aurait pas dit que la croissance des inégalités vient de la croissance de la population et du Capital, il aurait dit qu'elle vient de la prétention impie à mener une vie heureuse en partageant les ressources et en contrôlant la fécondité. En d'autres termes, il y a à la fois une rupture et des continuités entre les néomalthusien·nes et leur maître éponyme. Une rupture car, pour les premier·ères, le mal vient de la croissance de la population et de la production, source d'inégalités et de malheur, tandis que, pour les second·es, le mal vient de la revendication de l'égalité et du bonheur, car le malheur est nécessaire à la croissance de la population et la production selon la volonté divine. Il y a par ailleurs trois continuités. Premièrement, l'ajustement brutal de la population viendra châtier l'humanité, soit parce que celle-ci ne se conforme pas à la volonté de Dieu (pour Malthus), soit parce qu'elle ne s'incline pas devant le diagnostic de "la Science" tel que formulé par les modèles (pour Meadows et consorts). Deuxièmement, "la croissance" se présente comme une abstraction privée de toute détermination sociale : pour Malthus, c'est le moyen de peupler la Terre dans la souffrance des pauvres voulue par Dieu ; pour les Meadows et consorts, c'est la "cause fondamentale [...] de la destruction des sols, des espèces disparues, de la dégradation urbaine et de l'aggravation des écarts entre riches et pauvres". Troisièmement, la solution, au final, consiste à modifier "la conception de l'homme", afin qu'il "change son comportement", par la foi ou par toute autre démarche. L'issue est donc morale, pas sociale.

Et puisqu'il faut tout justifier par l'écologie, tout est bon pour verdier. Y compris ce qui n'est pas écologique. Ainsi, la 5G est présentée comme LA solution écologique (et magique) afin de permettre au numérique de nous sauver. Le télétravail serait l'avenir du travail. Je passe sur le fait que le patronat en profite pour ignorer le droit du travail (mais je souligne tout de même !) et insiste sur le fait que contrairement à la propagande, la 5G aura des conséquences très négatives pour le climat. Ainsi, selon un rapport du Haut Conseil pour le Climat rendu en décembre 2020, il faut s'attendre, avec la 5G, à une « *augmentation*

*significative » des émissions de CO₂. Ces émissions supplémentaires « seraient principalement dues à la fabrication des terminaux - téléphones et objets connectés - dont le renouvellement pourrait se voir accélérer », ainsi que la construction de nouvelles infrastructures comme les antennes et les centres de données. Autre exemple : la voiture électrique. Puisque les véhicules à essence ou à diesel émettent des quantités astronomiques de CO₂, remplaçons-les par des véhicules électriques. C'est mieux. La preuve ? On ne voit rien sortir du pot d'échappement. En réalité, *produire un véhicule électrique demande plus d'énergie et émet deux fois de gaz à effet de serre que de produire un véhicule thermique, du fait de la production de sa batterie et de sa motorisation*. Et ceci, sans même parler des batteries dont la durée de vie est au mieux de 8 ans en moyenne et qui génèrent pour leur production puis leur recyclage des pollutions importantes : *Dans ces régions parmi les plus arides au monde, les mines de lithium évaporent à grande allure les rares ressources en eau. Sur le site d'Atacama, au Chili, les miniers prélèvent près de 200 millions de litres par jour. Le pompage de la saumure du sous-sol riche en lithium crée un vide qui fait migrer vers les profondeurs l'eau douce disponible. "Cette double perte d'eau abaisse le niveau de la nappe phréatique, assèche le sol et la végétation au détriment des animaux, des cultures et des gens", expliquent les Qollas. À quoi s'ajoutent les traitements au chlore et la dispersion dans les eaux des déchets de pompage mêlés à des solvants, qui détruisent des micro-organismes dont on ne sait pas grand-chose, sinon qu'ils sont les organismes vivants les plus anciens de la planète. Or toutes les mines actuellement en production annoncent un doublement ou un triplement de leurs activités pour se positionner sur le marché du lithium, dont la demande pourrait croître de 18 % par an d'ici à 2025.**

Bref, le Capitalisme tente par tous les moyens possibles d'intégrer la crise climatique au système capitaliste qui est lui-même responsable de la crise climatique. Ce nouveau marché carbone, ces dérivés climatiques ou autres obligations catastrophes en sont des exemples qui seraient caricaturaux et risibles s'ils n'étaient pas généralisés. Avec ces *produits financiers de la crise climatique*, le Capitalisme creuse encore et encore.

Le Centre Patronal (Suisse) réagissait ainsi à la *décroissance forcée* suite à la pandémie du virus SRAS-CoV2 : « *Il faut éviter que certaines personnes soient tentées de s'habituer à la situation actuelle, voire de se laisser séduire par ses apparences insidieuses : beaucoup moins de circulation sur les routes, un ciel déserté par le trafic aérien, moins de bruit et d'agitation, le retour à une vie simple et à un commerce local, la fin de la société de consommation... Cette perception romantique est trompeuse, car le ralentissement de la vie sociale et économique est en réalité très pénible pour d'innombrables habitants qui n'ont aucune envie de subir plus longtemps cette expérience forcée de décroissance. La plupart des individus ressentent le besoin, mais aussi l'envie et la satisfaction, de travailler, de créer, de produire, d'échanger et de consommer. On peut le faire plus ou moins intelligemment, et on a le droit de tirer quelques leçons de la crise actuelle. Mais il est néanmoins indispensable que l'activité économique reprenne rapidement et pleinement ses droits.* » Bref, intégrer les crises et continuer à tout faire pour continuer l'accumulation permanente.

Les *criminels climatiques* se donnent beaucoup de mal pour renvoyer à des décisions individuelles qui globalement ont peu d'impact.

La loi « Climat et Résilience » d'août 2021 est, sur ce point, assez symptomatique. Cette loi était censée faire suite à la Convention Citoyenne pour le Climat. Emmanuel Macron annonçant même une reprise « *sans filtre* » des 149 propositions de la Convention en question. In fine, le projet de loi consacre la logique néolibérale et la victoire des lobbies productivistes et ignore la plupart des propositions fortes de la Convention. On pourrait multiplier les exemples. Ainsi, la Convention proposait de conditionner les aides publiques à une réduction de l'« *empreinte carbone* » des entreprises. Ceci a été refusé par le gouvernement. La Convention proposait d'instaurer une obligation de rénovation des logements, demandait un moratoire sur la création de nouvelles zones commerciales, un plan d'investissement sur 10 ans dans le ferroviaire, l'interdiction des publicités sur les produits les plus nuisibles à la santé... autant de propositions mises de côtés... Alors que la justice a condamné la France pour « *faute* », avec un « *préjudice*

écologique », le gouvernement français confirme que l'écologie est accessoire pour lui.

La sauvegarde des équilibres écologiques de la planète, la préservation d'un environnement favorable aux espèces vivantes, y compris l'espèce humaine, est donc incompatible avec une logique productiviste et d'expansion infinie... bref incompatible avec le Capitalisme !

Et puisque *la nature est un champ de bataille*, une crise sociale et démocratique se développe. Plus précisément, la crise écologique porte à son sommet les antagonismes et les dominations. Le *racisme environnemental* consiste à faire peser sur les classes populaires du monde entier les effets de la crise (voire à déverser des tonnes de déchets chez eux). Les *métropoles deviennent barbares*, nouveaux lieux d'accumulation du Capital, dans une expansion urbaine sans fin et destructrice. Ces métropoles deviennent alors des mégalo-pôles, véritables bunkers détruisant toute mixité sociale, dans un état de guerre sociale perpétuelle, où la "nature" devient un ennemi à repousser le plus loin possible.

Le mythe de la croissance infinie comme condition de justice sociale est un dogme à détruire tant il nourrit les inégalités sociales et géographiques, tant il justifie au fond ces inégalités dans une course folle à l'expansion perpétuellement attisée par la volonté, souvent frustrée, du rattrapage. **Penser la décroissance sans penser de façon simultanée la question sociale, ne peut que renforcer les inégalités** tant, aujourd'hui, nous sommes incapables de décider, voire de réfléchir objectivement, de quoi nous avons besoin en quantité et en qualité. D'ailleurs, la crise sanitaire provoquée par le virus SRAS-CoV2 a montré que les rapports de notre civilisation avec la "nature" naviguent à vue et nécessitent, là encore, de nous extraire des approches de domination.

Cette simultanéité, elle n'est pas spontanée, elle se construit collectivement. Certain·es Gilets Jaunes, certaines organisations syndicales et écologiques, ont inventé ce slogan imparable : *"Urgence environnementale, urgence sociale : même combat"*. Oui, car **ces combats, au fond, sont les mêmes : ceux de la marge humaine.**

L'universalisme européen, qui a justifié le colonialisme, justifie aujourd'hui que les États les plus responsables de la crise climatique imposent leur point de vue aux pays les plus pauvres... ceux qui subissent aujourd'hui le plus la crise climatique. La crise écologique ouvre la voie à des conflits, à de nouvelles migrations, à de nouvelles inégalités... Les États "riches" continuent leur logique d'exploitation et de domination, leur logique colonisatrice.

Tout ceci alors que la crise sanitaire provoquée par le virus SRAS-CoV2 a montré plusieurs choses assez inquiétantes : si les responsables politiques ont toutes et tous été obligé-es de se rallier à des politiques sanitaires, elles et ils ont eu une gestion de classe de la crise avec la primauté donnée au Capital, avec le maintien des politiques d'austérité et les privatisations, avec un protectionnisme très éloigné de la solidarité, avec un autoritarisme renforcé, et avec le creusement des inégalités sociales.

Cela pose évidemment la question démocratique. Les médias aiment dire que la "démocratie représentative" est en crise. D'élections en élections, les électrices et électeurs désertent cet espace qui ne les regardent plus. Mais si le *Capitalisme démocratique* est en crise, c'est bien aussi, et surtout, qu'il s'est montré incapable de répondre aux enjeux de notre temps, que sa légitimité s'est effritée devant son incompetence, et son hégémonie politique s'est effondrée devant son insistance à construire de nouvelles injustices.

La dynamique perpétuelle des besoins est inséparable de la nécessité systémique, pour le Capitalisme, de croître. En conséquence de quoi, une décroissance brutale, non choisie, voire même un simple ralentissement de la croissance, ne peut signifier que de nouvelles inégalités sociales, la destruction encore accrue de l'environnement, le discrédit des politiques et finalement la *possibilité du fascisme*.

La crise démocratique est in fine celle de la politique. "Politique" n'aurait jamais dû devenir un nom. Ç'aurait dû rester un adjectif. Un attribut, et non une substance.

Nous sommes en pleine crise démocratique, économique, sociale, culturelle, écologique et anthropologique. Cette crise est sans issue car

c'est la crise d'une civilisation mortifère. Nous sommes dans une crise écosociale. La sortie que l'on pourrait qualifier de civilisée de cette crise, et donc l'évitement de la catastrophe qui vient, ne peut découler que d'un processus révolutionnaire multiforme orienté dans un sens libérateur autonome de la civilisation actuelle. D'ailleurs, afin de masquer cette crise, le Capitalisme a coopté le temps afin de nous y enfermer et empêcher toute issue désirable.

Si mes constats sont assez désespérants, je ne suis pas pessimiste. Ceci car je rejette l'idée que nous allons inévitablement nous effondrer avec le Capitalisme. Je ne verse pas dans la collapsologie. Cette dernière se définissant comme *« l'exercice transdisciplinaire d'étude de l'effondrement de notre civilisation industrielle, et de ce qui pourrait lui succéder, en s'appuyant sur les deux modes cognitifs que sont la raison et l'intuition, et sur des travaux scientifiques reconnus. »*³. Il n'y a aucun doute sur le fait que je partage les constats (ou en tout cas une très grande partie) des collapsologues. Ce que j'ai rapidement développé précédemment se retrouve chez les adeptes de l'effondrement inévitable. Ceci étant posé, la collapsologie se caractérise surtout par une utilisation de certaines données de la science, une approche occidentalocentrée, et une définition assez floue de *l'effondrement*. Sur ce dernier point d'ailleurs, notons que l'utilisation de l'expression "civilisation industrielle" permet surtout de ne pas parler de Capitalisme. Ce discours de l'effondrement inévitable porte de fait une dépolitisation et rend l'ensemble de l'Humanité, sans aucune différenciation, responsable de la catastrophe climatique. Cette culpabilisation sans distinction se retrouve aussi parfois d'ailleurs chez Greta Thunberg et provoque paralysie dans l'action. Il faut dire que *les époques sont orgueilleuses, chacun se veut unique. L'orgueil de la nôtre est de réaliser la collision historique d'une crise écologique planétaire, d'une crise politique généralisée des démocraties et d'une inexorable crise énergétique, le tout couronnée d'une crise économique rampante, mais sans équivalent depuis un siècle. Et cela flotte, cela aiguise, notre jouissance de vivre une époque à mille autres pareilles. Au dernier carat de sa démence, l'Homme s'est même*

³ Pablo Sévigné et Raphaël Stevens : Comment tout peut s'effondrer – Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes (Le Seuil, 2015)

proclamé “force géologique”. Mettre la terre au centre, c’est une déclaration de guerre à l’Homme. Lui déclarer la guerre, ce pourrait être une bonne façon de le faire revenir sur terre, s’il ne faisait le sourd, comme toujours.

Il nous faut, au fond, transformer nos émotions en actions. Et pour se faire, il faut réinjecter du politique. Avec lucidité et imagination.

Les mouvements écologiques, même ceux qui rejettent l’anticapitalisme, nous montrent le mur vers lequel nous fonçons et nous forcent à une prise en compte de la “nature”, montrant qu’un mouvement culturel voire de civilisation est possible. Ces mouvements ont connu des victoires et des défaites qui doivent nous éclairer. Malgré la crise systémique qui le secoue, le mouvement ouvrier est encore debout et est capable de mobilisations très importantes quand il s’agit de défendre les *conquis* que sont la Sécurité Sociale, les Retraites ou encore les Services publics. Il existe aussi ces mouvements protéiformes, plus ou moins construits, plus ou moins spontanées, plus ou moins populaires, mais qui tous, de Nuit Debout aux Gilets Jaunes et à l’ensemble de cette *Constellation*, montrent un champ des possibles.

Il nous faut être là pour imaginer et ne pas avoir peur de clamer que l’idée selon laquelle une société basée sur l’exploitation des êtres humains par le travail, les discriminations ethniques et de genre, le patriarcat et le paternalisme, la violence, l’autoritarisme, et le creusement des inégalités, pourrait entretenir des relations respectueuses et pacifiques avec la “nature” n’est pas seulement absurde, c’est surtout un mensonge.

Ne soyons ni misanthropes, ni fatalistes. Retrouvons ces militant·es écologiques qui, dans les années 1970, se réclamaient du socialisme mais qui depuis s’en sont éloigné·es, entre autres parce que la gauche s’est montrée incapable de construire un socialisme qui ne soit pas productiviste. Convainquons ces militant·es écologiques, qui se disent “ni de droite ni de gauche et simplement écologiques”, que cette posture est sans issue et désespérante. Convainquons nos camarades se réclamant du marxisme qu’une refondation du marxisme est possible et nécessaire, que Marx n’avait pas raison sur tout, et que la meilleure façon de faire

vivre ses idées est de les dépasser. Convainquons nos camarades qui se sont éloigné·es du socialisme car sa réalité n'a pas vraiment ressemblé à son utopie.

Nous aurons à répondre à la *rhétorique réactionnaire* : on nous expliquera que nos propositions auront un effet pervers, qu'elles sont irréalistes et enfin qu'elles mettent en péril des acquis précieux. Certain·es de notre camp tomberont dans le panneau. D'autres basculeront.

Emmanuel Macron n'a fait que donner des réponses autoritaires et inefficaces à la crise sanitaire en France et dans le monde. La crise en question n'était rien au regard de celles que nous risquons de subir : les gouvernements, et celui d'Emmanuel Macron en particulier, a montré à la fois leur incompétence et leur dogmatisme. Avec pour conséquence des dizaines de milliers de morts. Les conséquences d'un tel dogmatisme mettent en danger la démocratie, mais font aussi des ravages humains ! **Soyons, nous, à la hauteur de ces enjeux : changeons le système, pas le climat ! Le *Capitalisme est sous perfusion*⁴, bénéficiant en France de 140 milliards d'euros par an pour se maintenir : débranchons la perfusion.**

⁴ <http://www.ires.fr/index.php/etudes-recherches-ouvrages/etudes-des-organisations-syndicales/item/6572-un-capitalisme-sous-perfusion-mesure-theories-et-effets-macroeconomiques-des-aides-publiques-aux-entreprises-francaises>

Écosocialisme ou barbarie

Les apprenants s'interrogeront sur ce message surgi ici, si près de la toundra et des rots de méthanes. Mais en un clin d'œil humain, les apprenants développeront des liens. Déjà ce monde reverdit. Déjà les mousses s'étendent, les scarabées, les lichens, les champignons transforment les souches en sol. Déjà les semis prennent racines dans les fissures des souches nourricières, alimentés de moisissures. Bientôt de nouveaux troncs dessineront le mot dans leur bois en croissance, en suivant le délié de ces tertres pourrissants. Encore deux siècles, et ces quatre lettres vivantes, à leur tour, se perdront peu à peu dans les volutes, la pluie transformatrice, l'air, la lumière. Et pourtant – quand bien même – elles auront épelé le mot que dit la vie depuis le commencement.

(Richard Powers)

Je vais commencer par ne pas me cacher derrière mon petit poing en lutte et poser d'emblée que, pour moi, la réponse politique la plus à même de répondre à la crise écosociale est l'écossocialisme.

J'ai cité André Gorz dans la partie précédente. Mais j'ai omis la fin de la citation : *« L'écologie, c'est comme le suffrage universel et le repos du dimanche : dans un premier temps, tous les bourgeois et tous les partisans de l'ordre vous diront que vous voulez leur ruine, le triomphe de l'anarchie et de l'obscurantisme. Puis un deuxième temps, quand la force des choses et la presse populaire deviennent irrésistibles, on vous accorde ce qu'on vous refusait hier et, fondamentalement, rien ne change. La prise en compte des exigences écologiques conserve beaucoup d'adversaires dans le patronat. Mais elle a déjà assez de partisans patronaux et capitalistes pour que son acceptation par les puissances d'argent devienne une probabilité sérieuse. Alors, Mieux vaut, dès à présent, ne pas jouer à cache-cache : la lutte écologique n'est pas une fin en soi, c'est une étape. Elle peut créer des difficultés au Capitalisme et l'obliger à changer ; mais quand, après avoir longtemps résisté par la force et la ruse, il cédera finalement parce que l'impasse écologique sera devenue inéluctable, il intégrera cette contrainte comme il a intégré toutes les autres. C'est pourquoi il faut d'emblée poser la question franchement : que voulons-nous ? Un Capitalisme qui s'accommode des contraintes écologiques ou une révolution économique, sociale et culturelle qui abolit les contraintes du Capitalisme et, par là même, instaure un nouveau rapport de hommes à la collectivité, à leur environnement et à la nature ? Réforme ou Révolution ? »*

Je dois bien admettre que mon prisme personnel spontané pour entrer dans ces réflexions est celui du socialisme. Je n'ignore pas, et plus que ça, je ressens profondément, que le Capitalisme est aujourd'hui certes en phase de crise mais qu'il est surtout en phase de destruction massive, y compris avec des moments d'auto-destruction. Plutôt que d'égrainer l'ensemble des *conquis* remis en cause, je citerai Emmanuel Macron qui s'explique sur le choix de Versailles pour recevoir Vladimir Poutine en 2018 : *« Versailles, c'est là où la république s'était retranchée quand elle était menacée »*. Cette phrase dit tout. Elle dit à quel point, 150 ans après la Commune de Paris, les capitalistes continuent leur

guerre des classes. Cette guerre est ancrée dans leur politique quotidienne. Elle est ancrée dans nos vies quotidiennes. Je me reconnais totalement dans l'introduction de la somme monumentale de Michelle Zancarini-Fournel : *« J'ai été nourrie par les récits de mes grands-parents et de mes parents autour du poulet frites du dimanche ou de la soupe du soir : récits de travail, récits de militantisme, de résistance à la police ou aux patrons, récits héroïques parfois, devenus convenus car maintes fois répétés. Travaux pratiques d'histoire sociale, ces récits ont forgé mon imagination et la volonté d'écrire l'histoire des "gens de peu". Et sa conclusion : "L'histoire est longue, celle que nous avons rappelée, a toujours été peuplée de tentatives fragiles, éphémères ou utopiques, mais aussi parfois victorieuses – même si inlassablement remises en cause – pour faire advenir d'autres mondes. Tout comme on rêve, on lutte. »*

Et pour définir l'écosocialisme je m'appuie sur un penseur venu du marxisme (ce qui est critiquable, mais j'aurai l'occasion de critiquer cette approche), Michael Löwy, qui **propose de définir l'écosocialisme comme un « courant de pensée et d'action écologique qui fait siens les acquis fondamentaux du marxisme, tout en le débarrassant de ses scories productivistes. La logique capitaliste du marché et du profit, de même que celle de l'autoritarisme bureaucratique de feu le "socialisme réel", est incompatible avec les exigences de sauvegarde de l'environnement. Les écosocialistes critiquent les impasses actuelles de l'écologie politique, qui ne met pas en question le pouvoir du Capital. L'écosocialisme est donc une proposition radicale qui vise non seulement à une transformation des rapports de production, de l'appareil productif et des modèles de consommation dominants, mais aussi à créer un nouveau paradigme de civilisation, en rupture avec les fondements de la civilisation capitaliste/industrielle occidentale moderne. »**

Cette définition est un premier point de départ. C'est ce qui m'a fait entrer dans un socialisme qui est écologique. Mais c'est une entrée explicitement socialiste, marxiste. C'est une entrée contestable, ou plus précisément qui mérite d'être interrogée. J'y reviendrai, en particulier concernant la question de l'État. Mais avant cela, creusons encore le sillon écosocialiste.

Pour ce faire, je propose de prendre en compte ce complément de Serge Audier : *« Selon notre perspective, la “société écologique” serait une société qui intègre le plus possible, dans l’ensemble de son fonctionnement, l’impératif d’un respect de la “nature” et de la biodiversité sur le très long terme au nombre de ses objectifs et de ses valeurs cardinales, en plus de la liberté, de l’égalité et de la solidarité sociale. Bien entendu, “nature” ne veut pas dire, dans la plupart des cas, une entité purement vierge et sauvage, qui de toute façon a irréversiblement disparu d’une large part de la Terre ; et “respect” ne signifie pas absence de toute forme d’intervention, chose non moins impossible. Notre environnement n’est pas une nature mythique séparée de l’histoire humaine, mais il n’est pas non plus un artifice intégral qui impliquerait de renoncer à parler de “nature”. Penser ensemble “société” et “écologie”, parler d’“écologie sociale”, signifie ipso facto ne pas céder au rêve d’une monde anhistorique et non humain. [...] Pour tous ceux qui, parmi les consciences plus ou moins anticapitalistes, se reposent sur de commodes imprécations contre le « libéralisme », la vérité reste sans doute difficile à admettre pleinement – savoir que leur propre famille, dans sa diversité conflictuelle, a amplement contribué elle aussi à légitimer ce culte unilatéral des forces productives, dans un aveuglement ou un déni souvent complet de ses impacts environnementaux et humains. C’est pourquoi réactiver une “hypothèse communiste” n’a pas grand sens sans une élucidation autocritique très approfondie, notamment au plan écologique. »*

C’est une base théorique pour discuter écosocialisme. Avant cela, j’aimerais aborder trois points qui me semblent importants dans les débats d’aujourd’hui : les questions du fascisme, du patriarcat et de l’universalisme.

Et puis comme le titre de cette partie est une référence au manifeste de Rosa Luxemburg de 1915, *« Socialisme ou barbarie »*, cette citation extraite de ce manifeste : *« Friedrich Engels a dit un jour : “La société bourgeoise est placée devant un dilemme : ou bien passage au socialisme ou rechute dans la barbarie.” Mais que signifie donc une “rechute dans la barbarie” au degré de civilisation que nous connaissons en Europe aujourd’hui ? Jusqu’ici nous avons lu ces paroles sans y réfléchir*

et nous les avons répétées sans en pressentir la terrible gravité. Jetons un coup d'œil autour de nous en ce moment même, et nous comprendrons ce que signifie une rechute de la société bourgeoise dans la barbarie. Le triomphe de l'impérialisme aboutit à l'anéantissement de la civilisation - sporadiquement pendant la durée d'une guerre moderne et définitivement si la période des guerres mondiales qui débute maintenant devait se poursuivre sans entraves jusque dans ses dernières conséquences. C'est exactement ce que Friedrich Engels avait prédit, une génération avant nous, voici quarante ans. Nous sommes placés aujourd'hui devant ce choix : ou bien triomphe de l'impérialisme et décadence de toute civilisation, avec pour conséquences, comme dans la Rome antique, le dépeuplement, la désolation, la dégénérescence, un grand cimetière ; ou bien victoire du socialisme, c'est-à-dire de la lutte consciente du prolétariat international contre l'impérialisme et contre sa méthode d'action : la guerre. C'est là un dilemme de l'histoire du monde, un ou bien - ou bien encore indécis dont les plateaux balancent devant la décision du prolétariat conscient. Le prolétariat doit jeter résolument dans la balance le glaive de son combat révolutionnaire : l'avenir de la civilisation et de l'humanité en dépendent. Au cours de cette guerre, l'impérialisme a remporté la victoire. En faisant peser de tout son poids le glaive sanglant de l'assassinat des peuples, il a fait pencher la balance du côté de l'abîme, de la désolation et de la honte. Tout ce fardeau de honte et de désolation ne sera contrebalancé que si, au milieu de la guerre, nous savons retirer de la guerre la leçon qu'elle contient, si le prolétariat parvient à se ressaisir et s'il cesse de jouer le rôle d'un esclave manipulé par les classes dirigeantes pour devenir le maître de son propre destin. La classe ouvrière paie cher toute nouvelle prise de conscience de sa vocation historique. Le Golgotha de sa libération est pavé de terribles sacrifices. Les combattants des journées de Juin, les victimes de la Commune, les martyrs de la Révolution russe - quelle ronde sans fin de spectres sanglants ! Mais ces hommes-là sont tombés au champ d'honneur, ils sont, comme Marx l'écrivit à propos des héros de la Commune, "ensevelis à jamais dans le grand cœur de la classe ouvrière". Maintenant, au contraire, des millions de prolétaires de tous les pays tombent au champ de la honte, du fratricide, de l'automutilation, avec aux lèvres leurs chants d'esclaves. Il a

fallu que cela aussi ne nous soit pas épargné. Vraiment nous sommes pareils à ces Juifs que Moïse a conduits à travers le désert. Mais nous ne sommes pas perdus et nous vaincrons pourvu que nous n'ayons pas désappris d'apprendre. Et si jamais le guide actuel du prolétariat, la social-démocratie, ne savait plus apprendre, alors elle périrait « pour faire place aux hommes qui soient à la hauteur d'un monde nouveau. »

La course contre le fascisme n'est pas une compétition

- J'étais avec votre fils dans les derniers mois de sa vie et au moment de sa mort. Je vous apporte le journal qu'il tenait. Et si vous voulez en savoir davantage sur cette époque...

Le visage du vieillard resta parfaitement inexpressif ; son flegme était inaltérable. Mais le jeune homme, d'un mouvement soudain, surgit de l'ombre et, se tenant dans un jour pâle et incertain entre le feu et la fenêtre, dit d'une voix rude :

- A Erhenrang on l'appelle toujours Estraven le traître.

Le patriarche regarda le jeune homme puis se tourna vers moi pour me présenter le garçon.

- Sorve Harth, dit-il, l'héritier du Domaine, fils de mes fils.

Je savais parfaitement que l'inceste ne fait ici l'objet d'aucun interdit. Mais par un réflexe de Terrien, je fus surpris par cette révélation et surpris de voir flamboyer la fougue de mon ami en ce jeune provincial austère et farouche, si bien que j'en demeurai interdit. Et c'est d'une voix mal assurée que je repris la parole :

- Le roi va se rétracter. Therem n'était pas un traître. Qu'importe si des imbéciles lui donnent ce nom ?

Le patriarche fit un signe de tête lent et calme.

- Cela importe, dit-il.

- Vous avez traversé ensemble le glacier de Gobrin, vous et lui ? Demanda Sorve.

- C'est exact.

- J'aimerais entendre le récit, monsieur l'Envoyé, dit le vieil Estraven avec le plus grand flegme.

Mais le garçon, ce fils de Therem, dit en balbutiant :

- Dites-nous, s'il vous plaît, comment il est mort... Et voudrez-vous nous parler des autres mondes parmi les étoiles... des autres espèces humaines, de leur vie ?

(Ursula Le Guin)

Entrons dans le sujet par la petite porte sombre et grave. Nombre de documents, textes, interventions, manifestations, démontrent, en France, la *possibilité du fascisme*. Cette problématique n'étant d'ailleurs pas française puisque l'on observe assez nettement la constitution d'une *Nouvelle Internationale Fasciste*.

Quelle drôle d'entrée, me direz-vous. Est-ce le cœur du propos de cette contribution ? Oui et non. Et oui.

Non, car cette possibilité du fascisme nécessite à la fois une question stratégique vis-à-vis de la galaxie fasciste et la fascisation d'une frange de la population dans le contexte de *la triple offensive – néolibérale, autoritaire et raciste – dont Emmanuel Macron est la parfaite incarnation*. Non, car le cœur de mon propos est bien de contribuer à la question de la construction d'une société écosocialiste. Oui car nous sommes actuellement dans une course pour répondre à la crise écosociale entre une société émancipatrice d'un côté et une réponse fasciste de l'autre. Donc oui.

Avant d'aller plus loin dans la discussion, donnons une définition au fascisme. Pour ce faire, je reprendrai celle d'Ugo Palheta :

« S'il fallait s'accorder sur une définition – même minimale et provisoire – du fascisme, sans doute pourrait-on le considérer comme un mouvement de masse qui prétend œuvrer à la régénération d'une « communauté imaginaire » considérée comme organique (nation, « race » et/ou civilisation), par la purification ethno-raciale, par l'anéantissement de toute forme de conflit social et de toute contestation (politique, syndicale, religieuse, journalistique ou artistique), autrement dit par l'évidement de tout ce qui paraît mettre en péril son unité imaginaire (en particulier la présence visible de minorités ethno-raciales et l'activisme d'oppositions politiques). Une précision importante s'avère toutefois nécessaire. Le principe de l'unité sans faille que le fascisme prétend imposer et sur laquelle se fonde la communauté mythifiée qu'il prétend régénérer n'est pas nécessairement racial, au sens pseudo-biologique que ce terme prit dans le cas du nazisme. Il peut être culturel (on exclut alors au nom d'une prétendue communauté ethnolinguistique et/ou religieuse qui plongerait ses racines dans un passé millénaire) ou

même politique : le nationalisme mussolinien reposait ainsi pour l'essentiel sur un mélange peu cohérent de références à l'Empire romain et d'une conception absolutiste et exclusiviste de la Volonté générale. »

Et pour marquer encore les choses, cette citation de Léon Trotsky de juin 1933 pour définir le National-Socialisme : *« Le fascisme a amené à la politique les bas-fonds de la société. Non seulement dans les maisons paysannes, mais aussi dans les gratte-ciels des villes vivent encore aujourd'hui, à côté du XX^e siècle, le X^e et le XII^e siècles. Des centaines de millions de gens utilisent le courant électrique, sans cesser de croire à la force magique des gestes et des incantations. Le pape à Rome prêche à la radio sur le miracle de la transmutation de l'eau en vin. Les étoiles de cinéma se font dire la bonne aventure. Les aviateurs qui dirigent de merveilleuses mécaniques, créées par le génie de l'homme, portent des amulettes sous leur combinaison. Quelles réserves inépuisables d'obscurantisme, d'ignorance et de barbarie ! Le désespoir les a fait se dresser, le fascisme leur a donné un drapeau. Tout ce qu'un développement sans obstacle de la société aurait dû rejeter de l'organisme national, sous la forme d'excréments de la culture, est maintenant vomi : la civilisation capitaliste vomit une barbarie non digérée. Telle est la physiologie du national-socialisme. »*

Si je cite un texte de 1933, c'est que le débat tourne beaucoup aujourd'hui, en France, sur la nature fasciste ou pas, de normalisation ou pas, du Rassemblement National (RN), issu du Front National (FN) dont les héritages pétainistes ne font pas discussion.

La première vague fasciste, celle d'entre les deux guerres mondiales, s'est appuyée sur la classe dirigeante capitaliste pour s'installer au pouvoir. Celle-ci acceptant une dictature fasciste afin de fractionner la classe ouvrière et de détruire le mouvement ouvrier organisé. Cette situation est très documentée concernant l'Allemagne. N'oublions pas, non plus, qu'Henry Ford a financé Adolf Hitler dès les années 1920. **Faut-il alors comparer la situation actuelle en France et aujourd'hui avec celle de cette époque ? La montée du fascisme et les processus de fascisation observés correspondent-ils à un moment où la bourgeoisie a peur d'une**

révolution sociale au point de favoriser l'émergence d'une dictature fasciste ?

Je ne pense pas, car la bourgeoisie ne craint pas dans l'immédiat une Révolution sociale qui pourrait la renverser. Dans aucun pays d'Europe le chômage n'atteint les 40 à 50 % des années 1930. Le chômage aujourd'hui, d'ailleurs, touche des populations salariées plus facilement récupérables par la bourgeoisie. Cela ne signifie pas que nous ne vivons pas une crise sociale, bien entendu, cela signifie simplement que la crise touche différemment les classes sociales et que la bourgeoisie est en capacité d'empêcher une Révolution sociale en récupérant des franges de ces populations.

Et puis surtout, en termes stratégiques, la bourgeoisie apprend de ses erreurs et l'utilisation d'une dictature fasciste pour détruire le mouvement ouvrier a été auto-analysée comme une erreur puisque cela s'est aussi retourné contre la bourgeoisie in fine elle aussi victime du fascisme ...

La victoire militaire de 1945 a eu, au moins, comme avantage immédiat, de reléguer, pour un certain temps, au magasin des accessoires le fascisme de type classique, le fascisme démagogique et botté. La bourgeoisie est obligée de recourir à des moyens de domination moins provocants, et aussi plus insidieux. Mais n'oublions pas que le fascisme de type classique n'est qu'une des formes que peut prendre la contre-révolution. Et ne perdons pas davantage de vue que la crise permanente du régime capitaliste sévit toujours. En France, la succession impréparée d'un pouvoir personnel en perte de vitesse, de plus en plus isolé du pays, reposant sur l'armée, la police, une haute administration fascisante pourrait, si elle était brusquement ouverte, nous placer devant le dilemme : dictature militaire ou Front populaire. Mais on doit souhaiter que ce nouveau Front populaire soit axé, cette fois, autour de la classe ouvrière, qu'il ne soit pas paralysé ni par des mésalliances politiques ni par des illusions réformistes, qu'il ne soit subordonné à la politique étrangère d'aucune grande puissance, et qu'enfin il sache attirer à lui une sceptique jeunesse qui, aujourd'hui, n'appartient à personne.

Reste que l'on observe une montée de l'extrême-droite, en particulier dans le périmètre électoral. Cela fut flagrant en France en 2022 au moment de l'élection présidentielle, puis au moment des élections législatives avec un nombre record de député·es d'extrême-droite à l'Assemblée nationale. Il faut donc prendre très au sérieux une situation où, électoralement, l'extrême-droite peut prendre le pouvoir et que toutes les stratégies de "barrage" apparaissent comme des enfumages grossiers. La présence d'un candidat explicitement fasciste, Eric Zemmour, à l'élection présidentielle, sa médiatisation très importante, a été un marche-pied indéniable pour la candidate d'extrême-droite "normale" Marine Le Pen. D'ailleurs, la stratégie consistant à attaquer en permanence Eric Zemmour a surtout entraîné une minimisation du danger constitué par Marine Le Pen dont le projet politique n'est pas moins oppressif et fasciste que celui d'Eric Zemmour. C'est toute la palette d'extrême-droite qu'il nous faut donc combattre. Dans le champ électoral, Eric Zemmour et Marine Le Pen sans exclusive. Mais également un combat contre les groupuscules, souvent armés, qui agissent violemment. Nous retrouvons là la nécessité d'un Front Unique contre le fascisme en organisant une stratégie d'auto-défense. ET la nécessité vitale de construire ce front sur le terrain.

Et puis l'extrême-droite bénéficie d'un processus où une partie de la bourgeoisie est imprégnée idéologiquement des thèmes fascistes qu'elle fait vivre. Dans un contexte où de Jean-Michel Blanquer en passant par Eric Ciotti, ces *faussaires de la République*, avec une exploitation à outrance des relents fascistes a été quotidienne, avec un processus autoritaire voire de fascisation qui se cache derrière des lois liberticides et islamophobes, avec l'utilisation du vocabulaire de l'extrême-droite ("islamogauchisme"), entretiennent une focalisation vers les thèmes fascistes. C'est ce dont je parle lorsque je parle de processus de *fascisation*. *La fascisation ne doit en aucun cas être comprise comme un glissement graduel ou comme une transition douce et pacifique vers le fascisme. Il s'agit d'un processus chaotique, marqué par une série de batailles dont l'issue est profondément incertaine dépendant des rapports de force établis par les luttes sociales et politiques.*

En ce sens, nous devons à la fois nous confronter aux forces fascistes, sur le terrain électoral et institutionnel comme sur le terrain de la rue, et les processus de fascisation qui sous la forme idéologique assurent un terrain fertile à la progression de l'extrême-droite (à la fois les organisations et les idées).

Saïd Bouamama précise : « Nous appelons fascisation le processus d'enracinement multiforme de la logique fasciste se déployant dans une société non dirigée par un pouvoir politique fasciste et continuant à fonctionner en se légitimant d'un cadre démocratique. À l'exception des venues au pouvoir de fascistes par un coup d'État brusque (et encore de nombreux signes sont repérables même dans ces situations), toutes les expériences fascistes que nous avons connues historiquement ont été précédées d'un processus plus ou moins long de fascisation. La fascisation n'est en conséquence pas réductible à l'action des groupes explicitement fascistes. Elle est le fait à la fois de ceux-ci et d'autres acteurs politiques (d'autres partis, de l'appareil d'État, du pouvoir politique, etc.). Résultat du rapport des forces social et idéologique, le processus de fascisation se déploie au moins à trois niveaux : le niveau idéologique par la diffusion de concepts, de théories et de thématiques. Le niveau culturel par la banalisation de représentations sociales culturalistes. Et enfin le niveau pratique par des passages à l'acte d'une part et par des mesures légales découlant logiquement des deux niveaux précédents mais également de la tentative du pouvoir politique de sortir d'une crise de légitimité d'autre part. Progression quantitative de ladite extrême droite, banalisation de ses thèmes et de son vocabulaire, crise de légitimité profonde (dont l'abstention et les Gilets Jaunes ne sont que les indices les plus visibles), ces trois constats permettent de conclure que nous sommes en France dans une séquence de fascisation. »⁵

Il nous faut aussi combattre le confusionnisme.

Je prendrai comme entrée les “fâchés pas fachos”, expression reprise à gauche depuis les mouvements des “Gilets Jaunes”. Une telle expression a pour objectif d'entrer dans la course de vitesse entre la gauche et l'extrême-droite. Je partage l'idée qu'il y a une course de

⁵ <https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-31-printemps-2022/dossier-extreme-droite-et-derive-autoritaire/article/la-place-des-classes-et-quartiers-populaires-dans-le-processus-de-fascisation>

vitesse, bien entendu, mais je ne partage pas l'idée que celui qui l'emportera sera celui qui attirera à lui les "fâchés pas fachos". En premier lieu car cela revient à ménager celles et ceux qui votent pour l'extrême-droite, et en particulier pour le RN. Cela peut même revenir en partie à ménager Marine Le Pen elle-même alors qu'elle n'est pas moins dangereuse qu'un Eric Zemmour comme je l'ai déjà écrit. Au fond, s'il s'agit de chasser les électrices et les électeurs sur les terres du RN, s'agit-il de les convaincre ou de les séduire ? Les convaincre, cela signifie attaquer frontalement les dogmes racistes et nationalistes pour faire basculer ces électrices et ces électeurs dans le camp de la solidarité de classe. Les séduire, cela signifie avoir un discours suffisamment ambigu et efficace en termes de stratégie électorale pour les faire basculer électoralement pour prendre le pouvoir. Mais une partie (non négligeable) des électrices et électeurs d'extrême-droite sont tout simplement... racistes ! Nous savons que le fascisme a toujours, en période de crises, été capable de se nourrir des peurs et du désespoir pour proposer des réponses qui touche aux sentiments humains profonds. Opposer une réponse de séduction, médiatiquement acceptable, est vain car elle fantasme un semblant de raison. La gauche n'apparaît alors pas comme étant capable de proposer un sens autre que celui proposé par l'extrême-droite, elle explique simplement que les réponses apportées par l'extrême-droite ne sont pas les bonnes réponses. Non, l'extrême-droite, et même l'extrême-droite institutionnalisée que représente le RN, ne pose pas de bonnes questions en apportant de mauvaises réponses. Cet aspect est d'autant plus essentiel que des personnages comme Robert Ménard, par exemple, mais également Eric Zemmour, ont fait de la distorsion de l'histoire une stratégie.

La gauche démobilise car elle n'est pas mobilisée. C'est d'autant plus frustrant car les graines émancipatrices sont là et qu'elles sont récupérées par les relents identitaires. En conséquence de quoi, participer à cette course contre l'extrême-droite ne peut se faire que sur la base de notre cohérence politique idéologique.

Nous avons aussi à combattre l'écofascisme. *Ecofascisme ?* Bernard Charbonneau précise : « *L'écofascisme a l'avenir pour lui, et il pourrait être aussi bien le fait d'un régime totalitaire de gauche que de*

droite sous la pression de la nécessité. En effet, les gouvernements seront de plus en plus contraints d'agir pour gérer des ressources et un espace qui se raréfient. Déjà commence à se tisser ce filet de règlements assortis d'amendes et de prison qui protégera la nature contre son exploitation incontrôlée. Que faire d'autre ? Ce qui nous attend, comme pendant la seconde guerre totale, c'est probablement un mélange d'organisation technocratique et de retour à l'âge de pierre. [...] Si la crise énergétique se développe, la pénurie peut paradoxalement pousser au développement. Le pétrole manque ? Il faut multiplier les forages. La terre s'épuise ? Colonisons les mers. L'auto n'a plus d'avenir ? Misons sur l'électronique qui fera faire au peuple des voyages imaginaires. Mais on ne peut reculer indéfiniment pour mieux sauter. Un beau jour, le pouvoir sera bien contraint d'adopter une façon de faire plus radicale. Une prospective sans illusion peut mener à penser que le virage écologique ne sera pas le fait d'une opposition dépourvue de moyens, mais de la bourgeoisie dirigeante, le jour où elle ne pourra plus faire autrement. Ce seront les divers responsables de la ruine de la terre qui organiseront le sauvetage du peu qui en restera, et qui après l'abondance géreront la pénurie et la survie. Car ceux-là n'ont aucun préjugé, ils ne croient pas plus au développement qu'à l'écologie : ils ne croient qu'au pouvoir. »

L'écofascisme a plusieurs entrées, je commencerai par ***l'écologisation du fascisme***, l'écologie comme synthèse politique des mythes et mysticismes réactionnaires, un versant particulier de l'écofascisme.

L'extrême-droite a historiquement non seulement nié le dérèglement climatique, mais, plus que cela, a toujours été dans la défense du productivisme et du Capitalisme. Cela n'est pas nouveau, et se retrouve dans son positionnement contre les accords internationaux pour le Climat (même les plus timides), dans sa haine permanente contre les mouvements écologiques etc.

Mais, aujourd'hui, sentant le vent tourner, l'extrême-droite retrouve un *fascisme fossile*, s'appuyant sur la revendication d'un *nationalisme vert*, la *défense du territoire*, et l'*obsession de l'immigration*.

Voyons comment Hervé Juvin, député européen du RN, justifie le vote contre de son groupe au financement du "Green New Deal"

européen : « Nous sommes les premiers à déplorer la dégradation de nos espaces naturels, de la biodiversité, le recul des traditions et des savoir-faire ancestraux. Les premiers à regretter l'uniformisation des pratiques et des techniques agricoles, qui aboutit à la destruction des paysages. Les premiers aussi à dénoncer l'arrachement à leur terre des migrants aussi bien que des indigènes, la misère qui monte partout en Europe venant de ce sentiment effrayant ; nous ne sommes plus chez nous nulle part ! Les premiers enfin à plaider pour le respect de la diversité des cultures, des traditions, des mœurs, et pour cet extraordinaire patrimoine commun à la plus grande part de l'Europe, et qui est l'adaptation des hommes à leur territoire à travers leur culture, dont l'art comme les paysages témoignent partout, et combien en France ! [...] La pandémie est une maladie de la globalisation, elle est l'effet direct de la mobilité entre continents, de la promiscuité humaine dans ces métropoles qui ne sont plus que la concentration d'hommes hors sol dans des non-lieux. Le développement de la pandémie a beaucoup à voir avec les mouvements de population, et par exemple l'arrivée de travailleurs saisonniers dans la France méditerranéenne. Et de futurs effondrements sanitaires et environnementaux sont inéluctables si la reconnaissance d'un droit inconditionnel à la mobilité individuelle, telle qu'elle figure dans le pacte de Marrakech, est transcrite dans le droit européen. Pourquoi ceux qui vivent dans des conditions climatiques extrêmes, dans des environnements agressifs ou violents, comme le sont la plupart des zones tropicales ou équatoriales, sans parler des terres nordiques, ne choisiraient-ils pas d'en finir avec des modes de vie qui résultent d'adaptations millénaires à cet environnement, pour profiter de ce que les climats tempérés, les terres fécondes et bien arrosées, des milieux bienveillants et cléments pour la vie humaine, leur promettent ? Comment ne pas voir que l'idéologie européenne du libre-échange, du droit à migrer, de la mobilité infinie, est l'inverse de ce que commande l'urgence écologique, c'est-à-dire le retour des frontières qui protègent, de la séparation qui sauve, et des discriminations qui assurent la diversité humaine ? [...] Comment ne pas voir que l'uniformisation des normes, des lois et des mœurs, que la destruction résolue des traditions, des appartenances, des cultures singulières, que l'expulsion programmée des

Européens de leurs terres, de leur foi et de leur histoire, par la fiscalité des biens immobiliers comme par l'appropriation du vivant par l'industrie et des paysages par les éoliennes, qui s'organise pour faire d'eux des nomades comme les autres, sont les pires ennemis de l'écologie ? [...] Car il faut renverser le discours. L'écologisme est une escroquerie, et donne lieu à une manipulation des opinions digne de régimes totalitaires. Le Green Deal, Blackrock ne s'y est pas trompé, est une aubaine pour une industrie financière à son apogée ; l'industrie de la gestion d'actifs contrôle tout, de l'émission de monnaie aux cours de Bourse, et désormais au financement des entreprises. Qu'auront à y gagner nos PME, nos ETI, nos petits commerces, et ces communautés locales qui s'accrochent à leur territoire, à leurs biens communs et à leur territoire ? Le Green Deal est un nouveau coup de force, qui permet à la Commission de s'immiscer un peu plus dans la conduite des affaires intérieures des Nations ; quelle mascarade à cet égard que le débat sur la « taxonomie » qui permet, par exemple, d'exclure le nucléaire des énergies propres, alors qu'il s'agit de l'énergie la plus décarbonée qui soit, la seule capable de rendre l'électricité propre à grande échelle ! Le Green Deal est une aubaine pour les pétroliers en voie de reconversion, pour le pillage de l'argent public que signifie trop souvent la conversion énergétique, et même, pour l'agrochimie qui se réinvente « agriculture de précision » pour continuer à détruire la vie ! Quelle insulte aux populations rurales, dont le paysage fait partie du patrimoine, que ce programme d'implantation de dizaines de milliers d'éoliennes géantes en Europe, qui placera chaque endroit du territoire en vue de ces agressifs moulins à vent qui massacrent oiseaux migrateurs et chauve-souris ? [...] L'écologisme devient l'idéologie officielle de l'Union européenne. Comme toute idéologie elle repose sur un détournement, celui de l'écologie, science des systèmes vivants complexes. Comme toute idéologie, elle s'institue en dogme, distribuant le bien et le mal, et déniait jusqu'au droit à la parole à qui la conteste. Et comme toute idéologie, elle se coupe du réel. L'écologie est affaire locale, territoriale, sujet d'autonomie, l'Union en fait un moyen d'uniformisation. L'écologie ne sera rien sans l'adhésion de tous, l'Union veut l'imposer d'en haut. L'écologie est affaire de mesure, de limites, de frontières, l'Union en fait un moyen de centralisation, en faveur du global, du sans frontière et

des monopoles. L'écologie est affaire de démocratie, de participation, de coopération, l'Union en fait une affaire de bureaucrates et de gestionnaires de capitaux. »⁶

Je m'excuse pour la longueur de la citation. Elle donne la nausée, c'est vrai. Mais ces propos illustrent le danger écofasciste par son biais de la reprise de l'écologie par le fascisme et montrent à quel point ce danger est concret.

En France, c'est à la fin des années 1980 que le groupe d'extrême-droite "Nouvelle Droite" commence à structurer un discours sur les questions écologiques. Le FN défendant, dès son origine, le productivisme, ne se retrouve pas spontanément dans ce discours. Infusé petit à petit par les travaux de la "Nouvelle Droite", sous l'impulsion de Bruno Mégret, le FN change de discours au début des années 1990 et, dans son congrès daté de cette année, le FN entend démontrer *« qu'il est prêt à régler d'autres problèmes que l'immigration »* et affirme *« une volonté globale de préserver l'environnement et le patriotisme du peuple français »*. Il met en avant le concept d'*« écologie nationale »* : *« L'écologie est en effet une préoccupation qui s'inscrit dans la défense de notre identité. Vouloir la sauvegarde des sites naturels, la préservation de notre patrimoine, la survie de la faune et de la flore, la qualité de l'air et de l'eau, c'est au fond défendre ce que nous sommes en tant que nation enracinée sur un territoire. Et lorsque nous défendons l'intégrité française, nous ne faisons rien d'autre que de défendre l'écologie ethnique et culturelle de notre peuple et en cela nous sommes dans le droit fil de la démarche écologique : la préservation des milieux nécessaires à la survie et au développement des espèces [...]. Pour survivre, les espèces animales ne se mélangent pas et la plupart ont un territoire qu'elles défendent »*. Nous avons explicitement affaire à une conception raciale de l'écologie. Depuis le FN, devenu RN, n'aura de cesse de construire sur ce terreau jusqu'au "greenwashing nationaliste" de Marine Le Pen dont la citation d'Hervé Juvin est une synthèse assez éclairante.

Ce versant de l'*écofascisme* ne s'est pas développé en lien direct avec le *fascisme* historique. Si le lien structurel a longtemps été lointain,

⁶ <https://hervejuvin.com/ecologisme-escroquerie/>

le lien idéologique est assez net. Ainsi, Pentti Linkola⁷ propose, en réponse à la crise climatique, l'immigration zéro, la diminution de la population, l'euthanasie des « *déficients* », l'arrêt d'un progrès technique détruisant l'environnement et détachant par trop l'humain des contraintes naturelles : « *N'importe quelle dictature serait meilleure que la démocratie moderne. Il ne peut y avoir de dictateur assez incompetent pour montrer plus de stupidité qu'une majorité populaire. La meilleure serait une dictature où de nombreuses têtes rouleraient et où le gouvernement empêcherait toute croissance économique.* »⁸

Remontons plus loin et à un zoologiste allemand du 19^{ème} siècle et du début du 20^{ème}, Ernst Haeckel. Il semble être un pilier majeur de l'*écofascisme* en portant une écologie se référant au darwinisme social. Ce courant perdurera en Allemagne et se retrouvera sous la République de Weimar dans un groupe nommé les "Wandervögel" qui défendent l'idée d'une transformation des rapports entre l'homme et la "nature", en rejet de la modernité et de l'humanisme, avec un antisémitisme assumé. Le lien avec les nazi-es sera alors immédiat puisque le national-socialisme considère que l'être humain n'est qu'un élément de la "nature", avec une approche mystique de celle-ci. Et dans cette logique, puisque la société humaine n'est qu'un élément de la "nature", elle doit s'organiser selon les mêmes règles supposées de la "nature" en préservant l'"environnement" et en protégeant la "pureté de la race". Rappelons qu'Hitler était végétarien, fasciné par le mysticisme et adepte de l'homéopathie. Rappelons qu'Himmler avait fondé une ferme biologique expérimentale. Rappelons qu'Hitler inaugura la première réserve naturelle en Europe. Le « *sang et la terre* » est d'ailleurs la doctrine officielle du ministère de l'alimentation et l'agriculture du Reich, mettant en pratique le programme écofasciste.

Ne concluons pas que l'écologie est forcément fasciste. *Pour rendre cette consternante et dérangeante analyse plus acceptable, il est tentant*

⁷ Pentti Linkola est un écrivain finlandais du XX^{ème} siècle. Il a, tout au long de son œuvre, développé un fascisme écologique en s'appuyant sur l'eugénisme comme solution, selon lui, à la surpopulation qui serait, toujours selon lui, la cause principale de la crise écologique.

⁸ <https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89cofascisme>

d'en tirer exactement les mauvaises conclusions : à savoir, que même les engagements politiques les plus répréhensibles produisent parfois des effets louables. Mais la vraie leçon est exactement inverse : même la plus louable des causes peut être pervertie et instrumentalisée pour être mise au service de la sauvagerie criminelle. "L'aile verte" du NSDAP n'étaient pas un groupe d'idéalistes innocents, désorientés et manipulés, ni même des réformateurs de l'intérieur : ils étaient des promoteurs et des exécutants conscients d'un programme infâme ouvertement dédié à une violence raciste inhumaine, à une répression politique massive et à une domination militaire mondiale" [...] L'écologie seule ne prescrit pas de politique, elle doit être interprétée, envisagée à travers des théories de la société pour acquérir une signification politique.

L'écofascisme se retrouve donc ainsi dans la revendication de l'abandon complet des technologies dans nos sociétés. Pour le dire autrement, l'écofascisme prône un retour à la "terre" et à la "vie simple" et s'attaque au "rationalisme", au "cosmopolitisme", au "mondialisme" et la "civilisation urbaine".

L'écofascisme trouve aujourd'hui un terreau pour se développer : l'écoésotérisme.

L'écoésotérisme accomplit une fonction idéologique préparant l'installation du fascisme en terrain capitaliste. Il ne s'agit pas d'une fonction autoritaire, violente, anti-démocratique et anti-sociale, il s'agit d'un danger plus pernicieux : celui de détourner idéologiquement, et plus particulièrement auprès de franges de la population a priori plus sensibles aux questions écologiques, une réponse plus ou moins politique, très spirituelle, assez festive et joyeuse, permettant d'oublier le plus ou moins politique. C'est le cas de l'Anthroposophie, doctrine élaborée par Rudolph Steiner à la fin du 19ème siècle, et dont de plus en plus d'écoles s'y référant voient le jour. La « *Société anthroposophique universelle* » prône un souci permanent de préserver la "nature", fait de ses écoles un lieu d'apprentissage de liens avec la "nature", et soutient même la production de produits (comme la marque de cosmétique Weleda, dont la Société est l'actionnaire principal). C'est le cas aussi de Pierre Rabhi qui exprime la nécessité permanente de la "nature" : « *Que nous soyons riches ou*

*pauvres, nous sommes totalement dépendants de la nature. La référence à la nature régule la vie. Elle est gardienne des cadences justes. »*⁹

Steiner et Rahbi se retrouvent dans une conception ésotérique de la “nature”, un rejet de la science et de la technologie. L’Anthroposophie est définie comme un dépassement de la science dans ses « *recherches sur la réincarnation, le karma, la christologie et l’étude des hiérarchies spirituelles. [...] Les procédés d’initiation font évoluer l’homme depuis la forme normale de la conscience diurne jusqu’à une activité psychique où il dispose d’organes spéciaux pour ses perceptions spirituelles* »¹⁰. Pierre Rahbi est dans la même logique : « *Avec l’affirmation de la raison, nous sommes parvenus au règne de la rationalité des prétendues Lumières, qui ont instauré un nouvel obscurantisme, un obscurantisme moderne* »¹¹.

Steiner et l’écofascisme ont un lien direct. Les nazis ont repris les thèses anthroposophiques, installant de l’agriculture biodynamique dans certains territoires occupés, utilisant les produits Weleda pour les expériences dans les camps de concentrations... Bref, une concordance spontanée entre une doctrine raciste et antisémite et une pureté originelle revendiquée.

Pour Pierre Rabhi, le lien est venu de sa rencontre avec Gustave Thibon. Ce dernier était acclamé par Charles Maurras et l’Action française, la source idéologique principale de la politique rurale du régime de Vichy, monarchiste, bref un militant d’extrême-droite. Gustave Thibon est la référence principale de Pierre Rabhi. Et comme on ne change pas une idéologie aussi sympathique, ces relents étaient présents dans l’ancien site internet de Gabriel Rabhi (le fils de Pierre Rabhi), inter-agir.fr (aujourd’hui indisponible), puisque étaient recommandés les ouvrages de la maison d’édition d’extrême-droite “Le Retour aux Sources”, de personnalités d’extrême-droite comme Anthony Sutton, Eustace Mullins, Pierre-Yves Rougeyron ou encore André-Jacques Holbecq. Et sans parler des liens vers le “Réseau Voltaire”, “Sott.net”, “Ragemag”, “Polémia”, “Egalité et Réconciliation”... bref, une belle galaxie de la fachosphère.

⁹ Pierre Rabhi : Vers la sobriété heureuse (Actes Sud, 2010)

¹⁰ <https://www.anthroposophie.fr/>

¹¹ Pierre Rabhi : Vers la sobriété heureuse (Actes Sud, 2010)

Je n'insisterais pas plus que cela sur Pierre Rabhi, ce serait lui donner trop de place. Son cas reste intéressant comme celui d'un homme dont on peut discuter des heures sur le caractère fasciste ou pas, qui a trompé les personnes qui le glorifient. Un homme dont les racines sont celles de la défense de l'Algérie française, dans un racisme latent qui n'est pas sans rappeler celui de Robert Ménard à Béziers.

Il y a une dernière entrée à l'écofascisme, qui trouve parfois à se nourrir dans l'écoésotérisme : une fascisation de l'écologie.

La collapsologie que j'ai évoqué porte en elle ce risque, avec une attraction assez malsaine vers l'effondrement inévitable. On retrouve ces idées dans l'installation actuelle d'une technocratie autoritaire comme classe dirigeante. On retrouve ces idées, et cela apparaît dès la première définition que j'ai donnée, dans ces militantes et militants écologiques qui pourraient basculer dans un régime à minima autoritaire et au pire fasciste pour "sauver la planète et le Climat". *Cette tentation pour l'écologie autoritaire se concrétise par exemple dans la proposition d'un état d'urgence écologique. Celle-ci se présente initialement comme un détournement du concept sécuritaire d'état d'urgence pour répondre à une urgence réelle : pas la sécurité, mais l'écologie. Trois éléments permettraient de faire accepter à la population cette politique autoritaire : 1/ les systèmes démocratiques modernes présenteraient un problème de temporalité face à la crise écologique ; 2/ les principaux effets des libertés civiles et politiques offertes par les démocraties libérales résideraient dans des dégradations écologiques et diverses natures ; 3/ parce que le pouvoir y est concentré entre les mains d'une élite qualifiée et compétente, les régimes écologiques autoritaires seraient en capacité de répondre plus rapidement mais aussi plus efficacement à la crise écologique que les démocraties libérales.*

Les dangers fascistes et écofascistes sont à prendre en compte sérieusement. Mais nous ne devons pas être paralysé-es par ces dangers. Ce sont des dangers concrets, d'autant que le néo-libéralisme est lui-même en crise hégémonique, devenant de moins en moins crédible, alors que la crise écosociale s'accélère et a des conséquences

concrètes sur la vie humaine, ne sous-estimons pas une idéologie qui permet à certaines et certains de s'en sortir. *Il ne suffit pas (ou plus) pour l'antifascisme d'affirmer son féminisme ou son antiracisme, de faire la critique du néolibéralisme ou d'appeler à la justice climatique. Dans la mesure où l'extrême-droite a repris à son compte une partie au moins du discours anti-néolibéral, tend de plus en plus à adopter une rhétorique de défense des droits des femmes, use d'un pseudo-antiracisme de défense des « blancs », ou développe une conception identitaire de l'écologie, l'antifascisme ne peut se contenter de formules vagues.*

Nous vaincrons le fascisme en clarifiant notre discours écologique et social, en proposant une alternative politique concrète et crédible et en ne renonçant pas au combat anti-fasciste sur les terrains de la rue et des idées. Sur le premier point, cela signifie renoncer à tout discours qui serait assez ambiguë pour passer pour du "ruralisme", s'éloigner totalement des milieux ésotériques et faire des questions démocratiques et sociales deux points prioritaires pour toute action ou initiative politique. Ainsi, pour ne donner que cet exemple, les ZFE (Zones à Faibles Émissions¹²) est le type de mesures autoritaires, inefficaces et injustes socialement à éviter. Cela va de pair, c'est le deuxième point, avec la proposition d'une alternative politique désirable et crédible (pour moi, l'écosocialisme...). Enfin, troisième point, il s'agit d'aller à la confrontation directe sur le fond (en proposant par exemple des formations) et dans la rue (par exemple en organisation des collectifs d'auto-défense) face à l'extrême-droite. Ne lui laisser aucune place pour développer ses idées et ne pas lui laisser l'espace public.

¹² <https://resistons.net/actualite/la-zfe-zone-a-forte-exclusion/>

Le patriarcat contre la vie

- Et « Vendredi 13 », épisode 5 ?

- Heu...

C'est un couple, visiblement endommagé, à la recherche d'un je-ne-sais-quoi qui pourrait sauver leur soirée, à défaut de leur amour. Le mâle interroge la femelle du menton, elle fait la moue.

- OK, enchaîne Nikki, vous avez un problème avec les ados morts. Que pensez-vous de « Scanners 2 » ? « The New Age » ? Oui ?

Elle leur vend sa soupe : il y a plusieurs suites à « Scanners », le film de David Cronenberg sur les agents aux pouvoirs psy, capables de tuer avec des fréquences inconnues – deux suites officielles, puis un « Scannercop » et un « Scannercop 2 ». Mais c'est vraiment « The New Age » qui tire son épingle du jeu, en proposant une virée exponentielle dans la conspiration. Un mystère épais, paranoïaque, aux ramifications sans fin. Une plongée dans le glauque des salles polyvalentes, du mal en costume-cravate, du pouvoir tout-puissant des grilles de calcul, d'un Capitalisme sans tête, sans âme, partout à la fois, qui sait tout, voit tout, entend tout, et des soldats de l'ombre qui luttent contre cet enfer conceptuel où l'humanité est aujourd'hui enfermée, célébrant la toute-puissance de la commodité sans se poser la question du pourquoi. C'est un scanner qu'il faudrait, une armée de scanners pour lire l'intimité de ces pensées infertiles, de ces mensonges. Une clarté, une vigilance ouverte. Une transparence.

- Oui, mais, est-ce qu'il y a une histoire d'amour ? demande le mâle, intrigué.

- Ah mais bien sur monsieur. Il faut beaucoup d'amour pour faire exploser une tête.

Ils ont l'air convaincus, Nikki en profite pour leur faire signer une carte de fidélité.

(David Calvo)

Le point de départ de cette partie de ma contribution sera ce mail d'une camarade : « *Ce qui m'interroge c'est ton positionnement. Je n'arrive nulle part à trouver un discours masculin sur ces questions qui explicite la position de dominant. Il me semble que si j'étais un homme, le travail que j'aurais à faire sur ces questions serait comme tu le fais d'entériner les analyses que les femmes font de la domination, mais surtout, de déconstruire les privilèges dont j'aurais le bénéfice. Autrement dit, il me semble qu'il y a un argumentaire masculin à construire sur les bénéfices et les renoncements que les hommes ont à faire en quittant la position de domination. Cela permettrait qu'ils parlent de leur place d'homme et pas seulement pour soutenir les femmes (ce que je le répète, n'est déjà pas mal). Qu'en penses-tu ?* »

Je fais le choix de ce point de départ car je suis un homme et que je milite pour une société libérée de toutes les formes d'oppressions, y compris celles que j'exerce. En posant cela, je pars du postulat que le patriarcat est une réalité. Et comme je n'aime pas les postulats, il me faut d'abord définir le "patriarcat". Il s'agit d'un concept venu de l'anthropologie qui désigne une organisation sociale fondée sur la domination masculine. Ce système social est aujourd'hui incontestable, même les femmes et hommes politiques de droite doivent en convenir, ou plus précisément annoncer en convenir. Il me faut néanmoins encore creuser et préciser car il y a justement ce paradoxe : l'égalité femmes-hommes est présentée comme une valeur centrale à défendre dans les sociétés capitalistes modernes mais les gouvernements nous expliquent que cette égalité est loin d'être une réalité concrète et qu'ils n'y peuvent pas grand-chose. Dans ce contexte, je parlerai, pour être plus précis que la première définition issue de l'anthropologie, d'un système social de domination des femmes par les hommes, s'appuyant sur un système politique, social, économique et physique de pouvoir. Cette définition permet de s'extraire de l'essentialisme que porte l'expression "domination masculine" car elle reste sur un plan physiologique et psychologique, expression intégrée dans la définition du patriarcat mais qui évacue la question systémique. Ceci permet d'ailleurs de s'extraire d'emblée d'un supposé "complot" ourdi par les hommes contre les femmes. Disons-le autrement : tous les hommes ne sont pas des violeurs

en puissance, mais la culture du viol fait que tous les hommes bénéficient d'un avantage indéniable dans les rapports entre femmes et hommes quand il s'agit des relations sexuelles. Disons-le encore d'une autre façon : même les formidables hommes féministes bénéficient du patriarcat, un peu d'humilité sur soi-même devrait permettre de s'en rendre compte assez simplement.

Je reprends alors : je suis un homme et je milite pour une société libérée de toutes les formes d'oppressions. Premier problème : je parle d'un horizon écosocialiste dont l'une des racines est le socialisme mais le socialisme n'a pas brillé par sa pertinence dans l'articulation entre exploitation de classe et exploitation des femmes... D'ailleurs, le mouvement ouvrier parlait d'abord de la "condition féminine", calquant en quelque sorte cette question sur la "condition ouvrière". Cette approche a une limite évidente : elle pré-suppose que les inégalités femmes-hommes vont disparaître avec la fin du système capitaliste. Cela place donc la "condition féminine" comme une lutte annexe à celle de la lutte des classes.

Le concept de patriarcat permet de dépasser cette vision, permettant d'introduire la notion de genre, défini comme étant les rapports sociaux de sexe, à savoir la division sexuelle du travail. C'est un point important qui est rarement souligné : parler du genre, c'est dire que les inégalités entre les femmes et les hommes sont des inégalités issues d'un système social, donc une construction sociale, et non pas de façon essentialiste une "nature féminine" et une "nature masculine". Cette approche, soyons honnête, ne fait pas totalement consensus aujourd'hui dans les mouvements féministes et provoque des ruptures puisque dans cette approche le sexe biologique ne détermine pas forcément le genre. Mais si l'on veut comprendre et expliquer la persistance du patriarcat, y compris dans les sociétés du "socialisme réel", il me semble fondamental de nous engager dans cette voie car elle est une voie nous permettant de ne pas nous enfermer dans des différences dites naturelles mais d'insister sur le fait que ces différences sont la conséquence d'un système social. Cela ne règle pas tout, mais au moins nous posons des questions politiques qui tendent à desserrer l'étau de l'oppression.

A partir de cela, nous pouvons dérouler la situation d'aujourd'hui : il y a une division sexuée du travail qui comprend la question des divisions de genre selon les métiers, les inégalités salariales importantes, le "travail domestique" et la "charge mentale" qui restent des éléments structurant des familles (même avec des "hommes féministes") ; il y a un contrôle du corps des femmes que ce soit dans la maternité et les combats pour l'IVG, que ce soit dans le sexisme dans la sexualité et jusque dans la culture du viol. Et puisque c'est un système, il y a des dogmes :

- 1. L'existence d'une culture de violence. Tout comme il y a une culture du viol qui excuse et justifie celui-ci, la violence a aussi des racines culturelles. On regarde des films pleins de héros masculins super violents qui ont toute légitimité pour frapper, tirer ou bombarder. [...]*
- 2. Une masculinité définie par la violence. La masculinité est liée à la démonstration de force. Nombre d'actes violents sont liés au besoin de prouver qu'on est un homme. [...]*
- 3. Une position dominante. La domination masculine nécessite et permet l'usage de la violence. Elle se maintient en partie par la violence physique effective, mais aussi par la menace constante de son irruption.*

La soumission des femmes est complexe : elle se joue au niveau individuel, tout en étant influencée par la structure sociale, elle est souvent soumission à un homme en particulier alors qu'elle est d'abord soumission à une série de normes sociales, elle peut être délicate tout en menant à de désespérantes impasses. Une chose est sûre : affirmer que la soumission n'est pas une faute morale, mais un destin auquel les femmes sont sans cesse rappelées invite à penser à nouveaux frais les problèmes du consentement, notamment dans le domaine sexuel.

Bref, dans notre société patriarcale, l'homme est l'humanité et c'est bien cela l'un des problèmes qui me préoccupe comme homme.

Donc le patriarcat, donc je suis un homme : mais, j'insiste, je ne suis pas né mec. Beauvoir, en écrivant « On ne naît pas femme : on le devient » [...] rejette les différences biologiques comme déterminants de la différence sexuelle au nom de la plus grande importance de la réalité

sociale, mais elle n'en nie pas la réalité. D'autre part, surtout, elle n'en conclut pas que la différence sexuelle n'est pas réelle ni qu'elle n'est pas vraie : elle se contente de la considérer comme socialement située.

Ajoutons que *plus encore que la consternante solidarité des agresseurs entre eux et qui n'étonne personne, le grand ennemi d'une entente égalitaire entre les sexes qu'il est important d'identifier, en nous et chez les autres, c'est le consentement des femmes à leur propre soumission.* Je dirai donc, ce qu'il est important d'identifier, pour ma part, c'est mon consentement à me placer comme dominant. Bref, et moi dans tout ça ?

L'idéologie patriarcale conditionne les hommes à croire que la domination des femmes leur est bénéfique, alors qu'elle ne l'est pas. Puisque je suis ***un camarade de lutte***, je me pose la question de ma place dans cette lutte. Je pense que puisque qu'il s'agit de participer à une lutte révolutionnaire ayant pour objectif de mettre fin à l'oppression induite par le patriarcat, il faut dans un premier temps poser la question de la façon dont se mène cette lutte. Cela veut dire accepter par exemple que les femmes décident de réunir des réunions non mixtes, cela veut dire accepter de ne pas s'accrocher à sa place dans une structure militante, cela veut dire accepter de ne pas avoir provisoirement sa place pour parler, cela veut dire accepter d'entendre que son attitude n'est pas très "féministe" sans bouder et râler. Cela veut dire accepter d'être humble. *Dans la mesure où les hommes sont les agents principaux qui maintiennent et soutiennent le sexisme et l'oppression sexiste, ces systèmes ne peuvent être réellement éradiqués que si les hommes sont contraints s'assumer leurs responsabilités et de transformer leur conscience et celle de la société toute entière.* Je précise que le choix du verbe "accepter" est volontaire : cela demande une forme de volontarisme d'une part, et de dépasser son nihilisme spontané d'autre part. *En particulier, les hommes ont une immense contribution à apporter à la lutte féministe dans le fait de révéler, d'identifier, de confronter, de transformer le sexisme de leurs pairs et de s'y opposer.*

Dans cet ordre d'idée, la prise en compte politique des Violences Sexistes et Sexuelles (VSS) au sein d'un collectif est un point central. Il y a

des hommes violents et agresseurs dans nos collectifs militants et, dans le cadre d'une société où il y a une impunité en matière d'agressions sexuelles, c'est une responsabilité politique de premier plan que de travailler à une tolérance zéro à l'égard de ces crimes et délits afin de construire une société qui, elle-même, ne les tolèrent plus. C'est pourquoi, d'ailleurs, en prenant en compte la justice, dont on sait les limites sur ces questions, nos collectifs militants ne doivent pas s'y appuyer et avoir une réponse politique en plus d'une réponse concrète de protection des victimes.

Enfin, ne pas négliger que *l'homme pauvre ou de la classe ouvrière [...] a été éduqué par l'idéologie sexiste à croire qu'il y a des privilèges et des pouvoirs qu'il devrait posséder uniquement en raison de son genre masculin découvre souvent que peu, s'il y en a, de ces bénéfices lui sont automatiquement accordés dans la vie.* Cela renvoie aux rapports avec la classe ouvrière sur laquelle je reviendrai à la fin de cette contribution.

Tout ceci ne répond pas totalement à la question posée : quels bénéfices et renoncements ont à faire les hommes en quittant leur position dominante ? Et, plus précisément : moi ? C'est que je voulais poser quelques questions politiques avant d'y arriver. Et je vais m'appuyer sur ma situation personnelle. Je pense, pour commencer, à la partie de pouvoir symbolique dans les différentes structures militantes auxquelles j'appartiens. Bref, ma participation à des collectifs de direction politique. Je pense, en premier lieu, à mon syndicat, la CGT, dans laquelle j'ai eu de multiples mandats nationaux et locaux. C'est, bien entendu, lié à la question bureaucratique (sur laquelle je reviendrai) mais je parle bien là de ma position dominante comme homme dans cette situation. Ou, plus précisément, que le fait que je sois un homme a permis que j'ai tous ces mandats. Concrètement, il s'agit de travailler à imposer statutairement, donc dans les règles de fonctionnement de la structure militante : la parité et la limitation des mandats dans le temps et la quantité. Il s'agit aussi d'imposer un fonctionnement lors des réunions ou groupes de travail qui soit paritaire dans les prises de paroles limitées dans le temps. Avoir ce travail, c'est commencer à construire et réfléchir une société qui ne soit pas patriarcale. Commencer à le faire dans un cadre militant me paraît la moindre des choses. En attendant cette mise

en place, il faut s'imposer une éthique personnelle : ne pas prendre la parole systématiquement, s'imposer une limitation des mandats voire renoncer à se proposer à un mandat si un problème de parité se pose. J'en tire un bénéfice évident : je m'extrais d'un fonctionnement par rapport de force, formule très "masculine", et travaille à une relation plus apaisée à ces collectifs de direction politique. Cette éthique personnelle est fondamentale : elle nécessite humilité et détermination. En un sens, par ailleurs, un véritable féminisme des hommes.

Avançons la réflexion par la question de la sexualité en m'appuyant sur la *nouvelle conversation des sexes* proposée par Manon Garcia en citant également bell hooks.

La révolution sexuelle et l'activisme féministe et lesbien ont mis en évidence que le sexe était politique et qu'en lui se trouvait l'un des terrains fondamentaux du patriarcat. Et le consentement apparaît comme l'outil central d'une revendication d'autonomie et d'agentivité sexuelles, que le patriarcat a historiquement refusées aux femmes. Par conséquent, le consentement apparaît comme un outil de première importance pour le féminisme. En même temps, comme on l'a vu au sujet du BDSM, le concept de consentement est ambivalent : il peut fournir un outil central pour garantir des rapports sexuels épanouissants, dans lesquels chacun-e est libre de choisir sa propre conception du bien et du plaisir, mais aussi rendre possibles, voire légitimer, des rapports de pouvoir et de domination qui nuisent aux femmes et perpétuent des structures patriarcales.

Si l'enjeu est de lutter contre les injustices de genre tout en préservant l'autonomie sexuelle de toutes et de tous, s'il s'agit en somme, pour reprendre la formule de Gloria Steinem, d'« érotiser l'égalité » plutôt que la domination, alors le consentement sexuel, conçu comme conversation érotique, est sans doute l'avenir de l'amour et du sexe.

Contrairement à ce que certaines critiques du consentement voudraient nous laisser croire, ce n'est pas la même chose d'avoir un mauvais rapport sexuel au sens où l'expérience a été décevante que d'avoir un rapport sexuel mauvais au sens où notre autonomie et notre intégrité n'y ont pas été respectées. Cela nous montre enfin que les femmes sont particulièrement vulnérables dans la sexualité et que cette

vulnérabilité donne aux hommes une responsabilité d'autant plus grande de s'assurer du consentement de leurs partenaires. Et, en même temps, que les femmes ne sont pas les seules dont le consentement compte et que le consentement de personne ne peut être tenu pour acquis. A ce titre, le consentement sexuel apparaît comme un concept à manier avec précaution mais qui porte en lui les promesses d'une révolution sexuelle qui, cette fois-ci, serait la libération de toutes et de tous.

Cherchons donc une *nouvelle conversation des sexes* dans nos rapports sexuels pour nous extraire de l'oppression sexuelle que tous les hommes entretiennent d'une façon ou d'une autre. Notre objectif doit bien être celui d'éliminer cette oppression sexuelle pour que la sexualité n'ai plus cette centralité permanente, jusqu'à la compétition, en passant par le consumérisme, et donc la frustration. Nous cherchons une révolution sociale et donc une révolution sexuelle qui se déconnecte totalement d'un système social oppressif. S'engager dans ce travail via la sexualité a un avantage certain : il s'agit aussi de nouer des relations intimes évolutives, non soumises à l'esprit de performance d'une part et à la structure familiale d'autre part. C'est la relation évolutive entre deux êtres humains qui peuvent par ailleurs avoir des enfants (ou pas) en nouant par ailleurs une relation via la structure familiale ainsi constituée. J'y trouve aussi l'intérêt d'avoir une relation avec la femme qui partage ma vie consacrée à notre relation et donc y compris aux processus de domination intimes entre nous et m'en dégager plus facilement. On retrouve là encore une éthique personnelle, cette fois dans une sphère plus intime. Je cherche là à répondre au problème de "l'homme féministe" dans le cadre personnel. Là encore : détermination et surtout humilité.

Avançons alors autour du thème qui pourrait être « un homme, la masculinité et l'amour ».

A propos d'un homme

Par où commencer ? Peut-être par le titre ? Le titre de cette contribution est une référence indirecte à l'ouvrage de bell hooks intitulé « La volonté de changer (les hommes, la masculinité et l'amour) » (éditions Diver-

gences, 2021). Une contribution, donc, étape d'un cycle de réflexions en mouvement.

Et puis une forme de début aussi, une autre forme de cycle, via André Gorz, sans doute l'un de celles et ceux qui ont donné un socle solide à l'écosocialisme. Moi qui me donne comme horizon l'écosocialisme, cela me parle un peu... Il a en tout cas ouvert des portes, bousculé des idées et puis et puis en 2006... :

« Tu vas avoir quatre-vingt-deux ans. Tu as rapetissé de six centimètres, tu ne pèses que quarante-cinq kilos et tu es toujours aussi belle, gracieuse et désirable. Cela fait cinquante-huit ans que nous vivons ensemble et je t'aime plus que jamais. Je porte de nouveau au creux de ma poitrine le vide dévorant que seule comble la chaleur de ton corps contre le mien.

J'ai besoin de te redire simplement ces choses simples avant d'aborder les questions qui depuis peu me taraudent. Pourquoi es-tu si peu présente dans ce que j'ai écrit alors que notre union a été ce qu'il y a de plus important dans ma vie ? Pourquoi ai-je donné de toi dans « Le Traître » une image fausse et qui te défigure ? Ce livre devait montrer que mon engagement envers toi a été le tournant décisif qui m'a permis de vouloir vivre. Pourquoi alors n'y est-il pas question de la merveilleuse histoire d'amour que nous avons commencé de vivre sept ans plus tôt ? Pourquoi ne dis-je pas ce qui m'a fasciné en toi ? Pourquoi t'ai-je présentée comme une créature pitoyable « qui ne connaissait personne, ne parlait pas un mot de français, se serait détruite sans moi », alors que tu avais ton cercle d'amis, faisais partie d'une troupe de théâtre lausannoise et étais attendue en Angleterre par un homme décidé à t'épouser ? »

André Gorz : Lettre à D. (Galilée, 2006)

Il faut un sacré courage et une sacrée dose de lucidité pour écrire cela. Et franchement, ça met les larmes aux yeux. Il y a un lien avec bell hooks, c'est évident : l'amour. Et moi, suis-je capable de cela ? Au fait, je le pose d'emblée, merci d'éviter, camarades, les remarques du type « ça y est, il a sombré dans le gnan gnan ». Simplement, interrogez-vous, camarades,

pourquoi lorsque l'un-e d'entre nous écrit le mot « amour » vous décidez, presque systématiquement, de mettre de côté et de mépriser ?

A la recherche d'un homme aimant

J'ai grandi dans la violence. Et le tempo de la violence était donné par un homme : mon père. Violences verbales, physiques, psychologiques. Ma mère, mon frère et ma sœur en ont également été les victimes et portent encore sans doute comme moi les traces (non visibles ?) de ces violences. Nos parcours se sont éclatés, j'ai moi-même pris une distance pour me protéger de ce climat malsain qui pouvait encore exister, je ne parlerai donc réellement que de moi lorsque je dis que j'ai longtemps été étanche à l'amour afin de me protéger de sentiments que j'imaginai forcément devoir déboucher sur de la violence. Peut-être en partie en suis-je encore là, parfois. Me protéger, sans doute, me préparer à donner des coups, cela ne fait aucun doute, et considérer que l'amour est un leurre pour cacher la violence. Je suis presque certain qu'à un moment j'ai même théorisé cela autour du fait que le Capitalisme utilise l'amour comme un leurre pour tout détruire car la lutte des classes est une guerre, et dans une guerre pas de sentiment, seulement des pièges. Et puis l'amour est une conception bourgeoise, liée au concept bourgeois du mariage. Bref, l'amour ne sert qu'à nous détourner de notre lutte contre les oppressions.

Voici ce que j'ai théorisé.

Notez que le mot « patriarcat » n'apparaît pas dans cette matrice théorique. Ni l'expression « masculinité toxique ». C'est, qu'au fond, j'ai grandi dans la violence patriarcale dans laquelle j'ai accepté au début d'évoluer. Cette matrice vaut bien entendu avec le fait que mon père était un militant du PCF et de la CGT (ma mère militante à la CGT mais empêchée dans les faits de réellement militer), que j'ai grandi à La Courneuve, lieu de rencontre des univers particulièrement patriarcaux des mouvements communistes et ouvriers avec ce que l'on appelle un peu rapidement les « cités » ou les « quartiers populaires ». Non seulement la question de la

réception de l'amour, mais également la question de l'amour que je peux (ou pas) donner, et la violence en fait que je peux (ou pas) donner.

Et puis 3 espaces se sont ouverts.

Dans l'ordre.

Une camarade est morte. Je ne détaillerai pas qui elle était. Juste dire, pour le sujet qui nous intéresse, que notre brève rencontre, à peine quelques semaines, et sa fin tragique, a fracturé ma matrice sur les questions de rapports entre les femmes et les hommes. Nous avons expérimenté la déconstruction des cadres du patriarcat. Cela ne pouvait que mal finir car nous avons ouvert ce que Paulo Freire appelait une « situation limite », c'est-à-dire une déconstruction des cadres de domination (y compris lorsque l'on est soit même dominant), mais sans en chercher une issue. C'était juste le chaos. Il m'en reste donc les brèches ouvertes et la conscience vive de ne jamais laisser le chaos s'installer.

Je continue.

Ma fille est née dans une période de fausse tranquillité et sa naissance m'a remis en plein cœur mes craintes sur ce qu'elle risquait de vivre et subir. Aussi, quel père allais-je être ? Quelle femme allait-elle devenir ? Le patriarcat allait-il nous envahir ?

Je continue.

La mort de mon père, la crainte que je lui inspirais sur la fin de sa vie, ma joie de lui faire peur (!), de lui montrer que moi Homme avec un grand H, désormais père, j'étais le mâle dominant, et puis la découverte de ses carnets secrets dans lesquels il ne disait qu'une chose : comment recevoir de l'amour ?

Comprendre le patriarcat

Pour avancer, concrètement, parlons du patriarcat.

J'ai, dans l'introduction, déjà proposé une discussion sur la définition du patriarcat. Je n'y reviens donc pas, simplement je rappelle ma proposition de définition : un système social de domination des femmes par les hommes, s'appuyant sur un système politique, social, économique et physique de pouvoir.

Il y a des éléments très concrets qui permettent d'apporter une mesure de ce système. Prenons ainsi quelques données de l'enquête du Haut Conseil à l'Égalité (HCE) (<https://www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/stereotypes-et-roles-sociaux/travaux-du-hce/article/rapport-2023-sur-l-etat-du-sexisme-en-france-le-sexisme-perdure-et-ses>) :

- 15 % des femmes ont déjà subi des coups (gifle, bousculade...) de la part de leur conjoint. Et la tendance n'est pas vraiment à une baisse sensible.
- 37 % des femmes ont déjà vécu une situation de non-consentement (rapport sexuel sous la contrainte – devant l'insistance d'un partenaire ou encore sous l'emprise d'alcool ou de drogue par exemple). 37 %. Ce chiffre est déjà effrayant mais il y a plus : 12 % des hommes déclarent avoir déjà insisté et 10 % qu'ils avaient un doute. Notons l'euphémisme de la notion de « non-consentement ». Un viol, peut-être ?

Dans une espèce de mythologie, dont je ne comprends pas trop d'où elle vient, il est souvent considéré que « OK OK, mais ça va de mieux en mieux », il y a de plus en plus de « pères modernes ». Sauf que 14 % des femmes ont déjà subi un acte sexuel imposé. Et que pour les 18/24 ans, c'est 22 % des 18/24 ans.

C'est que, c'est une réponse que j'ai eu, c'est la société qui est plus violente, les mentalités, elles, évoluent. Hum ?

90 % des femmes ont une charge mentale d'anticipation des actes et propos sexistes. 90 %.

42 % des français·es considèrent que les femmes concurrencent les hommes sur le marché du travail et un tiers qu'il est normal que les femmes s'arrêtent de travailler pour s'occuper de leurs enfants.

56 % des français·es considèrent que les femmes sont plus douces et 42 % qu'il est plus dur pour un homme de pleurer.

20 % des 25/34 ans considèrent que pour être respecté en tant qu'homme dans la société il faut vanter ses exploits sexuels.

Les mentalités changent ?

Est-ce que l'on ne pourrait pas plutôt considérer que sans doute que les « mentalités » changent mais que, comme tout système, le patriarcat s'adapte lorsqu'il est en danger. Tout changer pour ne rien changer.

Détourner l'attention donc.

Et puis ne pas nommer le problème (le HCE ne fait pas une seule fois mention du patriarcat dans son rapport qui le décrit pourtant avec minutie).

bell hooks disait, dans le livre miroir de ma contribution, que « *le patriarcat est la maladie sociale la plus dangereuse pour le corps et l'esprit masculin dans notre pays.* »

Il s'agit donc de poser, à cette étape, un diagnostic avec des faits. Un système existe, le patriarcat, ce système est décrit concrètement, je suis en tant qu'homme bénéficiaire de ce système et, sans l'ombre d'un doute, j'ai des propos et actes qui participent de ce système et qui participent à l'oppression des femmes.

Je nomme donc. Car nommer c'est commencer à déconstruire avec lucidité. Mais, c'est l'urgence suivante sinon c'est le fameux chaos dont j'ai déjà parlé, c'est poser de premières pierres de construction, avec humilité. Nommer, c'est aussi voir avec lucidité l'endoctrinement que toutes et tous nous subissons femmes et hommes, et que toutes et tous nous faisons subir, femmes et hommes.

Il y a tout de même une différence fondamentale : les femmes, in fine, sont toutes les victimes du système, et les hommes, in fine, sont tous les

bénéficiaires du système. Évidemment, à des degrés différents, très différents, bien entendu avec plus ou moins de « consentement » au système.

Donc lucidité et humilité.

C'est déjà un bon point de départ.

Posons néanmoins un débat : patriarcat ou viriarcat ? Vous allez me dire : « viriarcat », qu'est-ce donc encore que ce machin ? Il s'agit d'un néologisme créé par Nicole-Claude Mathieu dans « L'anatomie politique. Catégorisation et idéologie du sexe » (Côté-femmes, 1991) : « *Il semble plus éclairant de reconnaître que, dans la majorité des cas, il existe en ce qui concerne le pouvoir des hommes sur les femmes, le viriarcat, une similitude structurelle entre nos sociétés et d'autres — par-delà les contenus spécifiques.* » Incontestablement le patriarcat en France ne fonctionne pas de la même façon qu'en Iran. Mais, est-il de même nature ? Avec ce néologisme, Nicole-Claude Mathieu nous pousse à poser cette question. Je n'ai pas une certitude absolue, donc je dis simplement que je pense que nous avons affaire au même système mais qui s'adapte aux résistances et luttes qui cherchent à le contrer.

Être un garçon / La masculinité dans la société actuelle

On me dit « endoctrinement » c'est un peu fort, c'est « exagéré ». Hum. Reprenons une nouvelle fois ce rapport du HCE, qui parle de *situations sexistes ordinaires* et de *la difficulté pour les hommes à porter une responsabilité collective* :

- 7 hommes sur 10 considèrent qu'on généralise en considérant que les hommes sont tous sexistes,
- 40 % des hommes considèrent qu'on s'acharne sur les hommes, et 60 % que les portes paroles féministes en font trop.

Les victimes deviennent les bourreaux. Bref, non, je n'exagère pas, je constate un endoctrinement. Ai-je franchement besoin de détailler les marques de masculinité dans les médias, films, livres, dans le sport ? Mais « les mentalités changent ». Oui. Mais si on regardait avec attention ?

Quelques super-héroïnes apparaissent, bref des « femmes fortes ». On nomme des femmes à des postes de direction car elles apportent un « côté féminin » tout en gardant le « côté masculin » d'un bon dirigeant. Est-ce que tout ça n'est pas simplement une masculinité qui se cache derrière « les mentalités qui changent ».

Il faut dire que nous menons une lutte mais avec les armes de l'adversaire. A ce stade, nous ne faisons qu'esquisser une planète Terre avec des êtres vivants non genrés. Cette esquisse reste dangereuse : ces brèches que nous ouvrons sont déstabilisantes et, dans le système patriarcal bien installé, nous avons tendance à retourner à la sécurité, à nous reposer sur le système qui nous a élevé. Cela ne signifie pas qu'il faut cesser d'ouvrir ces brèches. Cela signifie que cela ne suffit pas. C'est vital pour s'ouvrir des espaces de liberté en dehors du système. Mais nous devons encore une fois garder... humilité et lucidité. Ce qui signifie aussi : humilité vis-à-vis des camarades de lutte qui expérimentent de nouvelles brèches qui nous déstabilisent, qui entraînent des tensions. Humilité. Nous sommes toutes et tous les produits du patriarcat. Humilité et lucidité.

Et puis, il y a la question de « l'homme déconstruit », expression devenu une insulte de la part de nos ennemi-es (ce qui est une bonne nouvelle : nous avons tapé juste !) mais aussi de nos camarades (ce qui est plus problématique). Ne faisons pas dire à cette expression ce qu'elle ne dit pas. Cela consiste simplement à se questionner pour mieux s'émanciper d'une ou systèmes de dominations (ici le patriarcat). Et rien d'autre. Mais c'est déjà beaucoup. Cela renvoie, finalement, à la rapide discussion plus haut sur les « situations limites ». Déconstruire, c'est bien et c'est un préalable, mais construire c'est mieux et vital. Et pour ce faire nous devons de toute urgence mettre fin à la violence masculine.

Mettre fin à la violence masculine

Je ne reviens pas sur les chiffres donnés précédemment, ils sont assez éloquentes : la violence masculine est généralisée et si elle est aujourd'hui documentée et visible, dénoncée, elle n'en demeure néanmoins qu'elle est partout. Sans d'ailleurs qu'une réelle impression de baisse ne soit fla-

grante. J'ai parfois l'impression qu'on a à faire à une violence mise en cage et qui se déchaîne avec civilité et courtoisie. Mais avec tant de mortes. Nous devons faire cesser cette violence, nous devons sauver la vie des femmes.

Il y a plusieurs niveaux d'actions et j'en resterai dans cette contribution à nos organisations, syndicales, politiques ou associatives. Car nous portons l'abolition du système patriarcal et car nous sommes en capacité de construire et imaginer un monde débarrassé (ou partiellement) du patriarcat. Car nous pouvons commencer à construire. Pour ce qui est du reste de la société, je pense à titre personnel que [le programme de La France Insoumise de l'élection présidentielle 2022](#) apporte des réponses concrètes et fortes.

Je reviens à ma contribution.

Tout acte de violence sexuelle ou sexiste devrait engendrer une exclusion de l'organisation. Voilà, c'est dit. Y compris si cet acte a lieu à l'extérieur de l'organisation. Pas seulement une exclusion des directions, pas seulement une suspension des mandats, je parle bien d'une exclusion de l'organisation. Car il n'est tout simplement pas possible d'avoir un homme violent à nos côtés (voire, si l'acte a lieu dans l'organisation, que la victime se retrouve aux côtés de son agresseur), il n'est tout simplement pas possible qu'un homme violent porte nos valeurs anti-patriarcales. Une modulation de la durée de l'exclusion pourrait être envisagée selon des règles à poser (gravité de l'acte, expression de la victime, prise de conscience de l'agresseur...). A titre personnel je pense que c'est entrer dans des discussions sans fin qui laissent entendre que, finalement, ce n'est pas si grave, voire nous détournent du problème. Posons-nous ainsi la question d'actes racistes de la part d'un de nos militants et de notre réponse alors... Il me semble qu'à minima l'auteur de violences sexistes ou sexuelles ne puisse plus jamais exercer de mandat ou faire partie d'une direction de nos organisations.

Je sais bien, ce serait d'ailleurs suicidaire de ne pas en tenir compte, qu'un tel système ne peut pas se mettre en place du jour au lendemain.

Disons alors qu'il convient de tendre vers ces règles de vie qui se positionnent explicitement en dehors du système patriarcal et donc, d'ici-là, avec une rigueur politique, via par exemple une commission indépendante chargée d'enquêter et de faire des propositions, d'avoir des réponses politiques en particulier lors des situations emblématiques.

Je pense, par exemple, à la suspension, en 2022, de la Commission Exécutive Confédérale (CEC) de la CGT de Benjamin Amar accusé de violences sexuelles. La CGT s'est liée aux décisions de la justice patriarcale, obligeant la réintégration de Benjamin Amar 6 mois plus tard suite à un classement sans suite d'une plainte. Il aura fallu une enquête indépendante, d'une structure féministe dans le cadre du travail, rendant un courrier à la CEC pour que l'exclusion de la CEC soit prononcée. Cette exclusion ne concernant que les mandats confédéraux. Voici une situation qui aurait mérité un traitement plus rigoureux politiquement...

En 2022 et 2023, La France Insoumise (LFI) n'a pas non plus été à la hauteur concernant Adrien Quatennens, député et coordinateur de LFI, condamné pour violences conjugales : absence de discussions et de prises de décisions démocratiques (d'ailleurs à défaut les décisions ont été prises par le groupe LFI à l'Assemblée nationale, cristallisant encore plus les affects !), absence d'espace d'enquête pour construire une réponse politique, et bien entendu longue intervention médiatique d'Adrien Quatennens cochant toutes les cases de l'homme n'ayant pas pris conscience du problème.

Sur ces deux cas, comme sur d'autres, il s'agit maintenant d'apprendre pour, à l'avenir, avoir des réponses politiques à la hauteur. Ainsi, sans se substituer à la justice, mais en prenant en compte ses décisions, prendre des décisions politiques indépendantes de décisions de justice.

Tout ceci est fondamental et permet d'échapper au débat étrange entre des revendications qui seraient sociétales et donc moins prioritaires que des revendications sociales. Comme si tout n'était pas social. Comme si, par principe, nous n'étions pas de toutes les luttes pour l'émancipation. C'est d'ailleurs l'émancipation de toute l'Humanité que nous cherchons...

Et oui, cela veut dire qu'une partie d'entre nous acceptent de reconsidérer leurs privilèges plus ou moins importants simplement car ils sont des hommes.

Le travail : quel rapport avec le patriarcat ?

J'ai envie de dire : tout.

Commençons par la base, disons économique, et ce principe : sous le régime capitaliste, il n'y a pas de travail gratuit. En conséquence de quoi, en termes économiques, le travail des femmes en dehors du lieu de travail est non rémunéré en argent, tout en produisant de fait de la richesse, mais n'est pas gratuit dans le sens où il coûte aux femmes.

L'émancipation ne peut d'ailleurs pas se réduire à l'émancipation économique. Pour le dire autrement : la lutte pour l'émancipation ne peut pas se réduire aux lieux de production. L'ensemble des relations sociales d'oppression (nous nous intéressons ici au patriarcat mais le système raciste, par exemple, correspond aussi à cette discussion) sont à prendre en compte car les relations d'oppression qui existent hors du lieu de travail jouent un rôle de médiation dans la reproduction sociale de la force de travail.

Je ne sais pas tout, donc je ne crois pas que je sois en capacité de développer tout. Je pressens sur cette partie un piège. Pas seulement sur la définition du travail, pas seulement sur la réalité du travail des femmes en dehors du lieu de travail, mais également (voire surtout) sur le rapport humain au travail.

Cette partie reste pour l'instant en friche. Je me dis simplement que le syndicalisme est un outil fondamental de lutte contre le patriarcat. Et pas seulement sur l'égalité femmes-hommes (en particulier salariale et de position) mais aussi sur le rapport au travail.

La vie sexuelle d'un homme, défendre l'intégrité d'un homme

J'en termine presque par une partie que je ne développerai pas beaucoup car mes premières réflexions (voir plus haut) autour de la notion de

consentement telle que Manon Garcia commence à la réfléchir me vont plutôt à ce stade.

Reste maintenant à poser des questions sur la sexualité, son agressivité parfois (souvent ?), son rapport à la possession (le verbe baiser), son rapport à nos corps (à nos intimes alors que nos rapports humains sont de moins en moins névrotiques, de moins en moins dans le désir, mais de plus en plus dans le plaisir). Et la crise que tout cela entraîne.

Guérir l'esprit d'un homme, être féministe quand on est un homme

Aimer

Finalement, comme homme, il me faut une éthique.

Il me faut accepter de perdre mes privilèges car comme militant de l'émancipation je suis toujours du côté des groupes opprimés, car le collectif est toujours plus fort qu'un système d'oppression, car la dynamique que nous cherchons est celle de l'égalité démocratique et car, finalement, nous avons un monde à gagner.

Le Capitalisme et le Patriarcat méritent notre haine la plus profonde car notre haine de toutes les dominations est juste. C'est pourquoi je prends l'amour au sérieux et que plutôt que de me piéger dans cette haine, je me place du côté de l'amour, donc de l'émancipation individuelle et collective de l'Humanité. Voici mon éthique.

*Pourquoi la rue est à toi
Homme à l'allure blessée,
Quand la nuit froide vient nous entourer
quand rien ne bouge
que tout reste figé
quand le silence vient te caresser*

*Pourquoi la rue est à toi
Homme au visage marqué
Quand le jour pointe le bout de son nez*

*L'aube du monde tout juste éveillée
Quand tout résonne
Un écho qui frissonne*

*J'aimerais m'enfuir au hasard quand vient le soir
Ou quand le monde dort, j'aimerais... tant pis si je ne m'en sors pas*

*Pourquoi le monde est à toi ?
Homme tu m'as blessée
Durant des siècles, tu m'as opprimée
Comme tant d'autres, tu m'as menottée
Pour seule raison, notre sexe opposé*

*Pourquoi le monde est à toi ?
Homme tu es piégé
Vers le dictat d'une même pensée
Ouvre tes bras regarde je suis là*

Ta sœur, ta mère, ton amie, ton alliée

*Pourquoi le monde est à toi ?
Homme tu dois changer,
Comme le ciel tu dois te dévoiler*

*Lâche les rênes, oh laisse-moi guider
Lâche mes ailes, laisse-moi respirer*

*J'aimerais m'enfuir au hasard quand vient le soir
Ou quand le monde dort, j'aimerais... tant pis si je m'en sors pas*

*Pourquoi la rue est à toi ?
Homme, oui j'ai le droit
de n'avoir peur quand résonnent mes pas
de marcher seule quand minuit a sonné
si tu me croises, tu me laisseras passer.*

(Coline Rio : Homme ; 2023) à écouter !

L'universalisme comme dogme

$$Q(Q > [Q]) = Q(Q < [Q])$$

Bien sûr, il faudrait développer, il faudrait définir la valeur de Q par référence à une valeur extérieure, mais la formule en elle-même est si aveuglante, si élégamment simple que, pour le moment, elle me semble exprimer idéalement ce que je vois autour de moi.

Les déconstructivistes radicaux du champ psychique ; les étudiants américains en survêtement automnal bouffant ; les présidents d'une douzaine d'universités qui s'agitent avec passion sur un sujet auquel ils ne connaissent ni ne comprennent rien. Et tous autant qu'ils sont, je dis bien tous, confinés dans des groupes sociétaux définissables.

La Théorie quantitative de la démence vient d'atteindre sa première grande ligne de partage épistémologique. Comme la physique théorique, elle doit maintenant tenir compte du phénomène même qu'elle a contribué à identifier. Elle doit reconstruire la preuve de son propre fondement sur la base de son propre accomplissement. De toute évidence, en concentrant autant de personnages aberrants ou frisant l'aberration en un lieu unique ou une série de lieux identiques, l'existence de la Théorie quantitative a joué un rôle sur le quotient psychosanitaire en soi.

Il s'agira maintenant de faire dériver une équation permettant de vérifier si ce que je soupçonne est vrai, à savoir que, plus on concentre la démence dans les institutions éducatives, plus le niveau de maladie mentale augmente dans le reste de la société...

(Will Self)

Je commencerai par revenir sur le confusionnisme que j'ai déjà évoqué et plus particulièrement la question de la critique et de l'esprit critique. Aujourd'hui, tout est critiquable, et pour le moins parfois pour de très bonnes raisons : des médias, en passant par la propagande gouvernementale, les "élites", l'Europe... Ces critiques permanentes, qui pointent assez souvent des éléments concrets réellement critiquables, deviennent parfois le seul élément de lutte masquant de fait les éléments de domination structurels qui génèrent ces éléments à critiquer. Bref, la "super-critique" ne conserve que des actions d'individus ou de groupes aux intentions mauvaises et laisse de côté les aspects structurels. Pour illustrer cela, prenant l'exemple des "riches" : les "riches" ont un impact sur le Climat bien plus important que le reste de la population. C'est un fait indéniable et il faut le dénoncer. La campagne contre les jets privés en 2022 a en ce sens été utile pour montrer cette absurdité. Mais en rester à des situations personnelles, c'est ne pas prendre en compte le problème de fond : si ces personnes sont "riches" et usent de leur "richesse", c'est qu'un système a permis qu'elles et ils soient "riches". Pour le dire autrement, elles et ils bénéficient du système capitaliste via l'exploitation du travail et de la "nature". Si les "dénoncer" pour leurs excès est utile, notre tâche est d'abord de mettre en lumière le système aboutissant à cela.

Ceci est lié aux discours un peu généraux tels que la "science nous dit que", que des "postulats scientifiques nous disent que"... alors que si *quelqu'un vous dit : « La science nous apprend que... », il n'emploie pas le mot science comme il faut. La science ne nous apprend rien : c'est l'expérience qui nous apprend quelque chose. Si on vous dit : « La science montre que... », répondez : « Comment la science le montre-t-elle ? Comment les savants ont-ils trouvé ça ? Comment ? Où ? Quoi ? »*

Prenons l'exemple de l'histoire des sociétés humaines dont on nous fait un récit linéaire aboutissant à l'"idéal capitaliste". Les études récentes montrent autre chose : *Désormais, nous y voyons plus clair quand nous tombons sur des études qui, rigoureuses sous tous leurs aspects, sont bâties sur une série de postulats qu'elles ne questionnent pas – le postulat d'une société humaine "originelle", fondamentalement bonne ou*

fondamentalement mauvaise ; le postulat d'un temps "d'avant" les inégalités et la conscience politique ; le postulat d'un événement historique qui serait venu tout bouleverser ; le postulat de l'incompatibilité de la "civilisation" et de la "complexité" avec les libertés humaines, le postulat d'une démocratie participative naturelle dans les petits groupes, mais ingérable à l'échelle d'une ville ou d'un État-nation... Nous y voyons plus clair, parce que nous savons maintenant que nous sommes face à des mythes.

La question est donc aussi de savoir dans quelle mesure l'être humain ne s'est pas enfermé dans des mythes et des postulats désignés par la "science". Cela nous enferme, de fait. Ainsi, on peut évoquer les *formes élémentaires de liberté sociale qui peuvent être concrètement mises en pratique : 1/ la liberté de partir s'installer ailleurs 2/ la liberté d'ignorer les ordres donnés par d'autres et y désobéir 3/ la liberté de façonner des réalités sociales nouvelles et radicalement différentes, ou d'alterner entre les unes et les autres. Il apparaît clairement désormais que les deux premières libertés ont souvent constitué une sorte d'étai pour la troisième, plus créative. En pratique, une fois acquise la liberté de partir et la liberté de désobéir – et elles l'étaient dans la majorité des sociétés amérindiennes où les Européens les découvrirent -, il ne pouvait exister que des rois de façade, puisqu'il suffisait à leurs sujets de les ignorer ou de déménager s'ils dépassaient les bornes. Et il en allait de même pour toutes les fonctions hiérarchiques, tous les systèmes d'autorité. Ces polices qui n'étaient actives que trois mois par an et dont les effectifs tournaient d'année en année étaient aussi, en un sens, des polices dilettantes – ce qui fait d'emblée paraître un peu moins incongrue la présence de clowns rituels en leur sein.*

A l'évidence, les sociétés humaines ont bien changé sur ce plan. Nos trois libertés élémentaires n'ont cessé de reculer, et peu de gens sont aujourd'hui capables de se représenter à quoi ressemblerait une société s'articulant autour d'elles.

Comment avons-nous pu nous retrouver aussi bloqués ? Et d'ailleurs bloqués jusqu'à quel point ?

Pour moi, tout ceci est un héritage des Lumières, ou plus précisément, tout ceci est en lien avec l'Universalisme (et l'Humanisme)

hérité des “Lumières”. Pourquoi ? D’abord parce qu’il y a une contradiction : l’Universalisme se fonde sur la rationalité, réputée indépassable, et s’impose de façon non discutable (voire de façon “naturelle”) à toute et tous mais les “Droits de l’Homme” n’accordent concrètement aucun droit à celles et ceux qui ne sont pas citoyen·nes. Je ne rejette pas sans aucune discussion l’héritage des “Lumières”, je ne tombe moi-même pas dans la critique permanente, j’en discute simplement les limites. Je dis simplement que la Révolution française a apporté de nouveaux droits mais que ces nouveaux droits ne sont pas universels alors qu’ils se présentent comme tels. La Révolution française est donc une étape positive mais pas plus qu’une étape. En conséquence de quoi, si l’on veut discuter d’un Universalisme réellement émancipateur, l’héritage des Lumières ne doit pas être notre seul socle. Nous devons ainsi discuter la “Déclaration des droits de l’Homme” : elle est révolutionnaire car elle tend vers un Universalisme émancipateur lorsqu’elle pose que “tous les êtres humains naissent libres et égaux en droit”, mais sa mise en pratique concrète doit être critiquée afin de poser les problèmes politiques n’ayant pas permis que ces principes théoriques soient appliqués. Il nous revient, au regard de l’histoire, des contextes sociaux et politiques, de critiquer des principes qui sont annoncés inaliénables mais qui n’apparaissent pas appliqués dans la réalité. Cela revient à la fois à interroger les étapes vers un Universalisme émancipateur, la stratégie adoptée mais évidemment le point de départ et refuser d’emblée de prendre pour argent comptant un Universalisme qui ne serait plus discuté dans ses fondements mêmes. Ainsi, ne sommes-nous pas actuellement dans une logique d’unification de l’humanité et non pas d’égalité des êtres humains ? Sans doute, d’ailleurs, que cette logique, en partie, apporte une explication à la persistance du racisme.

Je ne règle pas tout en disant cela car je lutte dans un contexte et dans un moment. Ce serait refaire la même erreur que de considérer qu’il faudrait fonder un Universalisme basé sur l’égalité des êtres humains pour tout régler. La question du contexte pour aller vers l’émancipation est cruciale et donc la question de la pluralité, ceci afin de donner la possibilité à celles et ceux qui subissent une domination ou une exploitation d’agir pour aller vers l’émancipation, et non pas une

avant-garde éclairée reproduisant des mécanismes de domination en expliquant comment aller vers cette émancipation.

Pour ce faire, je propose un travail militant pendant la période de la scolarité. Comme je suis enseignant, j'ai beaucoup réfléchi à cette question que je me propose de développer dans une prochaine contribution. Il s'agira de proposer des pédagogies visant aux transformations (individuelles et collectives) sociales, écologiques et démocratiques. Faisons du temps scolaire un temps d'expérimentation en direct. Je propose de m'appuyer sur les travaux d'Élise et Célestin Freinet, de Paulo Freire et de bell hooks.

J'en reviens à la question de la science. Et en particulier, pour moi, une partie de la science qui a ouvert ces questions politiques : *Dans l'espace ouvert par la lecture de la science de Mach, qui ne tient pour acquise la réalité de quelque chose que dans la mesure où elle permet d'organiser les phénomènes, se glisse Heisenberg, pour dépouiller l'électron de sa trajectoire et le réinterpréter uniquement en termes de manifestations. La possibilité de l'interprétation relationnelle de la mécanique quantique s'ancre dans ce même espace : les éléments utiles pour décrire le monde sont des manifestations des systèmes physiques les uns aux autres et non les propriétés absolues de chaque système.*

Bref, l'avenir est imprévisible.

Pourquoi faire cette incursion vers la physique quantique ? Car le Capitalisme légitime les oppressions et exploitations par son héritage des "Lumières", par la "Raison", par la "Science". Je ne parle pas des délires pseudos-scientifiques légitimant le racisme, le patriarcat voire même la pauvreté, non je parle du fait que le Capitalisme se pare de "Science" pour se présenter comme le seul système social possible pour les êtres humains. C'est un discours que l'on entend aussi par exemple chez celles et ceux qui cherchent à "chercher le meilleur de la droite et de la gauche", cherchant à masquer qu'il existe des oppositions politiques incompatibles, avec la "Raison", le "dialogue", le "compromis" comme arguments indépassables.

Notre réponse ne doit pas être celle d'un relativisme généralisé, ou plus précisément la fusion entre relativisme et esprit critique. Ce

glissement a été explicite pendant la crise sanitaire mondiale liée au SARS-CoV-2, les controverses scientifiques devenant des “tout se vaut”. C’est pourquoi j’ai fait ce détour vers la physique quantique : nous devons poser le rapport à la “Science”, ou aux “Sciences” sous une forme humaine et d’humilité. Pour schématiser : Observations – proposition de modèle scientifiques – vérification du modèle – de nouvelles observations qui remettent en cause le modèle ou exigent un ajustement – etc. Il s’agit donc de ne pas être scientistes, surtout pas, il surtout de travailler à une reprise en main de notre part pour reconstruire un culture scientifique réelle. C’est l’une de nos tâches importantes et prioritaires. C’est aussi ainsi d’ailleurs que l’on peut traiter la question de la technologie : j’ai donné quelques exemples d’un technologisme censé régler la crise écologique. Les pays ayant expérimenté le “socialisme réel” ont eu aussi ce défaut, d’ailleurs. La question que je pose par ce biais est la question de la neutralité de la technologie : sans verser dans un anti-technologique caricatural, je pose simplement le fait que la technologie n’est pas neutre. Voyons le nucléaire, voyons les combustibles fossiles, voyons les projets géologiques... on ne peut pas vraiment dire que ces technologies visent à bonifier le patrimoine commun que sont les “ressources” dites “naturelles”. Nous devons donc poser non pas un refus du progrès, nous devons sortir du scientisme et avoir un regard critique sur les technologies.

Mon détour par la physique quantique a cette visée : remettre la “science” à sa place. Et reconstruire, que ce soit dans le temps de la scolarité comme dans un temps plus long d’éducation populaire, une culture scientifique non autoritaire ni relativiste. Sur ce point également, le temps scolaire me semble un temps important à travailler. Ce que je ferai dans une autre contribution.

L'horizon écosocialiste désirable

Dévalant le versant ouest de la chaîne côtière de l'Oregon... viens voir les cascades hystériques des affluents qui se mêlent aux eaux de la Wakonda Auga. Les premiers ruisselets caracolent comme d'épais courants d'air parmi la petite oseille et le trèfle, les fougères et les orties, bifurquent, se scindent... forment des bras. Puis, à travers les busseroles et les ronces élégantes, les myrtilles et les mûres, ces bras cascadenent pour fusionner en ruisseaux, en torrents. Enfin, au pied des collines, émergent entre les mélèzes laricins et les pins à sucre, les acacias et les épicéas – et puis la mosaïque vert et bleu des sapins de Douglas -, la rivière en personne franchit d'un bon cent cinquante mètres... et là, regarde : voici qu'elle prend ses aises à travers champs.

[...]

Le mouchard du syndicat quitta son tabouret près de l'évier et lui tendit la main. Evenwrite, qu'on avait un jour forcé à piquer un cent mètre pour aller laver la pogne à la rivière avant qu'un pont du bureau syndical venu leur rendre visite daigne la lui serrer, considérait à présent la main du larbin comme si la vermine grouillait dessus.

(Ken Kesey)

Combien de fois les dés ont-ils roulé ? Dans la nuit du 8 au 9 thermidor ? Sur les pavés de juin 1848 ? Sur les dernières barricades des rue Haxo ou de la Fontaine-au-Roi, en mai 1871 ? Sur les marches du palais d'Hiver en 1917 ? En 1923, sur les toits de Hambourg ? En mai 1937, sur les Remblas de Barcelone ? En août 1949, sur les pentes de mont Grammos ? En 1957, sur la plage du débarquement du Granma ? Dans quelque coin perdu de Bolivie, un certain 9 octobre 1967 ? Ou encore, contre toute probabilité, contre toutes les raisons statistiques et les résignations d'un temps obscur, un 1^{er} janvier 1994 à San Cristobal de Las Casas ?

Daniel Bensaïd a raison de poser cette succession d'échecs car franchement c'est un peu désespérant, et assez mélancolique. En ce sens, l'écosocialisme que je propose est sur le papier que du bonheur, mais dans la réalité qu'en est-il ? En quoi est-il désirable et différent de cette succession d'échecs ?

Je pourrai en rester à de belles envolées telles que celle-ci : *Que crève le Capitalisme, mes amis, et n'ayez crainte de proférer l'imprécation interdite pour qu'en leurs palais moroses les puissants incertains voient se fissurer leur monticule de papier, pour qu'en leurs tours phalliques les spéculateurs sentent le souffle du cyclone, pour qu'en leurs prisons dorées les opulents tremblent d'appréhension, n'ayez crainte de leur pouvoir évanescent, de leurs alibis sans valeur, de la peur qu'ils distillent, n'ayez crainte de l'avenir.*

Ou encore : *Nous avons beaucoup enduré et puis, un jour, nous nous sommes dit que cela ne pouvait plus durer. Nous avons trop longtemps baissé les bras. A nouveau cependant - comme nous avons pu le faire à l'occasion, comme d'autres si souvent l'avaient fait avant nous – nous élevons nos bras au-dessus de nos épaules encore fourbies par l'aliénation, courbées par la douleur, par l'injustice, par l'accablement qui régnait jusque-là. C'est alors que nous nous relevons : nous projetons nos bras en l'air, en avant. Nous relevons la tête. Nous retrouvons la libre puissance de regarder en face. Nous ouvrons, nous rouvrons la bouche. Nous crions, nous chantons notre désir. Avec nos amis nous discutons de*

comment faire, nous réfléchissons, nous imaginons, nous avançons, nous agissons, nous inventons. Nous nous sommes soulevés.

C'est plein d'enthousiasme, cela donne franchement la pêche, mais une fois l'écosocialisme acquis à quoi faut-il s'attendre ? Car, disons-le franchement, les échecs des "socialismes réellement existants" ont remis en cause jusqu'à l'idée de la possibilité d'une alternative politique au Capitalisme. La gauche du changement social se trouve aujourd'hui dans une situation de crise historique, non pas par manque de propositions mais parce qu'elle est orpheline d'un "paysage de désir", souhaitable et envisageable par le plus grand nombre.

Ajoutons qu'il n'est pas si simple, dans le système tel qu'il est aujourd'hui, de repenser totalement nos relations sociales, nos relations à la "nature", nos habitudes ordinaires, nos organisations collectives.

Repartons du cadre théorique. L'écosocialisme porte donc la suppression du système capitaliste, l'appropriation collective des moyens de production, la planification démocratique de l'économie en se débarrassant de l'héritage socialiste du productivisme. Il s'agit d'un changement de civilisation fondé sur des valeurs de solidarité, d'égalité, de liberté et de respect de la nature. C'est, clairement assumé, du romantisme révolutionnaire puisqu'il s'agit de dépasser la modernité capitaliste pour aller vers un avenir nouveau en trouvant des repères dans les sociétés "pré-modernes".

Je ne sais pas si nous sommes plus avancé·es, donc je complète plus concrètement : l'écosocialisme postule que la crise écologique est la conséquence d'un mode de production destructeur, incarné de façon inhérente par le Capitalisme, qui nécessite une réponse socialiste mais que le "socialisme réel" a brillé par un mode de production particulièrement destructeur. Aurai-je dû plutôt parler de "communisme", d'"écocommunisme" ? Cette question renvoyant aux actes, nombreux, innombrables, de trahison et antisociaux de celles et ceux se réclamant du "socialisme" (ou pas), y compris et surtout le Parti Socialiste en France. Bref, cette question pose la déconnexion d'avec la social-démocratie qui semble avoir rangé le terme "socialisme" dans les poubelles de l'histoire sociale, disqualifiant de fait ce terme. Notons,

d'ailleurs, que ce débat n'est pas nouveau. En 1914, une des raisons pour lesquelles Lénine et les révolutionnaires russes avaient pris le terme "communisme" était de contourner ce problème qui se posait déjà à l'époque. Ceci étant dit, le terme "communisme" peut aussi poser problème. Il est, lui aussi, marqué par l'histoire, en particulier par la dictature stalinienne, ses horreurs, ses morts et, au fond, sa trahison de l'utopie socialiste. Cette critique est sœur de celle sur le "socialisme réel", celui de l'URSS, celui de Cuba, de la Chine Populaire, de la Corée du Nord et de l'Europe de l'Est, qui a un bilan pour le moins problématique politiquement, démocratiquement et... écologiquement. Au cours du XXe siècle, les pays du "socialisme réel" ont contribué de façon importante à la destruction productiviste de la "nature". Ils ne peuvent pas servir d'exemple dans ce domaine. Je pense d'ailleurs que tout projet politique doit être jugé sur la prise en compte de la crise écologique, les réponses systémiques qu'il y apporte dans le cadre des exigences fondamentales humaines particulièrement dans les domaines sociaux, et démocratiques.

Entendez que je nomme "socialisme" un projet de société alternatif au Capitalisme mettant au cœur de ses préoccupations une humanité émancipée individuellement et collectivement de toute forme de domination et d'exploitation, qui place les questions sociales et démocratiques au cœur. Par "socialisme", j'entends parler de l'utopie d'une société débarrassée de l'argent, de la propriété privée des moyens de production, de la concurrence des États, de leurs bras armés que sont la police et les armées, et débarrassée des frontières. Et je considère qu'il y a urgence à refonder un tel projet. Malgré les blessures, les erreurs, les errements, les fautes, les drames, portés par le mot hérité des luttes passées, nous avons la responsabilité de refonder un projet émancipateur reprenant le meilleur de l'utopie "socialiste". Nous posons de ce fait le bilan des expériences, des échecs, du passé. Un bilan du "socialisme réel", un bilan de la "social-démocratie". Un bilan de nos luttes actuelles, dans le cadre du Capitalisme, et donc de nos luttes incluant d'emblée la prééminence de l'économie sur les autres formes de rapports sociaux. Il nous faut d'ailleurs reconnaître que personne ne peut être comptable de la manière dont les termes sont traduits politiquement par la population. Ainsi, alors que j'écris ce texte, des alliances électorales se construisent

en France entre le Parti Socialiste et Europe Écologie Les Verts, alliance désignée parfois comme “écosocialiste”, le président du Parti Socialiste belge rédigeant même un “manifeste écosocialiste”.

Par extension, l'écosocialisme, place au cœur de ses préoccupations les rapports à la “nature” et s'oppose au productivisme. Nous ne pouvons faire ce travail de construction qu'avec l'ensemble des courants qui cherchent une alternative au Capitalisme. Et avec humilité. Mon analyse dans cette contribution, dans laquelle j'explique que le “socialisme” m'a fait entrer dans l'écosocialisme, peut ne pas convaincre les “écologistes” si je ne donne par au moins un argument démontrant qu'une société se reconnaissant du “socialisme” ne débouche pas forcément sur du productivisme. De ce fait je n'ai pas trop envie d'entrer dans le débat consistant à se demander si notre ère géologique serait l'“anthropocène”, donc avec un être humain premier responsable des désordres écologiques, dans un état d'esprit très nihiliste, ou le “capitalocène”, donc avec un Capitalisme premier responsable des désordres écologiques, oubliant la responsabilité des pays ayant du “socialisme réel”.

Je vais plutôt considérer que l'aggravation actuelle de la crise écologique est la conséquence directe du Capitalisme et que le Capitalisme porte en lui le productivisme qui est l'une des causes majeures de la crise écologique. En conséquence de quoi, l'une de nos tâches prioritaires est de lutter contre le Capitalisme. Aussi car le Capitalisme ne produit pas des “valeurs d'usage” permettant de satisfaire les besoins des êtres humains mais des “valeurs d'échanges” permettant d'augmenter les profits. Le Capitalisme est un système qui exploite : les êtres humains, leur force de travail mais également la “nature”. C'est un système fou car il n'a pas de limite autre que lui-même. L'alternative à une telle société est un système sans “valeur d'échange” et qui place la “valeur d'usage” au cœur de son projet. C'est, résumé très rapidement, une définition possible d'une société “socialiste”.

Mais ce n'est pas vraiment ce que l'histoire a vu. Le bilan écologique, démocratique et humains du “socialisme réel” est négatif, en conséquence directe du “Stalinisme” comme contre-révolution bureaucratique. La logique productiviste a été centrale et paradoxale

puisqu'il s'agissait d'une économie qui affirmait être centrée sur la satisfaction des besoins sans que pour autant un rapport démocratique n'aient été mis en place entre la production et la consommation. Ajoutons un problème : quels sont nos "besoins", sommes-nous même capables de les définir aujourd'hui ? Sans doute pas et c'est un sujet qu'il faudrait creuser. En tout cas, la bureaucratie est l'élément en trop dans tout ça. Le "socialisme" n'a pas besoin du productivisme mais y retombe lorsque ses principes démocratiques sont mis de côté.

Ce n'est pas la seule raison de l'échec du "socialisme réel" et pour laquelle nous devons nous méfier du "socialisme". L'une des raisons est son côté en permanence théorique, dans la capacité limitée de travailler concrètement le collectif et l'individu, et, en conséquence de quoi son rapport à l'humanité et à... l'Universalisme. Je n'y reviendrai pas, j'ai déjà développé en quoi la lutte contre le scientisme est nécessaire. Je soulignerai simplement que dans cette visée nous retrouvons dans l'écossocialisme le regard particulier à ces populations dites "indigènes" concernant leurs rapports sociaux, leurs rapports à la "nature" et leurs rapports aux technologies.

Il y a par ailleurs la question de l'État, l'un des écueils du "socialisme réel". Et cela à partir d'un concept très repris (y compris à droite) actuellement : la "planification". Se pose alors la question du lien administratif (bureaucratique ?) entre "centralisation" et "décentralisation" d'un côté et mise en place d'une "planification" décidée politiquement. Incontestablement, vouloir répondre massivement à la crise écosociale, mettre en place des politiques massivement reprises sur la production d'énergie, les modes de déplacements... nécessite de se poser ces questions. Mais il faut se les poser à partir de la question démocratique. Je vais prendre l'exemple de l'État dans lequel je vis : la France. Il s'agit d'un État capitaliste classique. Classiquement, les marxistes définissent alors cet espace, l'État capitaliste, comme un espace permettant le rapport de forces et la lutte des classes car les outils structurant l'État seraient plutôt neutres et donc utilisables selon des finalités politiques différentes que celles du Capitalisme. Je pense au contraire que l'appareil administratif de l'État capitaliste a par essence l'objectif politique de l'accumulation du Capital,

et s'il peut accepter temporairement des rétrocessions aux classes dominées, il ne peut en aucun cas répondre à la crise écologique car il se trouve limité par ses liens structurels avec les marchés financiers qui ne lui permettraient pas de proposer des transformations structurelles qui remettraient en cause les profits.

Je ne dis pas qu'il faut se passer d'État, ou plus précisément qu'il faut ne pas se préoccuper de l'État capitaliste qui serait de toute façon inopérant dans un horizon écosocialiste. Un programme de rupture "social-démocrate" écologique porté par un gouvernement en lien avec les mouvements sociaux et écologiques est un levier qui pourrait apporter des avancées non négligeables ou, a minima, ouvrirait un champ des possibles. Mais faire ces premiers pas vers l'horizon *écosocialiste* nécessite un mouvement populaire indépendant du gouvernement pour transformer les crises politiques incontournables que subiraient le gouvernement de la part des forces capitalistes en possibilités révolutionnaires. Il nous faut être capables d'assumer un *réformisme révolutionnaire*. Ce réformisme se démarque d'un double discours qui s'annule et que je caricature à peine : des écologistes qui considèrent que la réponse à la crise écologique prime sur les besoins sociaux et des syndicalistes qui considèrent que les besoins sociaux priment. Nos réponses doivent s'appuyer au même moment sur ces deux piliers. Ainsi, reconvertir, sous contrôle ouvrier, les industries écocides, ainsi réduire le temps de travail, sans perte de salaire et avec des embauches compensatoires, pour permettre un emploi pour toutes et tous, vivre mieux et moins gaspiller. Mais ne cherchons pas à faire entrer de force l'écologie dans le "socialisme". **Nous cherchons une utopie concrète. S'approprier cette définition, c'est se donner une boussole, une utopie. C'est une nécessité pour s'orienter au milieu de ce magma en fusion. L'utopie que nous nous donnons est une utopie à construire collectivement, une utopie concrète. C'est un objectif, qu'ensemble, nous bâtissons. Cela nous permet d'agir dès aujourd'hui tout en pensant simultanément, et de manière critique, les principes écologiques et les principes socialistes.**

En conséquence de tout ceci, il me semble indispensable de ne pas être dans une pureté révolutionnaire. Lorsqu'il nous est proposé un

“Green New Deal”, un peu conséquent, par une partie de la “social-démocratie”, travailler à sa mise en pratique est utile. Mais c’est de la planification et je viens d’expliquer ses limites !? Oui mais c’est un pas en avant et cela apporte des réponses urgentes à des problèmes urgents et ouvre d’ailleurs une voie vers une redistribution des richesses. Ceci d’autant plus que l’on peut poser dans ce cadre la question de la “croissance”, ou plutôt de la “décroissance”, dans une société qui ferait de la “sobriété” une de ses valeurs cardinales. Évidemment, j’en termine sur ce point en insistant, nous retrouvons de nouveau le débat sur l’aspect démocratique : liens entre “démocratie représentative” (“centralisation”) et “autogestion locale” (“décentralisation”). En ce sens, l’ouvrage de Paul Magnette paru en 2022 est très important¹³. Paul Magnette est, au moment de la parution de son ouvrage, président du Parti Socialiste belge et bourgmestre de Charleroi. Notons qu’il a été plusieurs fois ministre et qu’il a été ministre-président du gouvernement Wallon. Il pose dans son ouvrage des constats implacables sur la crise écosociale, sur la responsabilité du Capitalisme. Et pour y répondre : l’“écosocialisme”, rien de moins. Mais, TRAHISON !, ce n’est pas de MON “écosocialisme” dont il est question ! D’ailleurs, la politique du parti politique dont il est président porte une politique assez éloignée de MON “écosocialisme”. Charleroi n’est pas le paradis de l’“écosocialisme”. Faut-il alors traiter avec mépris un social-démocrate qui vole NOS mots ? Non, car, camarades, l’un des défauts des révolutionnaires est d’être des révolutionnaires qui oublient qu’elles et ils militent dans un État capitaliste. Un Paul Magnette au pouvoir en Belgique, comme un Jean-Luc Mélenchon au pouvoir en France, ce n’est certes pas révolutionnaire mais ce serait une sacrée bonne nouvelle pour répondre aux urgences écologiques, sociales et démocratiques. Bref, il n’y a pas de raison sérieuse, à moins de rester dans une posture de “pureté révolutionnaire” inefficace, de ne pas investir ces cadres militants permettant la prise du pouvoir par les urnes de sociaux-démocrates se référant à un “écosocialisme” certes non révolutionnaire, mais un “écosocialisme” tout de même. Ceci afin d’avancer vers un écosocialisme désirable. Par “désirable”, je pose le fait que dans la “vraie vie” de l’État capitaliste dans

¹³ Paul Magnette : La vie large, manifeste écosocialiste (La Découverte, 2022)

lequel je vis, la perte du “confort” productiviste n’est pas très désirable. Il s’agit donc de s’investir avec force dans ces mouvements politiques mais d’y travailler des liens concrets avec les mouvements sociaux pour y adjoindre des *conquis sociaux* solides, des investissements dans les Services publics, une “planification” que l’on sait possible, contrôlée par la puissance publique, garantissant à tout le monde des moyens de subsistances dignes (par un emploi dont le statut n’est pas précaire et dont le salaire est suffisant pour vivre dignement), qui fait de l’économie locale sa matrice, décidée démocratiquement, et qui fait de la justice écologique un point central... Par “désirable”, j’entends enfin un écosocialisme qui soit populaire.

Je terminerai donc par la question du peuple, de la classe ouvrière, car c’est ce qui fait ma matrice militante. Un groupe social n’est pas une entité indépendante du contexte dans lequel il évolue. Il y a des alliances, des évolutions, des disparitions, des réapparitions, des conflits... Je suis moi-même un “transfert de classe”. C’est une lutte permanente car la lutte des classes est une lutte des classements. La classe ouvrière est historiquement placée en situation de subordination et de domination. L’explosion de cette classe en termes de visibilité est venue au XVIIIème siècle de sa massification grandissante et du sentiment de plus en plus partagé de faire partie d’un groupe. “Eux” et “nous”. C’est d’ailleurs un problème car une véritable émancipation remet en cause les dominant·es et la domination elle-même, ainsi que les mécanismes de domination, y compris en se rendant compte être parfois un·e dominant·e.

Aujourd’hui, où est la classe ouvrière ? Il faudrait déjà que les mouvements de gauche aillent vers cette classe pour se rendre compte qu’elle existe encore mais qu’elle s’est en partie restructurée en dehors des structures historiques qui la reliaient, en particulier les syndicats. C’est plus particulièrement dans les espaces en dehors des métropoles en France. L’une de nos tâches doit être alors de ne pas nourrir de coupures entre les métropoles et les autres espaces, entre les villes et les banlieues, entre les banlieues et la France des “Gilets Jaunes”... l’une de nos tâches et de faire lien. Un point d’appui à travailler, je le répète, est la question des Services publics : éducation, santé, transport, logement... d’avoir des

actions concrètes avec la population afin de garantir une égalité entre toutes et tous d'accès aux Services publics.

Tout ça mérite néanmoins un peu de précision : je parle du peuple, de la classe ouvrière, je pourrai parler du prolétariat... Devrai-je parler de la “classe écologique” proposée par Bruno Latour ?¹⁴ Je le pose d'emblée : je n'avais pas du tout envie de parler de Bruno Latour, car je goûte peu à des méandres philosophiques qui ne font que s'éloigner de l'Humanité et car la matrice religieuse si elle n'est pas une exclusion a priori est par contre une entrée pour moi d'emblée discutable. Mais Bruno Latour est très discuté donc... Voici ce qui me pose problème : Bruno Latour fait de Gaïa un monde qui mêle tout, le vivant, la planète Terre, la “nature”, et il se débarrasse du Capitalisme et de la lutte des Classes. On me répondra : “et alors ? C'est encore ton entrée “socialiste” qui te fait dire ça ! “ Peut-être. Mais surtout, le problème n'est pas là : le problème c'est qu'avec sa logique Bruno Latour nous interdit d'avoir un projet collectif humain. Car, selon sa logique, si on veut remplacer ce monde capitaliste par un autre, nous avons la certitude des “modernes”. Il nous faudrait alors vivre sur la planète Terre sans finalité, simplement y vivre, car nous sommes imbriqués dans Gaïa qui n'a pas de but. C'est assez désespérant et je ne vois pas trop à quoi cela sert concrètement pour mettre en mouvement les êtres humains.

Je repartirai donc du prolétariat car c'est, me semble-t-il, le concept qui est le plus opérant aujourd'hui. En donnant cette définition directement issue de Karl Marx : le prolétariat correspond au groupe social de celles et ceux qui n'ont que leurs forces de travail à vendre. Je fais ainsi la jonction avec la question syndicale qui est l'outil central d'unification du prolétariat pour moi. Je ne réduis donc pas le peuple à la question nationale indépendante du syndicalisme, mais je fais de la question nationale un enjeu central des luttes via le syndicalisme.

Tout ceci ne pourra fonctionner qu'en repensant les appareils syndicaux qui, dans un monde dominé par le néo-libéralisme ou le

¹⁴ Les principaux ouvrages de Bruno Latour que j'ai pu lire : Face à Gaïa : 8 conférences sur le Nouveau Régime Climatique (La Découverte, 2015) ; Où atterrir ? Comment s'orienter en politique ? (La Découverte, 2017) ; Où suis-je ? Leçons du confinement à l'usage des terrestres (La Découverte, 2021).

social-libéralisme (selon les moments) accompagnent les transitions telles qu’elles sont conçues par le Capitalisme. Nous y investir donc. J’insiste : s’y investir concrètement, réellement et avoir loyauté, y compris dans les directions syndicales, dans une visée de transformation démocratique et qui fasse la convergence avec les luttes écologiques, qui soit capable de trouver cette alliance avec la “nature exploitée” par le Capitalisme, qui soit capable de voir lorsqu’une frange du prolétariat comme les “Gilets Jaunes” trouve un espace de révolte. En ce sens l’expérience de Plus Jamais Ça (voir en annexe) est positive mais n’a pas su garder son aspect démocratique. Cela permet de poser la question de la transformation sociale en posant dans ce cadre la primauté du prolétariat et du salariat, en travaillant de façon plurielle (combats féministes, anti-racistes, écologiques, démocratiques...), de façon *arc-en-ciel*. Cette transition sera révolutionnaire seulement si elle est radicale dans ses mesures, dans son rapport à l’État capitaliste et son rapport à la propriété privée.

Ne risque-t-on pas une nouvelle bureaucratisation de nos militantes et militants ? Les militantes et les militants les plus honnêtes ont toujours été aspiré·es par le monstre bureaucratique. Soyons très explicites : une position de domination dans un syndicat, dans un parti politique, une position d’élu·e apporte un pouvoir économique, social et symbolique. Ceci s’appuyant sur un besoin de reconnaissance de la part des militantes et militants en question, ceci dans un contexte de société libérale faisant de la performance une valeur cardinale centrale. Une militante ou un militant révolutionnaire qui est élu·e s’intériorise aux institutions et intériorise les institutions. Néanmoins, comme je l’ai écrit précédemment, il ne s’agit pas de tourner le dos à l’État et donc, il ne s’agit pas de s’interdire d’être élu·e ou d’avoir un mandat syndical. La “débureaucratisation” doit se vivre à l’intérieur des syndicats et des mouvements politiques : rotation des mandats, non cumuls des mandats, parité... C’est aussi une façon d’expérimenter socialement un fonctionnement démocratique pour une société future. C’est aussi s’extraire des oppositions stériles entre 3 stratégies qui seraient la “révolution par les urnes”, la “grève générale insurrectionnelles” et les “ZADs”. Ces trois stratégies participent de la même logique et doivent se

vivre avec des interactions permanentes. Donc, travailler à de nouvelles formes de fonctionnement des syndicats et mouvements politiques est l'une de nos tâches importantes.

L'éthique personnelle anti-bureaucratique doit être solide et centrale. En s'imposant un fonctionnement non-bureaucratique si des règles statutaires non pas été gagnées pour lutter contre cette bureaucratie présente à tous les niveaux des structures militantes (s'arrêter à deux mandats successifs par exemple, même si les statuts ne prévoient pas cette limite). En ayant systématiquement un cadre collectif extérieur à la structure bureaucratique permettant cette vigilance.

Bref, il nous faut lutter pour vivre, il nous faut construire collectivement un horizon, en expérimentant, parfois en échouant, parfois en réussissant, en avançant, en reculant, en se plaçant dans une démarche historique non coupée des différents espaces temporels comme celui de la "nature". J'ai posé beaucoup de questions dans cette contribution et apporté peu de réponses. C'est que je ne pense pas avoir LA réponse : je pense que la multiplication de contributions, leur confrontation, peut aboutir à trouver de premières réponses. J'encourage donc mes camarades à écrire et contribuer.

En dernière conclusion, je reprends la citation de Daniel Bensaïd en début de cette partie, mais qui était incomplète :

Combien de fois les dés ont-ils roulé ? Dans la nuit du 8 au 9 thermidor ? Sur les pavés de juin 1848 ? Sur les dernières barricades des rue Haxo ou de la Fontaine-au-Roi, en mai 1871 ? Sur les marches du palais d'Hiver en 1917 ? En 1923, sur les toits de Hambourg ? En mai 1937, sur les Remblas de Barcelone ? En août 1949, sur les pentes de mont Grammos ? En 1957, sur la plage du débarquement du Granma ? Dans quelque coin perdu de Bolivie, un certain 9 octobre 1967 ? Ou encore, contre toute probabilité, contre toutes les raisons statistiques et les résignations d'un temps obscur, un 1^{er} janvier 1994 à San Cristobal de Las Casas ?

Nous avons connu de nombreux échecs. Mais aussi des succès. Et surtout, quelques moments si précieux d'enthousiasme, de camaraderie, de fraternité militante ! Sur ce, comme il a été dit auparavant, salutations révolutionnaires !

Des textes pour agir *écosocialiste* aujourd'hui

Les 7 textes reproduits ci-dessous constituent un choix subjectif de ma part. Ce sont des textes qui émanent de partis ou mouvements politiques, d'organisations syndicales et écologiques, et de conférences. Il s'agit d'illustrer mes réflexions précédentes.

1/ Manifeste écosocialiste international (septembre 2001)

2/ Déclaration écosocialiste de Bélem (janvier 2009)

3/ Texte du Parti de Gauche (PG) : Premier manifeste des assises de l'écosocialisme (février 2013)

4/ Texte d'organisation syndicales et environnementales : Plus jamais ça, 34 mesures de sortie de crise (mai 2020)

5/ Déclaration finale de la conférence écosocialiste pour la justice climatique (juin 2020)

6/ Texte de la Commission nationale Écologie du Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) : Pas d'émancipation sur une planète morte : écosocialisme ou barbarie ! (juillet 2020)

7/ Pour un programme de transition vers l'écosocialisme, contribution du courant Ensemble Insoumis (devenu Gauche Écosocialiste en juillet 2022) à l'actualisation de l'Avenir en Commun (juin 2021)

Manifeste écosocialiste international (septembre 2001)¹⁵

Les débuts du vingt et unième siècle sont catastrophiques : risque écologique sans précédent, ordre mondial chaotique cerné par la terreur et les guerres de basse intensité qui se répandent telle la gangrène sur la planète – en Afrique centrale, au Moyen Orient, le long de la côte pacifique de l'Amérique du Sud – et se répercutent à travers les nations.

Les crises écologiques et sociétales sont intrinsèquement liées et devraient être perçues comme les manifestations différentes des mêmes forces structurelles. Les premières, de façon générale, trouvent leur origine dans une industrialisation rampante qui détruit la capacité terrestre à amortir la dégradation écologique. Les secondes proviennent d'une forme d'impérialisme connue sous le nom de globalisation, qui a des effets dévastateurs sur les sociétés qui lui résistent. Ces forces sous-jacentes représentent les différents aspects d'une même dynamique centrale : l'expansion du système capitaliste mondial. Nous rejetons tous les euphémismes et la propagande consistant à amoindrir la brutalité de ce régime : un ravalement de façade de ses coûts écologiques, comme toute relativisation de ses coûts humains au nom de la démocratie et des droits de l'homme. Nous insistons au contraire sur la nécessité de considérer le capital à partir de ce qu'il a réellement commis.

En agissant sur la nature et son équilibre écologique, dans l'obligation constante d'étendre sa profitabilité, ce régime expose les écosystèmes à des pollutions déstabilisantes, fragmente les habitats naturels qui ont évolué pendant des millénaires pour permettre l'épanouissement des organismes vivants, gaspille les ressources, réduit la vitalité charnelle de la nature à l'échange glacial qu'exige l'accumulation du capital.

Du côté de l'humanité et de ses exigences d'autodétermination, de biens communs et d'existence pleine sens, le capital réduit la majorité de la population planétaire à un pur et simple réservoir de main-d'œuvre et la plupart des autres au rang de choses. Il a envahi et miné l'intégrité des communautés par le biais de sa culture consumériste de masse dépolitisée. Il a augmenté les disparités de revenus et de pouvoir à des

¹⁵ <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article7891>

niveaux jamais atteints dans l'histoire humaine. Il a travaillé avec un réseau d'États clients, corrompus et serviles, dont les élites locales accomplissent le travail de répression et protègent le centre de tout opprobre. De plus, il a commencé à créer un réseau d'organisations transnationales placées sous la supervision des pouvoirs occidentaux et de la superpuissance américaine afin de miner l'autonomie de la périphérie tout en maintenant un énorme appareil militaire qui renforce la soumission au centre capitaliste.

Le système capitaliste actuel ne peut réguler, et encore moins surmonter, les crises qu'il a engendrées. Il ne peut résoudre la crise écologique parce qu'il devrait poser des limites à l'accumulation – choix inacceptable pour un système basé sur la règle du « grossis ou meurs ! » Il ne peut résoudre la crise posée par la terreur et autres formes de rébellion violente parce qu'il devrait abandonner la logique de l'empire et imposer en conséquence d'inacceptables limites à la croissance et au « mode de vie » soutenus par cet empire. La seule solution à sa portée est le recours à la force brutale qui accroît l'aliénation et sème les graines du terrorisme comme du contre-terrorisme, évoluant vers une variante nouvelle et maligne de fascisme.

Le système capitaliste mondial a fait historiquement faillite. Il est devenu un empire dont l'extraordinaire gigantisme cache de moins en moins la faiblesse sous-jacente. Suivant le vocabulaire de l'écologie, il est devenu profondément « insoutenable » et doit être radicalement changé. Il doit être remplacé si l'on veut un avenir meilleur.

Ainsi le choix dramatique posé par Rosa Luxembourg fait-il son retour : socialisme ou barbarie ! Le visage de la barbarie révèle maintenant les empreintes du nouveau siècle et prend l'allure de la catastrophe écologique, du couple terreur/contre-terreur et de leur dégénérescence fasciste.

Mais pourquoi le socialisme ? Pourquoi faire revivre un mot qui serait condamné à la poubelle de l'histoire à cause des interprétations erronées du XXe siècle ? Pour la simple raison que, même inaccomplie, la notion de socialisme représente encore le dépassement du capitalisme. Si le capital est vaincu, tâche qui revêt aujourd'hui l'urgence de la survie même de la

civilisation, le résultat ne pourra être que le « socialisme », puisque ce terme est celui qui désigne la rupture et le passage vers une société post-capitaliste. Si nous disons que le capital est radicalement insoutenable et qu'il verse dans la barbarie, nous disons également que nous avons besoin de bâtir un socialisme capable de résoudre les crises que le capital a créées. Si les « socialismes » passés ont échoué dans cette tâche, il est de notre devoir, à moins de nous soumettre à une fin barbare, de lutter pour que le socialisme l'emporte. De même que la barbarie a changé d'une manière qui reflète le siècle, depuis que Rosa Luxembourg a énoncé son alternative prophétique, le socialisme doit aussi évoluer pour correspondre à l'époque dans laquelle nous vivons.

Pour toutes ces raisons, nous avons choisi de nommer écosocialisme notre interprétation du socialisme et de nous employer à le réaliser.

Pourquoi l'écosocialisme ?

Dans le contexte de la crise écologique, nous comprenons l'écosocialisme non comme le refus des socialismes « première version » du vingtième siècle mais comme leur prolongement. Comme eux, il se fonde sur le fait que le capital est du travail mort objectivé qui profite de la séparation des producteurs et des moyens de production. Le socialisme dans sa première version n'a pas été capable de réaliser son but pour des raisons trop complexes à expliquer ici, sauf à les résumer comme les effets divers du sous-développement dans un contexte d'hostilité des pouvoirs capitalistes existants. Cette conjoncture a eu de nombreuses conséquences délétères sur les socialismes existant, principalement le refus de la démocratie interne, de pair avec une émulation productiviste avec le capitalisme, conduisant finalement à l'effondrement de ces sociétés et la ruine de leur environnement.

L'écosocialisme conserve les objectifs émancipateurs du socialisme première version et rejette les buts atténués, réformistes, de la social-démocratie et les structures productivistes du socialisme bureaucratique. Il insiste sur une redéfinition des voies et du but de la production socialiste dans un cadre écologique.

Il le fait non pour imposer la rareté, la rigueur, et la répression, mais pour respecter les limites de croissance essentielles pour une société durable.

Son but est plutôt de transformer les besoins et de substituer une dimension qualitative à ce qui était quantitatif. Du point de vue de la production des biens, cela se traduit par la priorité des valeurs d'usage par rapport aux valeurs d'échange, projet lourd de conséquences pour l'activité économique immédiate.

La généralisation d'une production écologique dans des conditions socialistes peut permettre de remporter une victoire sur les crises présentes. Une société de producteurs librement associés ne s'arrête pas à sa propre démocratisation. Elle doit insister sur la libération de tous les êtres comme son fondement et son but. Elle l'emporte ainsi sur le mouvement impérialiste à la fois subjectivement et objectivement. En réalisant un tel but, elle se bat contre toute forme de domination, y compris celles de genre et de race, et elle dépasse les conditions qui nourrissent les dérives fondamentalistes et à leurs manifestations terroristes. En résumé, le principe d'une société mondiale s'inscrit dans une perspective d'harmonie écologique inconcevable dans les conditions présentes. L'un de ses résultats pratiques serait par exemple l'extinction de la dépendance pétrolière comme du capital industriel. En retour, cela peut créer la condition matérielle de libération des terres aujourd'hui aux mains de l'impérialisme pétrolier, tout en contenant le réchauffement de la planète et autres maux nés de la crise écologique.

Personne ne peut lire ces prescriptions sans penser aux nombreuses questions théoriques et pratiques qu'elles soulèvent et sans un certain découragement, tant elles semblent éloignées de l'état actuel du monde réellement existant, qu'il s'agisse des institutions ou des niveaux de conscience. Nous n'avons pas besoin de développer ces points facilement reconnaissables par tous. Mais nous voudrions insister pour qu'ils soient pris en considération. Notre propos n'est ni de définir chaque pas à franchir, ni de hurler contre le pouvoir exorbitant l'adversaire. Il s'agit plutôt d'une logique de transformation nécessaire et suffisante de l'ordre actuel pour franchir les étapes intermédiaires vers ce but. Nous agissons ainsi de manière à penser plus profondément ces possibilités et en même temps à commencer à travailler avec ceux qui partagent nos préoccupations. Si ces arguments ont quelque valeur, des idées et des

pratiques similaires germeront de façon coordonnée dans d'innombrables endroits du globe.

L'Écosocialisme sera international, universel, ou ne sera pas. Les crises de notre époque peuvent et doivent être comprises comme des opportunités révolutionnaires que nous devons faire éclore.

Déclaration écosocialiste de Bélem (janvier 2009)¹⁶

« Le monde souffre d'une fièvre provoquée par le changement climatique, et la maladie est le modèle capitaliste de développement. » – Evo Morales, président de la Bolivie, septembre 2007

Le choix auquel fait face l'humanité

L'humanité fait face aujourd'hui à un choix crucial : écosocialisme ou barbarie. Nous n'avons pas besoin de plus de preuves de la barbarie du capitalisme, système parasitaire qui exploite l'humanité et la nature. Son seul moteur est l'impératif du profit et le besoin d'une croissance sans fin. Il crée inutilement des produits inutiles, gaspillant les ressources limitées de l'environnement et lui rendant seulement des toxines et des polluants. Sous le capitalisme, la seule mesure du succès est l'augmentation des ventes chaque jour, chaque semaine, chaque année – nécessitant la création d'énormes quantités de produits qui sont directement nocifs pour les humains et pour la nature, les produits qui ne peuvent être fabriqués qu'en favorisant les maladies, qu'en détruisant les forêts qui produisent l'oxygène que nous respirons, qu'en démolissant des écosystèmes et en utilisant notre eau, notre air et notre terre comme des égouts pour se débarrasser des déchets industriels.

Le besoin de croissance du capitalisme existe à chaque niveau, de l'entreprise individuelle au système dans son ensemble. La faim insatiable des entreprises est facilitée par l'expansion impérialiste à la recherche d'un accès toujours plus grand aux ressources naturelles, à la main d'œuvre à prix réduit et aux marchés. Le capitalisme a toujours été écologiquement destructeur, mais de nos jours, ses assauts contre la terre se sont multipliés. Un changement quantitatif qui mène à une transformation qualitative, conduit le monde à un point de non-retour, au bord du désastre. Un nombre de plus en plus important de recherches scientifiques ont identifié les multiples voies par lesquelles de petites augmentations de la température pourraient enclencher un processus irréversible, des effets d'emballement – tels que la fonte rapide de la calotte glacière au Groenland ou le dégagement du méthane enfoui dans

¹⁶ <https://www.contretemps.eu/declaration-ecosocialiste-belem/>

le pergélisol et sous l'océan – qui rendrait un changement climatique catastrophique inévitable.

Un réchauffement global laissé sans contrôle exercera des effets dévastateurs sur l'humanité, la faune et la flore. Les rendements des récoltes chuteront radicalement, menant à la famine sur une large échelle. Des centaines de millions de personnes seront déplacées par des sécheresses dans certains secteurs et par la montée du niveau des océans dans d'autres régions. Une température chaotique et imprévisible deviendra la norme. L'air, l'eau et le sol seront empoisonnés. Les épidémies de malaria, de choléra et d'autres maladies encore plus mortelles frapperont les plus pauvres et les membres les plus vulnérables de chaque société.

L'impact de la crise écologique est ressenti le plus sévèrement par ceux et celles dont les vies ont été déjà ravagées par l'impérialisme en Asie, en Afrique, et en Amérique latine, et les peuples autochtones sont partout particulièrement vulnérables. La destruction environnementale et le changement climatique constituent un acte d'agression des riches contre les pauvres.

La dévastation écologique, résultant de la nécessité insatiable d'augmenter les profits, n'est pas une dimension accidentelle du capitalisme : elle est partie prenante de l'ADN du système et ne peut pas être réellement écartée. La production guidée par la recherche des profits ne considère que le court terme pour prendre ses décisions d'investissement, et ne peut pas prendre en considération la santé et la stabilité à long terme de l'environnement. L'expansion économique infinie est incompatible avec des écosystèmes finis et fragiles, mais le système économique capitaliste ne peut pas tolérer des limites à la croissance ; son besoin constant d'expansion renversera toutes les limites qui pourraient être imposées au nom du « développement durable. » Ainsi, le système capitaliste en soi instable ne peut pas réglementer sa propre activité, et encore moins surmonter les crises provoquées par sa croissance chaotique et parasitaire, parce que faire ainsi exigerait que des limites soient imposées à l'accumulation – option inacceptable pour un système basé sur la règle : croissez ou disparaissez !

Si le capitalisme demeure l'ordre social dominant, le mieux que nous pouvons prévoir, ce sont des conditions climatiques insupportables, une intensification des crises sociales et la diffusion de formes de plus barbares de la domination de classe, comme des affrontements entre puissances impérialistes et des affrontements de ces dernières avec l'ensemble des régions du Sud pour le contrôle des ressources en baisse dans le monde.

Au pire, la vie de l'humanité elle-même est menacée.

Stratégies capitalistes de changement

Il ne manque pas de propositions stratégiques pour faire face à la ruine écologique, y compris la crise du réchauffement global produit de l'augmentation insouciante de l'anhydride carbonique dans l'atmosphère. La grande majorité de ces stratégies partagent un dispositif commun : elles sont conçues par et au nom du système global dominant, le capitalisme. Il n'est donc pas surprenant que le système global dominant responsable de la crise écologique, établisse le cadre de la discussion au sujet de cette crise, du contrôle du capital sur les moyens de production de la connaissance, autant que de l'anhydride carbonique dans l'atmosphère. En conséquence, ses politiciens, bureaucrates, économistes et professeurs élaborent un flot continu de propositions, qui sont toutes des variantes sur le thème suivant : « les dommages écologiques du monde peuvent être surmontés sans rupture avec les mécanismes du marché et avec le système d'accumulation qui dirige l'économie mondiale. »

Mais personne ne peut servir deux maîtres – l'intégrité de la terre et la rentabilité du capitalisme. L'un doit être abandonné, et l'histoire laisse peu de doutes au sujet des allégeances de la grande majorité des responsables politiques. Il y a tout lieu, donc, de douter radicalement de la capacité de mesures proposées de bloquer la glissade vers la catastrophe écologique.

Et en effet, au-delà des mesures cosmétiques, les réformes des trente-cinq dernières années ont été un échec lamentable. Des améliorations isolées naturellement se produisent, mais elles sont inévitablement écrasées et balayées par l'expansion impitoyable du système et par le caractère chaotique de sa production. Un exemple qui démontre cet échec : durant les quatre premières années du 21^e siècle, les émissions globales

de carbone étaient presque trois fois aussi grandes par année que celles des années 90, en dépit du protocole de Kyoto en 1997.

Kyoto préconise un régime de « plafonnement et d'échange » des crédits de pollution, des échanges pour réaliser certaines réductions des émissions, et projets dans le Sud – le soi-disant « mécanisme de développement propre » – pour compenser des émissions dans les nations fortement industrialisées. Ces instruments comptent tous sur des mécanismes du marché, ce qui signifie, avant tout que l'anhydride carbonique reste un produit sous le contrôle des mêmes intérêts qui ont mené au réchauffement global. Des pollueurs ne sont pas obligés de réduire leurs émissions de carbone, mais ils peuvent employer leur puissance économique pour contrôler le marché du carbone à leurs propres fins, y compris l'exploration dévastatrice d'autres carburants. N'y a-t-il pas une limite au montant de crédits d'émission fourni par des gouvernements prétendant respecter ce protocole ?

Puisque la vérification et l'évaluation des résultats sont impossibles, le protocole de Kyoto est non seulement incapable de contrôler des émissions, il présente également des moyens permettant l'évasion et des fraudes de toutes les sortes. Car même le Wall Street Journal l'a affirmé en mars 2007, le commerce des droits d'émissions « va permettre à quelques grandes sociétés de gagner de l'argent, mais il ne croit pas une minute que ce montage fera beaucoup en ce qui concerne le réchauffement climatique »

La rencontre sur le climat de Bali en 2007 a ouvert la voie pour de plus grands abus encore pour la période qui vient. Bali a évité de préciser quoi que ce soit en ce qui concerne des objectifs de réduction des émissions de carbone mise de l'avant par la meilleure science de climat (90% d'ici 2050) ; elle a laissé les peuples du Sud à la merci du capital en donnant à la Banque mondiale la juridiction sur le processus ; et rendu ainsi la pollution au carbone encore plus facile. Afin d'assurer l'avenir de l'humanité, une transformation révolutionnaire est nécessaire, où toutes les luttes particulières participent à une plus grande lutte contre le capital lui-même. Cette grande lutte ne peut rester simplement négative et

anticapitaliste. Elle doit annoncer et établir un genre différent de société, l'écossocialisme.

L'alternative écossocialiste

Le mouvement écossocialiste vise à stopper et renverser le processus désastreux du réchauffement global en particulier et l'écocide capitaliste en général et à construire une alternative radicale et pratique au système capitaliste. L'écossocialisme s'enracine dans une économie transformée fondée sur des valeurs non vénales de justice sociale et d'équilibre écologique. Il critique l'« écologie du marché » capitaliste et le socialisme productiviste, qui ont ignoré l'équilibre et les limites de la terre. Il redéfinit le chemin et le but du socialisme dans un cadre écologique et démocratique.

L'écossocialisme implique une transformation sociale révolutionnaire, qui nécessitera la limitation de la croissance et la transformation des besoins par un transfert radical de critères économiques quantitatifs et vers des critères qualitatifs, une emphase sur la valeur d'usage au lieu de la valeur d'échange. Ces objectifs exigent le contrôle démocratique de la sphère économique, en permettant à la société de définir collectivement ses buts d'investissement et de production, et la collectivisation des moyens de production. Seules la prise de décision et la propriété collective de la production peuvent offrir la perspective à long terme qui est nécessaire pour l'équilibre et la durabilité de nos systèmes sociaux et de la nature.

Le rejet du productivisme et le transfert des critères économiques quantitatifs vers les critères qualitatifs impliquent de repenser la nature et les buts de la production et de l'activité économique en général. Les activités humaines créatrices, non productives et productives essentielles, telles que la construction de logements, la santé et l'éducation des enfants et des adultes et les arts seront les valeurs principales dans une économie écossocialiste.

L'air pur et l'eau et le sol fertile, aussi bien que l'accès libre et universel à la nourriture et aux sources d'énergies renouvelables et non polluantes sont les besoins humains de base et des droits naturels défendus par l'écossocialisme. Loin d'être « despotique, » l'écossocialisme, en définissant la politique collective aux niveaux local, régional, national et international,

visent l'exercice de la liberté et de la responsabilité par l'ensemble de la société. Cette liberté de décision constitue une libération des « lois » économiques aliénantes du système capitaliste favorisant la croissance.

Pour éviter le réchauffement global et d'autres dangers menaçant la survie humaine et écologique, des secteurs entiers de l'industrie et de l'agriculture doivent être supprimés, réduits, ou restructurés et d'autres doivent être développés, tout en fournissant le plein emploi pour tous. Une transformation si radicale est impossible sans le contrôle collectif des moyens de production et planification démocratique de la production et des échanges. Les décisions démocratiques sur l'investissement et le développement technologique doivent remplacer leur contrôle par les entreprises capitalistes, par les investisseurs et les banques afin de servir à long terme le bien commun de la société et de la nature.

Les éléments les plus opprimés de la société humaine, les pauvres et les peuples autochtones, doivent être partie prenante de cette révolution écosocialiste, afin de revitaliser des traditions écologiquement soutenables et donner la voix à ceux que le système capitaliste ne peut entendre. Puisque les peuples du Sud et les pauvres sont en général les premières victimes de la destruction capitaliste, leurs luttes et leurs revendications aideront à définir les contours de la société écologiquement et économiquement soutenable en construction.

De même, l'égalité entre les sexes est une composante essentielle de l'écosocialisme, et les mouvements des femmes ont été parmi les adversaires les plus actifs et les plus expressifs dans la lutte contre l'oppression capitaliste. D'autres agents potentiels de changement révolutionnaire écosocialiste existent dans toutes les sociétés.

Un tel processus ne peut pas commencer sans transformation révolutionnaire des structures sociales et politiques basées sur l'appui actif de la majorité de la population à un programme écosocialiste. La lutte des ouvriers, des fermiers, des paysans sans terre et des chômeurs – pour la justice sociale est inséparable de la lutte pour la justice environnementale. Le capitalisme, socialement et écologiquement exploiteur et pollueur est l'ennemi de la nature et du travail. L'écosocialisme propose des transformations radicales dans :

1. le système énergétique, en remplaçant les carburants et les combustibles organiques basés sur le carbone par des sources d'énergies propres sous le contrôle de la communauté : vent, géothermie, marée-motricité, et surtout, énergie solaire.

2. Le système de transport, en réduisant rigoureusement l'utilisation des camions et des voitures privés, les remplaçant par le transport public libre et efficace.

3. les modèles actuels de production, de consommation et de construction basés sur le gaspillage, sur l'obsolescence planifiée, la concurrence et la pollution seront remplacés par la production de biens recyclables et durables et le développement d'une architecture verte.

4. la production alimentaire et la distribution, en défendant la souveraineté alimentaire locale dans la mesure du possible, en éliminant l'agro-business industriel pollueur, en créant des agro-écosystèmes soutenable et en travaillant activement à renouveler la fertilité du sol.

Théoriser et travailler vers la concrétisation de l'objectif d'un socialisme vert ne signifie pas que nous ne devrions pas également lutter pour des réformes concrètes et pressantes en ce moment. Sans aucune illusion au sujet « de capitalisme propre, » nous devons travailler pour imposer aux puissants – que ce soit des gouvernements, des sociétés, des institutions internationales – des changements immédiats élémentaires, mais essentiels :

- réduction énergétique et exécutoire d'émissions des gaz à effet de serre,
- développement des sources d'énergie propres,
- fourniture d'un système de transport public libre étendu,
- remplacement progressif des camions par des chemins de fer,
- création des programmes de nettoyage de la pollution,
- élimination de l'énergie nucléaire et des dépenses de guerre.

Ces demandes et des revendications semblables sont au centre de l'ordre du jour du mouvement de la justice globale et des forums sociaux du monde, qui ont favorisé, depuis Seattle en 1999, la convergence des

mouvements sociaux et environnementaux dans une lutte commune contre le système capitaliste.

La dévastation environnementale ne sera pas arrêtée dans des salles de conférence et par des négociations de traités : seule l'action de masse peut faire la différence. Les ouvriers urbains et ruraux, les peuples du Sud et les peuples autochtones partout sont au premier rang de cette lutte contre l'injustice environnementale et sociale, combattant les multinationales exploiteuses et pollueuses, rendant illégale les produits de l'agrobusiness comme l'invasion des semences génétiquement modifiées, les combustibles organiques qui ne font qu'aggraver la crise alimentaire actuelle.

Nous devons promouvoir ces mouvements sociaux et environnementaux et établir la solidarité entre les mobilisations écologiques, anticapitalistes dans le nord et le Sud.

Cette déclaration écosocialiste est un appel à l'action. Les classes dirigeantes retranchées sont puissantes, pourtant le système capitaliste se manifeste chaque jour comme financièrement et idéologiquement en banqueroute, incapable de surmonter les crises économique, écologique, sociale, alimentaire et autres qu'il engendre. Et les forces de l'opposition radicale sont vivantes et essentielles. À tous les niveaux, national, régional et international, nous combattons pour créer un système alternatif basé sur la justice sociale et écologique.

Texte du Parti de Gauche (PG) :

Premier manifeste des assises de l'écocialisme

(février 2013)¹⁷

I. QU'EST-CE QUE L'ÉCOSOCIALISME ?

1 . Une alternative concrète et radicale. L'écocialisme n'est pas une utopie à laquelle le réel devrait se conformer. C'est la réponse humaine raisonnée à la double impasse dans laquelle est enfermée dorénavant l'humanité en raison des modes de production et de consommation de notre temps qui épuisent l'être humain et l'environnement. Elle appelle une pensée et une action politique radicale, au sens où elle doit aller à la racine des causes. Nous combattons donc les deux moteurs du système actuel : le capitalisme et le productivisme. Le capitalisme impose la marchandisation pour faire de toute chose une nouvelle source de dividendes. Il est ainsi responsable du creusement des inégalités sociales et de la mondialisation à l'œuvre, libérale et liberticide, où règne le dumping social et environnemental avec la délocalisation des pollutions et des altérations de l'écosystème. Le productivisme épuise les ressources naturelles et perturbe le climat. L'idéologie consumériste est son corollaire. Elle élève l'accumulation matérielle au rang de loi, à grands coups de publicité pour générer des besoins jamais rassasiés. Nous désignons les vrais coupables de ce système : l'oligarchie financière mondialisée, les gouvernements soumis aux lobbies des multinationales sans contrôle démocratique, les idéologues de la concurrence « libre et non faussée », du capitalisme vert et du libre-échange. Face à eux, l'écocialisme est une alternative pour sortir de la crise et imposer l'intérêt général humain : partager les richesses sans attendre, fonder une nouvelle économie des besoins et de la sobriété, préserver le climat, l'écosystème et sa biodiversité.

2. Un paradigme de l'intérêt général. Dans la réalité, avant toute idée humaine sur le sujet, l'être humain est partie intégrante de l'écosystème dans lequel il vit. Ils ne peuvent être dissociés. Il n'y a qu'un seul écosystème global compatible avec la vie humaine. Dès lors, nous sommes tous semblables dans notre dépendance à l'écosystème. Cette vérité

¹⁷ <https://www.lepartidegauche.fr/le-manifeste-pour-lecosocialisme-dans-toutes-les-langues/>

s'impose à tous, en dépit de nos différences de tous ordres. Il y a donc un intérêt général humain qui est lié à celui des autres espèces vivantes : préserver l'écosystème qui rend la vie humaine possible. Comment l'identifier sinon par la libre délibération collective ? Comment celle-ci pourrait-elle être libre si les uns dominent les autres, si des vérités révélées s'imposent en préalable ? Le paradigme écologiste appelle donc la démocratie, l'égalité sociale, la laïcité et le féminisme. Ce sont des conditions indispensables pour que le débat citoyen puisse avoir lieu sans intrusion de force oligarchique, dogmatique ou patriarcale. Enfin, dans la délibération pour déterminer l'intérêt général humain, chacun d'entre nous est appelé à dire non pas ce qui est bon pour lui mais ce qui est bon pour tous. Cela institue l'universalité des droits humains, la citoyenneté comme devoir et la République comme nécessité. Tel est le lien raisonné qui unit l'écologie politique et la République sociale universelle. C'est cette théorie politique globale que nous nommons écosocialisme. Il s'agit d'un humanisme et d'un universalisme socialiste et concret.

3. Une nouvelle synthèse politique à gauche. L'écosocialisme est un nouveau projet politique réalisant la synthèse d'une écologie nécessairement anticapitaliste et d'un socialisme débarrassé des logiques du productivisme. Il permet ainsi la jonction des grands courants de la gauche dans un nouveau paradigme politique. Nous avons besoin de ce projet de société alternatif au capitalisme. Il trace une ligne d'horizon dans la lutte pour une société d'émancipation et de progrès où le saccage de l'environnement et l'exploitation de l'homme par l'homme auront disparu. Notre projet écosocialiste prend en compte les besoins humains et les limites de la planète. Il repense l'utilité sociale de la production, nos manières de consommer, nos besoins réels, la finalité de nos produits et la manière de les produire.

4. Le renouveau du socialisme. Le socialisme a toujours visé l'émancipation de la personne humaine. Elle passe par le partage de la richesse, la démocratisation du pouvoir et l'éducation globale de chaque femme et chaque homme. Ce programme est toujours le nôtre. Mais nous savons dorénavant que l'émancipation ne peut être atteinte par la croissance sans fin : l'écosystème qui rend la vie humaine possible ne le permet pas. Ce constat oblige à définir un nouveau modèle de progrès en

rupture avec le système capitaliste. Doivent être *reposées non seulement le système de production et d'échange, mais aussi le contenu des productions et les modes de consommation*. Cette approche implique par conséquent l'ensemble de l'organisation sociale et politique. Elle nous oblige à penser de façon nouvelle ce qu'est véritablement le progrès humain dans la perspective de la préservation de l'écosystème. Dans ces conditions, nous proposons un nouvel énoncé de la stratégie émancipatrice pour le futur de l'humanité. Cette nouvelle conscience et son programme d'action sont l'écosocialisme. Ses méthodes sont la radicalité concrète, la planification écologique et la révolution citoyenne.

II. SORTIR DES IMPASSES IDÉOLOGIQUES

5. *Le mensonge du capitalisme vert, les risques de l'environnementalisme.* Notre écologie est sociale, elle prolonge les combats historiques de la gauche. Nous rejetons la mystification représentée par une certaine vision de l'écologie qui se veut compatible avec le libéralisme. Nous dénonçons le « capitalisme vert », qui sous couvert de développement durable offre un nouvel espace à la mainmise de la recherche du profit maximal, alimente la dynamique impérialiste et le court-termisme. Nous refusons le discours écologiste qui se contente de culpabiliser les individus. Il s'abstient ainsi de souligner la responsabilité majeure du productivisme sans frein. Il renonce à s'attaquer aux modes de production et de consommation capitalistes et refuse de voir qu'ils exploitent les plus précaires et pillent les pays du Sud. Nous refusons ce que serait une écologie de salon coupée des classes populaires, sans critique sérieuse de l'économie mondialisée, dépourvue de vision sociale et dès lors d'efficacité environnementale. Notre écologie à nous aborde les questions d'environnement en faisant systématiquement le lien avec la critique du système économique et avec les luttes sociales, en y impliquant l'ensemble des citoyens.

6. *L'impasse sociale-démocrate.* Nous réfutons la doctrine sociale-démocrate qui voudrait que toute redistribution des richesses passe d'abord par la relance de la croissance du PIB et la hausse de la consommation matérielle globale. C'est un double contre-sens. D'une part, elle maintient la puissance du capital financier et suppose que la répartition de la richesse s'organise à partir « des fruits de la croissance ». Elle ne s'attaque pas à l'accumulation déjà acquise. Or nous savons que

les richesses existent, et qu'il n'y a pas lieu d'attendre pour les redistribuer. Ce qui est en cause c'est l'accaparement de ces richesses via la prédation du capital. D'autre part, cette doctrine repose sur un modèle d'expansion infinie qui est un suicide de la civilisation humaine. Le PIB est un indicateur qui ne reflète pas le bien vivre dans une société. Il est bien sûr impératif que chaque être humain puisse accéder aux biens fondamentaux. Bien sûr, la relance des activités d'intérêt général est indispensable. Pour autant, la relance d'une croissance économique aveugle n'est pas de nature à répondre aux urgences sociales. Elle est encore moins souhaitable ni tenable du point de vue de la préservation de l'écosystème, des ressources naturelles et du climat. Nous n'attendons donc ni la reprise de la croissance ni les effets bénéfiques de l'austérité : nous ne croyons ni à l'une ni aux autres.

III. INSTAURER UNE NOUVELLE ÉCONOMIE POLITIQUE AU SERVICE DU PROGRÈS HUMAIN

7. Mettre l'économie au service des besoins. L'écosocialisme veut mettre l'économie et le système productif au service des besoins humains. En cela, il s'oppose à la « politique de l'offre » défendue par les libéraux. Nous refusons cette logique productiviste qui consiste à produire tout et n'importe quoi dans n'importe quelles conditions pour l'écouler sur un marché par des dépenses publicitaires. Comment ne pas voir aussi que dans cet objectif, pour augmenter ses profits, le système nous vend des produits programmés pour tomber en panne et devenir démodés de plus en plus vite ?

Comment supporter plus longtemps le gâchis des déchets croissants de notre civilisation ? Comment fermer les yeux sur le fait que beaucoup sont exportés vers les pays du Sud au détriment de la santé des populations et de leur environnement ? Nos décisions collectives doivent au contraire être guidées par la satisfaction des besoins réels. C'est le sens de la planification écologique. Elle inverse cette logique en partant des besoins, du devoir de préserver l'écosystème et du droit de tous à vivre dans un environnement sain. Elle met le système productif en adéquation avec ces impératifs.

8. Rompre avec les schémas de pensée traditionnels. L'écosocialisme remet en cause la dictature des intérêts particuliers et de la propriété

privée des moyens de production. Il questionne le rapport au travail. Nous prôtons l'appropriation sociale des moyens de production et les propositions alternatives de l'économie sociale et solidaire en termes d'autogestion et de coopératives. Nous défendons la souveraineté budgétaire et la nationalisation comme outil de politique publique, notamment en matière de services bancaires et de crédit. Indice de progrès humain, démondialisation et protectionnisme social et écologique, dotation inconditionnelle d'autonomie et salaire socialisé, revenu maximum autorisé sont autant de perspectives que nous avons à l'esprit pour sortir des sentiers battus et éviter le piège d'un accompagnement du système. Il nous faut également aller plus loin en matière de réduction drastique du temps de travail : « travailler moins pour travailler tous et mieux », fixer le plein emploi comme horizon tout en interrogeant les finalités du travail. Rien ne sert de travailler davantage que le temps utile à produire ce qui nous est nécessaire. Le temps ainsi libéré pourrait utilement être affecté à des activités considérées aujourd'hui comme « improductives » et pourtant combien essentielles au bien vivre.

9. Produire autrement. La révision en profondeur de notre système de production repose sur ce que nous appelons les « 4 R » : relocalisation de l'activité, réindustrialisation écologique, reconversion de l'outil industriel et redistribution du travail. De nombreux besoins non satisfaits existent : dans une industrie relocalisée, dans les services aux personnes, dans l'agro-écologie et l'agriculture paysanne au service de la souveraineté alimentaire et de la santé de tous, dans la recherche et les filières « vertes » visant à réduire notre dépendance aux ressources épuisables (écoconstruction, efficacité énergétique, rénovation thermique, énergies renouvelables. . .). Avec l'augmentation du chômage et la crise sociale, l'argument de l'emploi est trop souvent mis en avant contre l'impératif de la protection de l'environnement. C'est une absurdité : on voit aujourd'hui le coût économique et social du laisser-faire libéral, là où la relocalisation et la transition écologique permettraient au contraire de conserver, transformer ou créer de nombreux emplois, locaux et pérennes, dans tous les pays.

10. *Instaurer la règle verte comme boussole politique.* La « règle verte » est notre indicateur central de pilotage de l'économie. Elle remplace « la règle d'or » des politiques d'austérité et « d'ajustement structurel » imposés par la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, la Commission européenne et la Banque centrale européenne. Elle vise à assurer notre responsabilité devant l'humanité et son écosystème en supprimant la dette écologique. Elle associe la nécessaire réduction de certaines consommations matérielles et la nécessaire relance de certaines activités avec la prise en compte systématique de l'empreinte écologique générée. En plus des dégâts déjà commis à rattraper en matière d'émissions de gaz à effet de serre et de perte de biodiversité, nous adoptons comme moyen d'évaluation des politiques publiques, de retarder chaque année le « jour du dépassement global ». Il s'agit de la date où nous avons prélevé à l'échelle mondiale le volume de ressources renouvelables égal à ce que la planète est en mesure de régénérer et où nous avons produit les déchets qu'elle est capable de digérer. Notre objectif est de la repousser au 31 décembre, c'est-à-dire de neutraliser notre empreinte écologique. Cela implique la réduction drastique des émissions de gaz à effet de serre et l'arrêt du nucléaire qui produit des déchets radioactifs que nul ne sait gérer et qui comporte des risques inacceptables pour les êtres humains comme pour l'écosystème.

IV. CONSTRUIRE LA RÉVOLUTION ÉCOSOCIALISTE

11. *Les luttes doivent converger.* Notre objectif de rupture civilisationnelle impose que l'action politique soit le fait du plus grand nombre. Il s'agit de rassembler et d'agir, non de se contenter d'avoir raison entre convaincus, ou pire, de dresser les uns contre les autres : nous nous situons aux côtés des salariés et des exclus du système qui résistent et sont porteurs de projets alternatifs sociaux et environnementaux. La reconversion écologique ne se fera pas sans eux, encore moins contre eux. Nos adversaires dans cette bifurcation radicale de société ne sont pas les chercheurs ou les salariés de l'industrie, mais bien les banques, les multinationales et les actionnaires qui orientent la production en fonction de leurs intérêts privés et non de l'intérêt général.

12. *Lutter et résister pour inventer.* La révolution écosocialiste combine propositions programmatiques et présence dans les luttes sociales et

environnementales, aux côtés de toutes celles et ceux qui résistent. Les citoyens engagés dans ce projet s'impliquent dans le développement d'expérimentations et alternatives concrètes : circuits courts, associations pour le maintien de l'agriculture paysanne, soutien aux ceintures vivrières et actions contre l'artificialisation des sols, collectifs de villes en transition, reprise d'entreprises par les salariés, systèmes d'échanges locaux, épargne citoyenne et monnaies complémentaires, habitat collectif et co-voiturage. . . Ils sont actifs dans des actions de désobéissance civique non violente, opérations anti-publicité ou réquisitions de logements vides. Les élus du peuple pour le projet écosocialiste s'engagent dans une démarche cohérente entre leurs discours et leurs actes. Ils font vivre la gauche par l'exemple en prenant des mesures d'interdiction de la publicité, de retour en régie publique de l'eau, de renchérissement du mésusage ou encore d'extension de la gratuité des services publics.

13. *Mettre en œuvre la planification écologique.* La planification écologique impose la prise en compte du temps long et la maîtrise publique, le tout placé sous contrôle des citoyens, travailleurs et usagers. Le problème n'est pas l'industrie, la recherche ou la technique en soi, mais bien l'absence de choix et de contrôle citoyen. Une révolution citoyenne est nécessaire pour conquérir cette capacité de contrôle. Tel est le mélange détonant d'utopisme révolutionnaire et de technicité auquel nous aspirons. Le Plan écologique donne la possibilité d'organiser la bifurcation vers un autre mode de développement, en interrogeant nos besoins et en réorientant production, échange et consommation en vertu de leur utilité sociale et écologique. Le secteur de la recherche doit se réorganiser autour de l'intérêt général et des besoins réels, et inventer de nouvelles formes participatives par le biais par exemple de conventions de citoyens. L'école publique, à travers les voies professionnelles, technologiques et générales, doit organiser l'élévation des connaissances et des qualifications à tout âge afin de réussir cette bifurcation et faire émerger de nouvelles filières. Des « conférences de participation populaire » doivent être organisées pour redéfinir les critères d'utilité sociale et environnementale et l'articulation entre les différents échelons, des politiques européennes aux actions locales. La planification écologique organise l'intervention continue des salariés dans la gestion

des entreprises, dans le prolongement de la convergence croissante des luttes sociales et environnementales.

14. Pas d'égalité et de République sociale possibles sans Constituante ! Nous affirmons l'exigence d'un haut niveau de culture commune par l'école publique incluant l'éducation à l'environnement. Sinon comment rendre possible l'émancipation individuelle et collective, seule à même de permettre le consentement à un contrat social partagé par tous ? Le projet écosocialiste réaffirme le rôle de l'État, de la collectivité et des services publics, indispensables pour planifier la rupture, construire une société émancipatrice et garantir l'égalité d'accès aux droits fondamentaux pour tous, partout. Ils doivent être refondés par le moyen d'une assemblée constituante. Celle-ci doit renouveler de fond en comble les formes institutionnelles et mettre en place les moyens démocratiques qui rendront possibles l'implication citoyenne permanente et la souveraineté populaire en tous domaines. Car la tâche révolutionnaire est immense. Nous appuyons en effet la mise en place d'un « ménagement » du territoire à rebours de l'étalement urbain, de la concentration des populations dans des mégalofoles et de la mise en concurrence des territoires. Nous militons pour un nouvel urbanisme qui rapproche les fonctions indispensables au « bien vivre » (services publics de santé et d'éducation, logement, activité professionnelle, culture et loisirs, biodiversité, agriculture paysanne). Nous refusons la marchandisation du vivant et les OGM, ainsi que la financiarisation des biens communs comme l'eau, l'énergie et le savoir, et la privatisation des services publics. Ceux-ci doivent faire l'objet d'une gestion publique en repensant l'articulation entre l'État, garant de l'égalité républicaine, les collectivités locales et l'action des citoyens, syndicats, associations et usagers.

15. Mener la bataille culturelle. Le projet écosocialiste mène son combat idéologique par l'éducation populaire. Il veut décoloniser l'imaginaire. Il dénonce la programmation d'un individu-consommateur docile, soumis aux avis de prétendus experts et aux impératifs du productivisme qui nous fait désirer des productions nuisibles et inutiles, fabriquées à l'autre bout de la planète dans des conditions de travail indignes et sous des législations environnementales défailantes voire inexistantes. Il combat les bras armés du productivisme que sont la publicité, avec son cortège de

marchandisation des corps et de sexisme, la mode et les médias, relayés par les organismes de crédit, qui nous conditionnent et nous soumettent à une injonction d'achat et de gaspillage permanents. Cette bataille idéologique est aussi une bataille de vocabulaire. Nous refusons la politique de l'oxymore et la novlangue libérale : le « prix du travail » qui devient un « coût », les cotisations sociales des « charges », les « gardiens de la paix » renommés « forces de l'ordre », la vidéosurveillance « vidéoprotection », ou encore le nucléaire déguisé en énergie « propre et décarbonée ».

16. Faire sauter le verrou des traités libéraux. À l'échelle mondiale, nous dénonçons les accords promus par l'Organisation mondiale du commerce, accords de libre-échange et accords de partenariat économique qui contribuent à l'épuisement des ressources naturelles, à l'exploitation des peuples du Sud et au dumping social dans les pays dits développés. Parce qu'elle est la première zone économique du monde, l'évolution de l'Union européenne implique toute la planète. Sa politique libérale est verrouillée par les traités actuels et les plans d'austérité. Établis sous la houlette de lobbies économiques et financiers, ils ont tous en commun de prévoir la disparition des services publics, l'extension du domaine marchand et du libre-échange. Cela provoque à la fois gâchis dû aux compétitions mercantiles, et destruction des services publics et biens communs au profit des intérêts privés. L'Europe libérale et austéritaire empêche aussi de maîtriser et d'orienter le contenu de la production et de l'échange vers des objectifs de progrès humain. Dans ces conditions, nous assumons qu'une politique écosocialiste en Europe passe par la désobéissance à l'Europe libérale et à ses directives. Il faut pour cela construire d'autres rapports de force entre les citoyens, le pouvoir de la finance et celui des institutions anti-démocratiques de l'Union européenne. Si l'échelon européen peut être pertinent pour de grandes politiques environnementales et sociales, leur mise en œuvre ne sera possible que par la construction d'une autre Europe, sous le contrôle démocratique des peuples.

17. Porter un combat internationaliste et universaliste. Il n'y a qu'un seul écosystème compatible avec la vie humaine. Il faut en tirer les conséquences dans tous les domaines. Les décisions prises à un endroit sur la planète ont des répercussions partout ailleurs. Le projet écosocialiste

implique la reconnaissance de la responsabilité des pays dits du Nord, de l'Organisation mondiale du commerce, du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale vis à vis des peuples dits du Sud. Il dénonce la compétition organisée en lieu et place de la coopération, le productivisme et ses effets sur le climat mondial, le pillage des ressources naturelles, l'accaparement des terres arables, ou encore l'austérité imposée par la Troïka. Il induit la reconnaissance de la Déclaration universelle des Droits de l'homme et la création d'un Tribunal international des crimes contre l'environnement. L'écosocialisme nous impose de contribuer aux débats liants politiques de développement et de progrès social, et préservation de l'environnement. Pour cela, nous soutenons et nous inspirons des alternatives à l'étranger : révolutions citoyennes et Printemps arabe, refus de la dette et des monopoles médiatiques en Argentine, assemblée constituante en Islande et au Vénézuëla, initiative Yasuni ITT pour laisser le pétrole sous terre en Équateur. . . Les savoirs, l'expérience et les méthodes acquises dans ces situations doivent pouvoir converger. Le projet écosocialiste doit pouvoir être porté par un forum mondial qui en fasse le but de la révolution citoyenne de notre temps.

18. Mener la révolution citoyenne pour l'écosocialisme. Compte tenu de l'ampleur de son objectif, la remise en cause du modèle productiviste capitaliste ne peut résulter d'une simple alternance électorale et de décisions venues d'en haut. Elle implique une refonte radicale des institutions incluant scrutins à la proportionnelle, parité et non cumul des mandats permettant au peuple d'être effectivement représenté dans toutes ses caractéristiques. Il s'agit de mettre au pas l'oligarchie et d'assurer, en toutes circonstances, la souveraineté populaire par une démocratie réelle. Cela exige que les majorités parlementaires écosocialistes conjuguent leur action avec des mouvements d'implication populaire dans tous les domaines de la vie de la société. Cette réappropriation de l'initiative politique et citoyenne par chaque femme et chaque homme, dans le but de déterminer partout et sur tous les sujets quel est l'intérêt général, c'est ce que nous nommons la révolution citoyenne. C'est une révolution. Car elle se propose de changer les formes de la propriété, le système institutionnel et la hiérarchie des normes juridiques, sociales et environnementales qui organisent la société et

l'économie. Elle est citoyenne. Car elle veut donner le pouvoir à chacun non pour l'intérêt d'une catégorie sociale en particulier mais pour le bien de tout humain, et car elle se donne des formes institutionnelles et se soumet au suffrage universel, dans le pluralisme politique. Nous refusons que le désespoir et la colère ne basculent du côté de la haine. Ni avant-garde éclairée, ni dictature verte, ni repli ethniciste, nous défendons donc la voie démocratique de la révolution citoyenne. Le peuple n'est pas le problème, il est la solution. Le pire dommage de la crise actuelle de la civilisation humaine serait que l'humanité soit incapable de s'ouvrir à la voie d'un autre futur. L'écosocialisme peut être celui-ci. Qu'il fleurisse !

**Texte d'organisation syndicales et environnementales :
Plus jamais ça, 34 mesures de sortie de crise (mai 2020)¹⁸**

¹⁸ <https://france.attac.org/nos-publications/notes-et-rapports/article/plus-jamais-ca-34-mesures-pour-un-plan-de-sortie-de-crise>

Mesure 1 : La gratuité des masques et l'accès aux tests pour toutes et tous

Nous demandons la distribution gratuite des masques pour toutes et tous, à la charge des entreprises pour les salarié·es et à la charge de l'État, sous le contrôle des collectivités territoriales, pour le reste de la population. Les profits de la grande distribution sur un bien essentiel ne sont pas acceptables. La gratuité des tests et leur accessibilité doivent être garantis. Partout l'accès au gel et aux points d'eau doivent être effectifs. Les protections nécessaires aux personnels soignants doivent être enfin disponibles. Enfin, un plan de production du matériel nécessaire doit être engagé avec réquisition des usines et entreprises en capacité de produire masques et matériel médical, ce qui commence par l'arrêt de tous les PSE et fermetures de sites (exemples de Plaintel, Luxfer ou Famar).

Mesure 2 : Un plan d'urgence pour l'hôpital public

La preuve vient d'être donnée que le système de santé d'un pays peut générer ou au contraire compenser les inégalités. Dans ce système global, l'hôpital public est un outil indispensable pour que l'Etat puisse garantir l'accès gratuit aux soins de qualité sur l'ensemble du territoire. Il faut en urgence former et embaucher du personnel avec un 1er plan de 100 000 recrutements, augmenter les salaires en assurant l'égalité avec les personnels étrangers, supprimer la sélection et créer des places dans les formations de santé, annuler la dette des hôpitaux et augmenter leurs budgets d'au moins 5 %. Ces premières mesures doivent permettre d'améliorer le fonctionnement de l'ensemble des services et d'ouvrir des lits en nombre suffisant au quotidien comme en période de crise sanitaire. Tous les plans de restructuration et de fermetures de sites ou de services doivent être stoppés et une logique de coopération doit être mise en place.

Mesure 3 : Un plan contre les violences faites aux femmes

Dès l'annonce du confinement, les associations féministes ont alerté les pouvoirs publics des risques accrus de violences familiales. Elles n'ont pas été entendues, les difficultés rencontrées avant le confinement ont été

amplifiées. Il est de la responsabilité du gouvernement de soutenir massivement le recours à l'ordonnance de protection pour éloigner les partenaires violents, d'assurer un accueil permanent pour les femmes et les enfants dans chaque commune, de garantir les moyens pour les associations de terrain. Un programme de prévention doit être engagé en concertation avec ces associations : formation des policier·es, des magistrat·es, des personnels soignants afin que le recueil de la parole en matière de violences de genre et à leur identification soient garantis.

Mesure 4 : Garantir la sécurité au travail

Pendant le confinement puis le déconfinement les travailleur·euses ont été mis en danger au travail. Les principes de précaution doivent s'appliquer tout comme les obligations de sécurité des employeur·euses, ce qui passe par le rétablissement complet de leur responsabilité pénale qu'ils soient privés ou publics. L'activité doit être suspendue jusqu'à la mise en place des mesures de protection en association avec les représentant·es des salarié·es et il faut assurer le droit effectif des travailleur·euses à utiliser leur droit de retrait en cas de danger grave et imminent. Chaque travailleur·euse touché·e par le virus doit bénéficier de la reconnaissance automatique en accident du travail ou en maladie professionnelle. L'inspection et la médecine du travail doivent être renforcées, avec la garantie de leur indépendance vis-à-vis des employeur·euses. Les pouvoirs des représentant·es du personnel doivent être aussi renforcés par le rétablissement et l'élargissement des prérogatives des CHSCT qui sont un outil d'alerte et de contrôle important.

Mesure 5 : La levée de l'État d'urgence sanitaire

La logique de protection, nécessaire en période de crise, est trop souvent remplacée par une volonté de contrôle et de pénalisation. L'état d'urgence sanitaire est un monstre juridique qui donne des pouvoirs considérables à l'exécutif, dessaisit le Parlement et fait reculer l'accès à la justice, il faut mettre fin notamment aux mesures liberticides et régressives qu'il contient en urgence ! La multiplication des contrôles a pesé fortement dans les quartiers populaires, qui sont aussi ceux qui regroupent les « premier·ières de corvée », générant des violences policières. Il y a urgence à rétablir les libertés individuelles et collectives de se déplacer, de se

réunir et de manifester. Une communication scientifique sur le virus doit permettre d'avoir accès aux informations permettant de se protéger, sans qu'il soit recouru à des mesures de confinement individuel imposé ou de fichage, sans respect du droit au secret médical.

Mesure 6 : Le renforcement des droits des travailleuses et des travailleurs

Sur les lieux de travail, comme ailleurs, l'urgence sanitaire s'est traduite en une perte de droits (aux congés, d'intervention, de circuler pour les représentant-es syndicaux, etc.), l'ensemble des mesures dérogatoires doivent être levées. La crise doit au contraire pousser au renforcement des droits et de la protection des travailleur·euses, quels que soient leur statut, leur nationalité. Les travailleur·euses détaché·es doivent bénéficier des mêmes droits que ceux du pays d'accueil. Il faut rétablir l'aide à la recherche du premier emploi pour les jeunes. Les plus précaires sont celles et ceux qui ont été les plus contraint·es de poursuivre leur activité même si elle les mettait en danger, les travailleur·euses indépendant·es sont vulnérables face à un arrêt brutal de l'économie. Nous demandons un alignement de leur protection et droits sociaux sur le régime général. Par ailleurs, l'accès à l'assurance chômage doit permettre une vie digne.

Mesure 7 : Pour les droits des femmes et contre le sexisme

Le confinement a démontré combien les femmes jouent un rôle essentiel dans notre société. Elles sont sur représentées dans nombre de professions essentielles, des infirmières aux aides à domicile, des enseignantes aux caissières. L'égalité de leurs droits n'est pour autant pas encore effective que ce soit au travail ou dans la société. Une réelle protection contre le harcèlement sexiste et sexuel au travail doit être mise en place : procédures internes et application de la loi, formation spécifique pour les personnels. La situation exceptionnelle de crise sanitaire nécessite des délais rallongés pour l'accès à l'IVG. L'éducation à l'égalité femmes-hommes dès le plus jeune âge doit être une priorité. Les femmes sont sous-représentées et invisibilisées dans les lieux de pouvoir, comme a pu le démontrer la crise du Covid-19, alors qu'elles sont en première ligne. Le gouvernement doit prendre des mesures ambitieuses en faveur de l'égalité et de la parité pour assurer une juste représentation des femmes.

Mesure 8 : Pour les droits des étranger·ères et personnes incarcérées

La régularisation des sans-papiers et la fermeture des CRA doivent permettre l'accès aux droits et d'éviter les contaminations. Des mesures immédiates pour répondre à l'accueil des réfugié·es et sans papiers (logements, aide à la reprise de formation...) doivent être prises. Il est urgent aussi, pour limiter les risques de crise sanitaire en détention, de réduire drastiquement le nombre de personnes détenues. Il faut limiter le nombre des entrées : privilégier les peines alternatives à l'incarcération, limiter fortement les audiences de comparution immédiate, particulièrement pourvoyeuses d'incarcération. En parallèle, il faut faire sortir de prison toutes les personnes qui peuvent l'être : libération sous contrôle judiciaire des prévenu·es, aménagements de peine et anticiper la libération des personnes en fin de peine.

Mesure 9 : Une hausse des salaires

La justice sociale passe par une hausse conséquente des salaires, pour que chacun·e puisse vivre dignement de son travail. De façon générale nous voulons des hausses de salaires et non des primes : comme première mesure l'augmentation uniforme et égale pour toutes et tous avec un minimum de 200 euros, pas de salaires en-dessous de 1700 euros nets, le dégel et hausse du point d'indice pour la fonction publique. La prise en compte de l'expérience et des savoir-faire de chacun·e et la reconnaissance des diplômes et formations. Pour permettre à chacun·e d'avoir accès à un minimum décent, il est nécessaire de poser des limites à l'inégalité des revenus, donc d'instaurer un plafonnement des salaires et des revenus et de fixer un écart maximum entre le plus haut salaire et le salaire minimum, prenant en compte le salaire médian ; l'écart doit être rendu public et faire l'objet d'un débat démocratique.

Mesure 10 : Le maintien des droits pour les intermittent·es, l'indemnisation des chômeur·euses

La réforme de l'assurance chômage et le décret du 28 décembre 2018 sur le contrôle des chômeur·euses doivent être abrogés. Le décompte des périodes d'indemnisation, y compris pour les intermittent·es doit être suspendu pendant toute la crise actuelle avec maintien des droits. Le

chômage partiel doit être indemnisé à 100 % et les sociétés d'intérim doivent y avoir accès pour que les intérimaires soient protégé·es. Tous les travailleur·euses, CDD, intérimaires, vacataires, indépendant·es doivent être protégé·es. Pour les intermittent·es, il faut prolonger les droits de toute la période d'impossibilité de travailler normalement, allongée d'un an. Il faut également soutenir celles et ceux qui n'ont pu obtenir une ouverture de droits à cause de la crise.

Mesure 11 : La réduction et le partage du temps de travail

Le partage du temps de travail est indispensable pour donner accès à toutes et tous au travail et gagner en qualité de vie. Nous souhaitons que le temps de référence soit les 32 h hebdomadaires, sans perte de salaire ni flexibilisation. Les travailleur·euses doivent disposer d'un statut protecteur (CDI), avec un encadrement plus important des CDD abusifs. Nous sommes pour une surcotisation des employeur·euses qui imposent le temps partiel, de manière à en limiter le champ et étendre les droits à la retraite des employé·es concerné·es. Le télétravail doit être fortement encadré par des accords collectifs avec prise en charge du matériel, des frais induits et le contrôle du temps de travail.

Mesure 12 : L'interdiction des licenciements dans les entreprises qui font du profit

Nous revendiquons la création d'un droit de veto des CSE sur les licenciements qui ne sont pas justifiés par des difficultés économiques graves et immédiates. La distribution de dividendes doit être un motif d'interdiction des licenciements (interdiction des licenciements boursiers). Le donneur d'ordre général a une responsabilité vis-à-vis de la sous-traitance qui lui est dépendante, y compris à l'international. Nous sommes particulièrement vigilant·es vis-à-vis des montages juridiques qui organisent les pertes comptables et/ou l'insolvabilité.

Mesure 13 : La revalorisation immédiate des salaires et des carrières des femmes

L'inégalité salariale touche massivement les femmes. Il faut multiplier les bilans chiffrés des rémunérations par genre, niveau et catégorie professionnelle. Nous souhaitons une revalorisation immédiate des

salaires et carrières des femmes. Cette revalorisation doit être généralisée dans les métiers à dominante féminine, avec l'engagement à court terme de négociations professionnelles dans les branches concernées prévoyant des mesures de rattrapage et des grilles de rémunération revalorisées couvrant l'ensemble de la carrière. Les femmes sont particulièrement pénalisées dans leurs carrières : nous voulons l'élaboration de véritables parcours professionnels sans barrages. Il faut mettre en place des objectifs annuels de diminution des écarts et des augmentations en somme uniforme, des mesures pour les bas salaires, contre le temps partiel imposé. Les salaires doivent continuer leur progression pendant la période de maternité ou d'adoption. Allonger significativement la durée du congé paternité pour limiter l'impact négatif de la maternité sur la carrière des femmes et rééquilibrer les rôles au sein des foyers. Le gouvernement doit mettre en place la stricte parité au sein des conseils d'administration et des comités de direction des grandes entreprises.

Mesure 14 : Pour la création d'emplois dans l'agriculture

La transition vers une alimentation suffisante et de qualité se fera grâce à une augmentation considérable des emplois agricoles : nous voulons 1 millions de paysan·nes ! Pour atteindre cet objectif, le métier de paysan·nes doit redevenir attractif, en garantissant un revenu décent. Cela implique de réguler et répartir les volumes de production et l'élaboration d'une loi interdisant l'achat en dessous du prix de revient. Une refonte en profondeur de la Politique Agricole Commune est impérative : les aides doivent être calculées par actif et non par hectare, plafonnées, conditionnées sur le plan social, et soutenir des pratiques agroécologiques. Enfin le maintien des services publics en zone rurale permettra l'amélioration du cadre de vie. Ces mesures doivent être doublées d'une politique d'installation massive de paysan·nes, avec une loi qui protège le foncier agricole (zéro artificialisation nette des sols), le répartisse équitablement et en garantisse l'accès aux nouveaux·elles entrant·es. Une réforme de l'enseignement et de la formation est nécessaire pour mieux intégrer les enjeux écologiques. Une politique d'incitation et d'accompagnement à la transmission des fermes doit être menée.

Mesure 15 : Pour un droit garanti au revenu et à la protection sociale pour toutes et tous

L'ensemble des minimas sociaux et des aides sociales doit être massivement revalorisé pour lutter contre la pauvreté. Le RSA doit être ouvert aux moins de 25 ans. De façon générale, les jeunes travailleur·euses, qu'ils et elles soient ou non en formation, doivent bénéficier des mêmes droits que le reste de la population. Il faut aller vers une protection sociale universelle qui intègre une amélioration des droits et des prises en charge pour toutes et tous, grâce au financement par les cotisations sociales. Les droits à la protection sociale doivent être individuels.

Mesure 16 : Pour l'accès à une alimentation de qualité pour toutes et tous

Dans une situation d'urgence comme celle-ci, les restaurations collectives qui ne tournent pas à plein régime doivent être réquisitionnées pour la préparation de repas à destination de toutes les personnes en situation de précarité alimentaire. Face à une dualisation entre des produits de qualité, locaux et bios accessibles à une fraction aisée de la population, et une nourriture industrielle, standardisée, de mauvaise qualité nutritionnelle pour les populations à faible pouvoir d'achat, dont une majorité de femmes, la création d'une branche alimentation dans le régime général de la sécurité sociale, telle qu'elle a été pensée en 1945, doit être explorée.

Mesure 17 : Pour l'accès et le droit au logement de qualité pour toutes et tous

Pour respecter le droit à un logement décent, durable, accessible, autonome et stable pour tous et toutes ainsi que réparer les dégâts de la crise sanitaire, il faut commencer par cesser les expulsions. Un moratoire des loyers et des traites doit être prononcé, avec apurement des dettes (1 à 2 milliards) pour les centaines de milliers de locataires et accédant·es en difficulté et rétablir les montants des APL. La réquisition des logements vacants spéculatifs et le respect de la loi DALO doivent être appliqués par le gouvernement. Nous voulons rendre effectif le droit à l'hébergement jusqu'au logement pour les sans-logis et les mal logé·es. La réalisation de 250 000 HLM et l'isolation complète et performante de 500 000 passoires

thermiques chaque année est urgente. Enfin, l'encadrement des loyers à la baisse, la taxation des profits immobiliers et fonciers permettront de juguler le logement cher et la gentrification.

Mesure 18 : Engager des annulations de dettes des pays les plus pauvres

Pour les pays à revenu faible ou intermédiaire, il est possible de dégager environ 400 milliards de dollars en annulant les remboursements pour l'année 2020. La suspension décidée en avril par le G20 est insuffisante. Elle ne concerne que la dette bilatérale de 76 des pays et ne consiste qu'en un report, et non une annulation des paiements. Les risques d'une crise de la dette demeurent donc, les impacts économiques de la crise du Covid sur ces pays étant susceptible de perdurer bien au-delà de 2020. Cependant la décision de ce moratoire par le G20 prouve qu'un accord commun sur l'annulation de la dette au niveau international est possible. Pour ce faire, la France doit pousser en ce sens et le G20 devra contraindre juridiquement les créanciers privés, détenteurs d'une part significative de la dette des pays pauvres, à respecter cette mesure pour accroître la transparence mais aussi la possibilité pour les organisations de la société civile des pays du sud de contrôler l'utilisation faite de ces sommes.

Mesure 19 : Pour un fonds d'aides internationales

En cohérence avec les plans de réponse des différentes agences des Nations Unies, la France doit fournir des financements additionnels en dons au juste niveau de son poids économique mondial. Cela signifie une aide supplémentaire d'au moins 14,5 milliards d'euros par an. De plus, compte tenu de la future crise du surendettement des pays du Sud, la France doit favoriser exclusivement les dons dans son aide publique au développement à destination de pays surendettés ou présentant un fort risque de surendettement selon le FMI. Enfin cette crise doit être l'occasion de porter définitivement et sur le long terme l'aide publique au développement française à 0,7 % de son RNB. Un objectif vieux de 50 ans nécessaire afin de renforcer les systèmes de santé des pays du Sud, réduire les inégalités entre les femmes et les hommes et d'aider à se préparer face aux crises climatiques à venir qui rendront encore plus vulnérables les populations.

Mesure 20 : La mutualisation des savoirs et des brevets pour garantir l'accès mondial à l'innovation et la coopération sur les biens médicaux

Il est primordial que la France mais aussi tous les ministres de la santé à travers le monde renouvellent les engagements pris lors de la fondation de l'Organisation mondiale de la santé, où tous les États ont convenu d'assurer « le meilleur état de santé possible en tant que droit fondamental de tout être humain ». Il faut garantir une coopération internationale en faveur de l'accès à toutes et tous aux traitements du Covid-19 en rendant obligatoire la mutualisation des savoirs et des brevets issus de la recherche contre le coronavirus, notamment en y conditionnant les subventions publiques pour faire primer l'intérêt général sur les intérêts des grands groupes pharmaceutiques. Un plan ambitieux de production et de distribution des futurs traitements et vaccins est nécessaire pour garantir l'accès universel, gratuit et juste partout dans le monde. Il faut aussi augmenter l'aide publique au développement en faveur du renforcement des systèmes de santé et du recrutement de personnels médical.

Mesure 21 : Pour la souveraineté alimentaire pour tous les peuples

La souveraineté alimentaire désigne la capacité et le droit des populations à décider de leur alimentation, et donc à déterminer le système alimentaire depuis les champs jusqu'à la table, sans nuire aux agricultures des autres. En particulier, sans politique commerciale extérieure agressive envers les pays Tiers. Elle se construit démocratiquement avec l'ensemble des acteur·rices du paysage agricole et alimentaire et avec une participation active des populations. Cela signifie notamment : l'arrêt des exportations de l'Union européenne à bas prix et de toutes les politiques de dumping alimentaire, la fin de l'accaparement des terres agricoles, le libre accès aux semences et un accès garanti et équitable au foncier agricole et le maintien de l'eau comme un bien public à répartir durablement.

Mesure 22 : Pour une politique monétaire et prudentielle au service des besoins sociaux et environnementaux

En achetant massivement les actifs de grandes entreprises et en finançant toutes les banques sans condition, la Banque Centrale Européenne (BCE)

participe à la formation de bulles spéculatives, accentue la crise climatique et refuse de soutenir les plus vulnérables. Elle doit exclure les entreprises les plus polluantes (telles que Total, Shell ou ENI) de ses achats, les rediriger vers les secteurs socialement et écologiquement bénéfiques, refuser de refinancer les banques contre des actifs polluants et conditionner ce refinancement à des taux quasi nuls pour les emprunteurs. Cela ne sera pas suffisant. Pour financer la sortie de crise, soutenir les citoyen·nes, la transition écologique et éviter l'austérité forcée, la BCE doit permettre aux États et collectivités de s'affranchir des contraintes de la dette. Le rachat de dette publique en lui donnant le statut de dette perpétuelle avec un taux d'intérêt nul (ce qui reviendrait de fait à une annulation des dettes publiques) et le financement direct des plans d'urgence et de reconversion des États et collectivités locales par la création monétaire, sont autant de leviers nécessaires pour s'affranchir des marchés, financer la solidarité et la transition écologique. La question de la dette doit faire l'objet d'audits citoyens pour décider le meilleur moyen de s'affranchir du diktat des marchés financiers, sans que cela mène à l'appauvrissement des populations les plus vulnérables et la catastrophe écologique.

Mesure 23 : Réguler les activités bancaires

Afin de construire la résilience du système financier, le gouvernement doit s'assurer dès son plan de relance que les acteurs financiers cessent d'alimenter les futurs chocs climatiques, économiques et financiers. Comme le proposait une directive européenne, les activités de dépôt et d'affaires des banques doivent être séparées et les grandes banques doivent faire l'objet d'une supervision accrue. En particulier, les opérations spéculatives menées par les banques d'affaires doivent être interdites. La distribution de dividendes et bonus par les acteurs bénéficiant de fonds publics doit aussi l'être. Par ailleurs, l'État doit encadrer les activités des acteurs financiers privés et publics dans les énergies fossiles. Le gouvernement doit exiger des acteurs financiers des plans d'alignement sur une trajectoire de réchauffement de 1,5 °C, incluant l'arrêt immédiat de leurs soutiens au développement de nouveaux gisements ou projets d'énergies fossiles ainsi qu'une sortie totale du charbon d'ici 2030 et de toutes les énergies fossiles d'ici 2040 dans l'OCDE, 2050 dans le monde.

Un pôle public financier au service de l'intérêt général et sous contrôle démocratique pourrait être créé en transformant le nouveau pôle formé par la Caisse des Dépôts, La Poste et la CNP afin que l'épargne populaire soit investie sur le long terme selon des priorités sociales et environnementales.

Mesure 24 : Pour une imposition plus juste et progressive des revenus et du patrimoine

La transformation de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) en impôt sur la fortune immobilière (IFI) est la mesure symbolique du Président des riches et de l'injustice fiscale. Nous ne proposons pas simplement de restaurer l'ISF, qui comportait de nombreuses niches fiscales, mais de le transformer pour qu'il soit plus juste et rapporte significativement plus, de l'ordre de 10 milliards d'euros selon certaines estimations. De plus, supprimer le prélèvement forfaitaire unique pour rétablir la progressivité de l'impôt sur les revenus financiers et rendre l'impôt sur le revenu plus progressif permettraient de dégager des ressources supplémentaires et de faire contribuer les plus riches à la solidarité nationale.

Mesure 25 : Lutter efficacement contre la fraude et l'évasion fiscale

La fraude et l'évasion fiscales représentent chaque année un manque à gagner d'au moins 80 milliards d'euros en France. Pour y remédier, il faut commencer par arrêter de supprimer des emplois et renforcer les moyens juridiques et humains des administrations fiscales, douanières et judiciaires. L'évasion fiscale des multinationales, provenant du transfert artificiel des bénéfices dans les paradis fiscaux est estimée à au moins 36 milliards d'euros. Instaurer une taxation unitaire des multinationales permettrait de taxer leur bénéfice au niveau du groupe, puis de répartir l'imposition là où elle réalise ses activités, en y intégrant la dimension « numérique ». Un taux d'imposition minimum effectif juste et ambitieux permettrait de mettre en terme à la concurrence fiscale déloyale. Ce taux doit faire l'objet d'un débat démocratique.

Mesure 26 : Renforcer la taxation des transactions financières

Une taxe sur les transactions financières est un projet actuellement négocié par 10 pays de l'Union européenne. En taxant les transactions sur les actions, les produits structurés et certains produits dérivés, ces 10 pays pourraient dégager 36 milliards d'euros par an, dont 10,8 milliards pour la France. À titre de comparaison, la « TTF française », qui ne concerne que les actions, rapporte environ 1,6 milliard d'euros par an. La mise en place d'une TTF européenne élargie aux produits dérivés et à l'intraday pourrait permettre à la France de récupérer plus de 9 milliards d'euros par an. Taxer les transactions financières permettrait également de freiner la spéculation, contribuerait à réduire la taille et l'instabilité des marchés financiers et, ainsi, à réduire le pouvoir de la finance. Cette taxe devrait être affectée à la solidarité internationale et environnementale.

Mesure 27 : Supprimer les niches fiscales inutiles et les exonérations nocives pour le climat, la biodiversité et la lutte contre les inégalités

Les niches fiscales et les régimes dérogatoires remettent en question le principe d'égalité devant l'impôt : il faut non seulement connaître leur existence pour en bénéficier, mais elles bénéficient aussi majoritairement aux catégories les plus aisées et aux plus grandes entreprises. Les niches fiscales représentent aujourd'hui 140 milliards d'euros. Il en existe des centaines pour lesquelles les bénéfices sur la réduction des inégalités, la création d'emploi, la lutte contre les changements climatiques et l'érosion de la biodiversité ne sont pas prouvés. Il est nécessaire d'évaluer cet impact, pour supprimer progressivement les niches fiscales qui leur sont inutiles voire néfastes.

Mesure 28 : Une loi pour soumettre les entreprises à l'Accord de Paris et interdire les dividendes climaticides

Une loi doit être soumise au parlement, afin d'imposer des trajectoires de réductions d'émissions de GES et de réorienter les activités vers la transition écologique. Elle doit concerner les entreprises des secteurs de l'extraction, de la production, et des services (en premier lieu les entreprises soumises à la loi sur le devoir de vigilance), s'appliquer à l'ensemble des activités et investissements, impacts et émissions en France comme à l'étranger. Elle devra prévoir l'obligation de trajectoires annuelles de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour

respecter l'objectif de limitation à 1,5 °C, le non-respect de ces obligations entraînant l'interdiction de versement de dividendes.

Mesure 29 : L'arrêt des soutiens publics aux acteurs polluants

Les entreprises et acteurs financiers actifs dans les secteurs carbonés et destructeurs de la biodiversité doivent cesser de bénéficier d'exemptions fiscales, d'aides et subventions publiques (aides à l'agriculture et à la pêche industrielles, à l'exportation et à la promotion, à la déforestation importée...). Aucun investissement public ou garanti par l'État ne doit soutenir le secteur des énergies fossiles ni le développement de nouveaux projets nucléaires, des industries fortement polluantes, de la pêche et de l'agriculture industrielle. Les aides accordées dans le plan d'urgence aux transports polluants comme celles octroyées par le gouvernement sans contreparties à Air France doivent être soumises à des obligations sociales et environnementales.

Mesure 30 : Accompagner la reconversion via des systèmes de formation et d'enseignement-recherche renouvelés

Les formations initiales et professionnelles continues et la recherche publique doivent pouvoir répondre tant aux besoins dans les secteurs d'avenir de la transition écologique (énergie renouvelable, construction/rénovation, agriculture...) qu'aux besoins des salarié·es en reconversion, en prenant en compte leur expérience et leur savoir-faire. Les reconversions induites par les transitions doivent être anticipées, accompagnées et financées en intégrant les salarié·es dans les dispositifs de décision. La formation professionnelle, réaffirmée comme service public, doit être appuyée par un système collectif de protection financé par une caisse commune alimentée par les cotisations patronales afin de permettre aux salarié·es de prendre le temps de se former sans perte de salaire ni de droits. Les enseignements et méthodes de formation doivent être repensés pour développer les dimensions d'utilité sociale et écologique des activités économiques, tout en conservant une formation générale solide visant l'accomplissement personnel des élèves, étudiant·es et travailleur·euses. Les salaires des travailleur·euses du secteur doivent être revalorisés. Un investissement massif dans la jeunesse passe en premier lieu par leur garantir droits, statut et un accompagnement

financier protecteur et permettant leur autonomie en particulier durant leurs études. Il s'agit également de soutenir fortement la formation des jeunes issus des quartiers populaires.

Mesure 31 : Stopper toutes les négociations et finalisations d'accords de commerce et d'investissement

La France ne doit pas ratifier les accords en cours, comme ceux avec le Canada et le Mexique. Ces accords placent les intérêts des multinationales au-dessus de tous les principes du droit et de la lutte contre le dérèglement climatique, jusqu'à instaurer des tribunaux d'arbitrage favorables aux investisseurs privés. Ils encouragent la spécialisation des territoires et empêchent toute politique publique ambitieuse. Il faut revoir le mandat de négociation de la Commission européenne en introduisant des clauses sociales, environnementales primant sur les intérêts commerciaux. Il faut protéger les secteurs d'activité des concurrences déloyales permises par un moins-disant social et écologique. Il est urgent de repenser nos échanges internationaux à l'aune de principes de solidarité, d'équité et de partage des connaissances.

Mesure 32 : Repenser les mobilités

La reprise des déplacements est une opportunité unique pour repenser nos mobilités. Il faut acter dans la loi l'arrêt des vols courts (en fermant d'abord les lignes où l'alternative train se fait en moins de six heures ou quand il existe une alternative en train de nuit), l'annulation de tout projet d'extension ou privatisation d'aéroports, le développement d'un service accru de lignes ferroviaires de jour et de nuit, pour les passagers et le fret, et l'amélioration ou la réouverture de lignes régionales. L'importance et la résilience du vélo notamment dans les mobilités urbaines doit amener à pérenniser les pistes cyclables provisoires et à en développer d'autres. Il faut sortir de la dépendance au transport routier, en abandonnant les grands projets inutiles de nouvelles infrastructures routières, en rendant accessible à toutes et tous des transports en commun de qualité et en réaménageant les territoires vers un modèle de service public de transport écologique solidaire et multimodal.

Mesure 33 : Une loi pour bâtir une économie de sobriété

Nous exigeons une loi qui lutte contre les mécanismes de surproduction et surconsommation : gel de la surcapacité commerciale et arrêt de l'expansion du e-commerce (zéro implantation d'entrepôts et zones commerciales en périphérie), réduction des volumes de produits neufs dans les industries émettrices comme le textile ou l'électronique, réglementation drastique de la publicité et contrôle avec sanctions de l'obsolescence programmée. L'autonomie de l'utilisateur doit être préservée, la qualité des matériaux garantie et la durée de vie des produits augmentée. Cette économie plus sobre créera de nombreux emplois dans la production locale, la réparation, le réemploi et le recyclage.

Mesure 34 : Un plan de transition sociale et écologique de l'agriculture et de l'alimentation

La relocalisation et la diversification des systèmes alimentaires se font en lien avec les besoins locaux. Cela passe par des soutiens publics bien plus importants au développement de circuits courts et de filières longues relocalisées : abattoirs et commerces de proximité, approvisionnement local et bio de la restauration collective. Les soutiens à la transition doivent permettre aux paysan·nes de développer les protéines végétales et prairies, lier l'élevage au sol, gérer durablement l'eau, lutter contre la déforestation importée, s'affranchir à terme des pesticides et engrais de synthèse et des multinationales qui les fabriquent par un renforcement de la fiscalité, réduire au maximum la dépendance aux énergies fossiles et les antibiotiques en développant les alternatives de soins par les plantes. Les politiques publiques et les plans d'investissement doivent soutenir l'emploi, l'accès à une alimentation de qualité pour tou·te·s et le respect de l'environnement plutôt qu'une agriculture 4.0.

Signataires : Action Aid, Alternatiba, ANV-COP 21, Attac, CGT, Confédération paysanne, Convergence nationale des services publics, Droit Au Logement, Fondation Copernic, FSU, Greenpeace France, Notre Affaire à Tous, Les Amis de la Terre, Oxfam, Reclaim Finance, Solidaires, UNEF, UNL, Youth for Climate France, 350.org

Déclaration finale de la conférence écosocialiste pour la justice climatique

(juin 2020)¹⁹

La pandémie du Covid-19 a révélé la fragilité de l'économie mondiale néolibérale. Nous devons ainsi faire face à une nouvelle vague d'austérité et de chômage, alors que les gouvernements défendant les intérêts des entreprises augmentent les impôts et réduisent les dépenses de l'État, comme ils l'ont fait après le krach financier de 2008.

Tout ceci se déroule dans le contexte de l'effondrement imminent des écosystèmes mondiaux causé par une surproduction impitoyable, un agrobusiness vorace et l'exploitation délibérée d'hydrocarbures bon marché et polluants pour le profit des entreprises.

Nous devons remettre en question ce mode de production capitaliste, fondé sur la croissance et la consommation.

Les mesures contre la crise climatique doivent tenir compte du fait que les femmes, les personnes non blanches et la classe ouvrière en général sont touchées de manière disproportionnée par les crises combinées de la pandémie, de l'économie et de la destruction de nos écosystèmes.

Produisons moins, partageons mieux, décidons ensemble !

Si nous ne nous mobilisons pas maintenant, dans ces dix prochaines années, le réchauffement climatique deviendra irréversible, ce qui entraînera une détérioration rapide de la santé et du niveau de vie de la plupart des habitant·e·s de la planète. C'est pourquoi nous avons besoin d'un mouvement de masse à l'échelle mondiale, pour obliger les gouvernements à empêcher une augmentation de la température moyenne à la surface de la planète au-delà de 1,5 °C d'ici 2030.

Face aux intérêts économiques particuliers qui cherchent à empêcher la réalisation de cet objectif, nous devons construire un mouvement populaire suffisamment puissant pour changer le système.

Nos revendications immédiates

Un tel mouvement international implique des objectifs précis. Nos revendications immédiates incluent notamment :

¹⁹ <https://www.gaucheanticapitaliste.org/declaration-finale-de-la-conference-ecosocialiste-pour-la-justice-climatique/>

- *Le contrôle démocratique et l'appropriation publique de toutes les industries destructrices (comme l'industrie des combustibles fossiles), ainsi que leur conversion immédiate à des sources d'énergie renouvelables. Les travailleurs·euses de ces secteurs devront pouvoir exercer leurs compétences et leur créativité pour la production de services et produits utiles et durables. Les industries de l'armement doivent être démantelées et converties en productions purement civiles et pacifiques. Enfin, un programme de reconversion doit garantir le plein emploi avec une réduction et un partage égal du temps de travail.*
- *L'arrêt immédiat de toutes les subventions d'État aux industries aériennes et automobiles, et l'introduction de taxes punitives sur les émissions de carbone et les pollueurs. Nous nous battons pour une socialisation des compagnies aériennes et de l'industrie automobile, leur démantèlement drastique, leur conversion et enfin leur intégration dans un système de transport public abordable et durable. En outre, il est urgent de mettre en place des systèmes de transport urbain gratuits.*
- *Un plan d'urgence international coordonné au niveau des États, des villes et des villages, pour une transition globale vers une économie neutre en carbone et équilibrée sur le plan écologique. Ce plan doit être élaboré via l'auto-organisation et la mobilisation de masse des travailleurs·euses, des paysan·ne·s, des femmes et des peuples indigènes. Il doit notamment inclure la conversion de l'agro-industrie et de l'élevage intensif en un système de production alimentaire écologique et durable.*
- *Une transformation écosocialiste doit inclure la socialisation du travail de soin aux proches, et sa répartition équitable au sein de la société. Des emplois écologiquement durables doivent être créés dans les domaines de la santé et des soins gratuits et universels, du logement, de l'éducation et des services socialement utiles.*
- *L'annulation immédiate de toutes les dettes, en particulier celles des pays du Sud global et de la périphérie. Les banques internationales et le commerce financier doivent être taxés pour financer un programme de conversion écologique dans le Sud global, en*

réparation de l'esclavage, du colonialisme et de la destruction écologique causés par l'industrialisation occidentale. La mondialisation économique-financière doit être remplacée par des relations économiques sociales et environnementales entre le Nord et le Sud. Dans cette perspective, notre écosocialisme est solidaire des mouvements populaires du Sud mondial qui luttent contre le néolibéralisme et qui affirment une souveraineté populaire et démocratique.

- *La socialisation de l'industrie bancaire et financière, et son remplacement par un service bancaire public, géré démocratiquement pour l'investissement dans des plans d'urgence de projets écologiquement durables et socialement justes.*

Les mots et les bonnes intentions ne suffisent plus. Le capitalisme est littéralement en train de tuer la planète. Un changement de système au niveau continental et mondial est nécessaire. Nous avons besoin d'une alternative radicale, anticapitaliste, écologique, féministe, internationaliste et antiraciste qui place les gens et la planète avant les profits privés. L'écosocialisme offre une alternative au système capitaliste et un avenir pour lequel il vaut la peine de se battre.

Une action commune et décisive : les prochaines étapes

La mobilisation massive des populations est nécessaire pour arrêter la crise climatique. C'est pourquoi il est nécessaire de construire un mouvement international contre la destruction de l'environnement par le capitalisme.

Nous pensons que le mouvement international pour la justice climatique devrait s'accorder sur des campagnes de masse communes dans un avenir immédiat, dans le but de réduire massivement les émissions de gaz à effet de serre. À cette fin, nous nous attèlerons à promouvoir un dialogue entre le mouvement pour la justice climatique, les syndicats et les mouvements sociaux progressistes. En effet, la protection du climat, la protection de la santé des personnes et les intérêts des travailleurs pour des emplois décents et significatifs doivent pouvoir trouver une expression commune.

Nous soutenons donc la mobilisation pour des manifestations de masse à Glasgow et ailleurs en lien avec la COP 26 de novembre 2021. Nous

soutenons également les initiatives pour une journée mondiale d'action et de mobilisation pour la justice climatique à l'automne 2020.

Nous affirmons que le mouvement pour la justice climatique, les organisations progressistes et les syndicats doivent discuter du lancement de vastes campagnes internationales :

- *Pour la réduction massive de l'élevage intensif et de l'industrie de transformation de la viande, en défendant par contraste le développement de l'agriculture biologique et de l'industrie alimentaire durable.*
- *Pour la socialisation des transports, en particulier de toutes les compagnies aériennes et de l'industrie aéronautique et automobile, et pour leur conversion dans la production de systèmes de transport public gratuits/à bas prix et des produits socialement utiles, qui soient durables sur le plan environnemental.*

Enfin, nous convenons de nous retrouver physiquement en 2021, pour poursuivre le travail de cette conférence écosocialiste pour la justice climatique et développer notre programme d'action et notre alternative écosocialiste.

Stoppons la hausse à 1,5 °C !

Faisons passer les gens et la planète avant les profits !

Luttons pour une alternative écosocialiste !

**Texte de la Commission nationale Écologie du Nouveau
Parti Anticapitaliste (NPA) : Pas d'émancipation sur une
planète morte : écosocialisme ou barbarie !**

(juillet 2020)²⁰

L'écologie ne nous parle pas d'une crise supplémentaire qui vient s'ajouter aux autres, sociale, politique, démocratique... Elle nous parle des conditions matérielles de toutes nos luttes.

Les phénomènes extrêmes, dus au bouleversement climatique, révèlent dramatiquement notre dépendance à l'égard de l'état de la planète. De même, la pandémie met en évidence notre extrême dépendance à l'égard de l'état de nos corps : qu'ils soient malades ou menacent de l'être, et une grande partie de l'économie s'arrête. Dans les deux cas, le productivisme inhérent au capitalisme est en cause, par les émissions de gaz à effet de serre (GES) dues à son intoxication aux énergies fossiles, par la déforestation, l'élevage industriel, la mondialisation capitaliste...

Parce que la possibilité même de construire une société émancipée dépend des moyens mis en œuvre pour conjurer les catastrophes en cours – pandémies, effondrement de la biodiversité, changement climatique, artificialisation des terres, pollution de l'air et de l'eau... –, l'écosocialisme est notre boussole politique, notre projet pour un monde nouveau.

Il s'agit d'en finir avec le capitalisme, de sortir de la logique productiviste dans tous les domaines afin de bâtir d'autres mondes où la production ne sera plus dictée par le profit d'une minorité, mais au service des besoins sociaux.

Le changement ne peut être que radical et anticapitaliste

Pour limiter autant que possible les fléaux provoqués par le basculement climatique, les experts du GIEC préconisent de contenir l'augmentation de la température à 1,5°C (par rapport à l'époque préindustrielle) et de diminuer drastiquement les émissions de gaz à effet de serre (GES). Pour cela, pas d'autres choix que de laisser 80 % des ressources fossiles sous terre, de supprimer certaines productions, de produire et de transporter moins de marchandises, de viser une sobriété heureuse.

Cette transformation radicale exige de retirer le pouvoir aux grands groupes capitalistes de la finance, de l'énergie, de l'agro-industrie, etc., de

²⁰ <https://lanticapitaliste.org/opinions/ecologie/pas-demancipation-sur-une-planete-morte-ecosocialisme-ou-barbarie>

les exproprier, afin de permettre une gestion commune et démocratique. Contrairement aux restructurations capitalistes, cette transformation ne peut se faire qu'en protégeant les salariéEs, en interdisant les licenciements et en garantissant salaires, droits et statuts et avec leur participation active. Leurs connaissances et expériences ont un rôle déterminant à jouer, en dialogue avec les usagerEs, dans des outils démocratiques chargés de restructurer ou de reconstruire les différents secteurs de l'agriculture, de l'industrie et des transports selon des critères sociaux et environnementaux.

La réduction et le partage du temps de travail sont l'antidote au chômage et à la précarité. Mais aussi la condition pour avoir du temps pour s'occuper de soi, des autres, pour participer aux activités du quotidien, aux délibérations et décisions démocratiques, pour ne rien faire, pour simplement goûter les plaisirs de l'existence.

Prendre soin, construire le commun

Un projet écosocialiste sera centré sur le soin, soin aux personnes, soin au vivant, soin à ce que nous appelons la nature. Aujourd'hui les tâches essentielles de santé, d'accueil des enfants, des personnes âgées et/ou dépendantes... sont dévalorisées, réalisées très majoritairement par les femmes, soit gratuitement au sein des familles, soit dans des emplois sous-payés et des conditions de travail épuisantes. Mettre le soin au centre exige la socialisation de ce travail avec des services publics organisés et contrôlés par les salariéEs et les usagerEs. Cette socialisation est indissociable du combat féministe contre la division genrée du travail et pour le partage des tâches.

Prendre soin, ce n'est pas (seulement) soigner, réparer, c'est d'abord éviter de rendre nos organismes malades, de détruire le vivant, en préservant au maximum l'environnement.

Les besoins essentiels – se loger, se déplacer, se nourrir, se chauffer, se soigner, travailler, étudier, se cultiver... – doivent être pensés à l'aune de critères à la fois sociaux et environnementaux définis collectivement et démocratiquement, leur accès pour touTEs doit être garanti en étendant le domaine de la gratuité et de la protection sociale. Une société

écosocialiste est une société où seront généralisés le partage, l'échange, les usages communs, si indispensables à la vie en société.

Produire moins, produire mieux

Des productions inutiles, polluantes, dangereuses doivent disparaître. D'autres doivent diminuer ou être réorientées. En premier lieu, nous défendons la suppression du secteur de l'armement, outil de mort des colonisateurs dominateurs des peuples du Sud et gouffre sans fond de l'argent public. Une grande partie de l'industrie chimique qui empoisonne l'air, l'eau, le sol, les organismes vivants, le nucléaire, perpétuelle menace d'accident majeur, dont les déchets toxiques débordent des installations, doivent être abandonnés.

Il est nécessaire à la fois de réduire le volume de la production et de satisfaire les besoins sociaux de la population. Mais comment faire la différence entre les besoins artificiels, superflus et les besoins réels ? La publicité est un système de manipulation mentale dont la fonction est de créer de nouveaux besoins qui n'existeraient pas sans elle. Aiguillon redoutable de la surconsommation, pourvoyeuse de frustrations, elle représente aussi un énorme gaspillage d'énergie, de compétences humaines et de travail. Ce secteur doit être supprimé.

Mais il faut aller plus loin, les objets produits ne sont pas neutres, ils sont conçus comme des marchandises qu'il faut vendre. Tout leur cycle de vie est concerné : matières premières et énergie nécessaires à leur production et utilisation, matériaux nocifs pour la santé de la population ou pour l'environnement, non-recyclables... À l'opposé de l'obsolescence programmée et du gaspillage, nous voulons des biens solides et durables, des objets qui peuvent être démontés et réparés, dont les pièces de rechange restent disponibles, conçus pour économiser l'énergie et les matières non renouvelables.

Une société écosocialiste mettrait « l'être » avant « l'avoir », l'accomplissement personnel dans des activités culturelles, ludiques, érotiques, artistiques, politiques plutôt que dans l'accumulation de biens. Mais ce n'est pas contradictoire avec un réenchancement artistique de la

vie quotidienne, le comblement du fossé entre l'art et la vie, une démocratisation des beaux objets.

Moins de transports...une nécessité

Baisser les émissions de GES impose de diminuer massivement le secteur des transports qui émet près d'un tiers des GES. Villes et campagnes ont été remodelées par l'automobile. La cherté des loyers a repoussé les classes populaires à la périphérie des villes, dans des quartiers paupérisés par la crise. Les politiques menées par tous les gouvernants y ont supprimé, comme dans les zones rurales, les services publics, augmentant ainsi les distances à parcourir. Les suppressions d'emplois ont allongé les trajets domicile-travail. Le chômage a transformé ces quartiers en no man's lands déshumanisés. Encouragés par une politique d'incitation à la propriété privée, les lotissements de maisons individuelles prolifèrent, modifiant profondément l'espace et faisant exploser les trajets quotidiens. Mais pour les habitantEs, souvent modestes, des campagnes pavillonnaires, c'est souvent l'obligation d'avoir une, voire deux voitures. Les horaires de travail décalés, fractionnés ont supprimé les transports collectifs assurés par les employeurs.

Pour répondre aux besoins de mobilité, combiné au vélo et à la marche, le développement massif des transports en commun sur tout le territoire (bus en ville, en zones périurbaines et rurales, trains intercités, trams, RER...) est indispensable ainsi que leur gratuité pour les déplacements du quotidien.

L'utilisation de la voiture doit dépérir. La voiture pour des trajets très courts est déraisonnable. Elle ne doit être utilisée que si le bus, le vélo, la marche ne sont pas possibles. Moins de voitures en circulation, c'est moins de pollution, donc un gain pour la santé. C'est aussi moins d'argent public englouti dans les routes, autoroutes, parkings... Le secteur automobile subit de profondes restructurations, aux dépens des travailleurs/ses, il peut jouer un rôle important dans la transition écologique de l'économie. L'appareil de production avec toute sa technicité peut servir à fabriquer des trams, des trains... dont on a besoin. L'usine Renault de Choisy-le-Roi peut reprendre la fabrication d'autorails

pour la SNCF, comme elle l'a fait pendant des décennies. Même chose pour le transport aérien et maritime.

Les loisirs n'échappent pas à l'explosion de la mobilité. Bouchons au moment des départs en vacances, « sauts de puces » en avions avec des billets pas chers car hyper subventionnés par les collectivités et les conditions de travail lamentables du personnel, croisières polluantes, il est grand temps de réfléchir à des loisirs soutenables pour la planète, hors des sentiers battus du consumérisme et du tape-à-l'œil. Le mouvement des Gilets jaunes a dénoncé l'inégalité entre les personnes obligées d'utiliser la voiture et les privilégiéEs qui prennent l'avion utilisant un kérosène détaxé.

La relocalisation des productions au plus près des lieux de consommation fera diminuer les flux incessants de camions, d'avions, de cargos, transportant des marchandises dont on n'a pas forcément besoin, à travers le monde, selon la logique capitaliste du moindre coût. Pour ce qui restera à transporter : priorité au fret fluvial et ferroviaire.

Des économies d'énergie, une meilleure efficacité

Les solutions existent pour produire l'électricité nécessaire à la satisfaction des besoins réels en sortant des énergies fossiles et en arrêtant le nucléaire. Cette production doit combiner les différentes sources d'énergies renouvelables. Le secteur doit redevenir un monopole public en dehors de toute marchandisation et logique de profit. Mais il faut avant tout baisser fortement les consommations. Un plan d'isolation thermique doit être engagé dans le secteur du logement. L'isolation des bâtiments mais aussi la construction dans les « trous » en ville ou la réhabilitation des maisons anciennes plutôt que bâtir des lotissements neufs, la réorganisation des espaces et des activités pour éviter de bétonner des zones, de rallonger les distances donc d'augmenter les transports... doivent guider les politiques d'aménagement des territoires.

Une autre agriculture est possible

Il est urgent d'appliquer le principe de précaution sur l'utilisation des produits dits phytosanitaires, de cesser d'utiliser les intrants chimiques (engrais, pesticides, herbicides...) et préserver la biodiversité qui est un

bien meilleur rempart contre les maladies et les ravageurs est indispensable. Indispensable aussi d'interdire les OGM et d'abroger la réglementation sur les semences.

Mais il ne suffit pas de parler d'agriculture bio car bio ne veut pas dire écologique. Des hectares de serres chauffées ne peuvent en aucun cas être une solution souhaitable, pas plus que des productions ou des élevages qui reposent sur le travail d'ouvrierEs agricoles dont le statut est proche de l'esclavage, ou encore des élevages hors-sols dont les aliments proviennent de l'autre bout du monde. Les salariéEs de l'agriculture, des industries de l'agroalimentaire et de la grande distribution subissent aujourd'hui le coût social et sanitaire de la course au profit. Une politique agricole et agroalimentaire anticapitaliste et écosocialiste offrirait des emplois nombreux, utiles, plus riches et correctement rémunérés.

Des circuits courts, de production, transformation et distribution, avec des ateliers de fabrication, reconstituerait un tissu économique de proximité détruit par les industries agroalimentaires et la grande distribution. La reconstitution de ceintures vivrières autour des villes combattrait le bétonnage et permettrait aux urbains de renouer avec les rythmes naturels des productions végétales. Une gestion foncière, coopérative, traiterait la terre comme un bien commun associant au droit d'usage le devoir de prendre soin. Alors qu'il est urgent de changer le rapport entre les villes et les campagnes, le retour à la terre ne serait pas synonyme d'un retour au passé mais d'élaboration de formes de productions autogérées, égalitaires et créatives, une réappropriation des savoir-faire par celles et ceux qui produisent. Les terres arables sont dégradées, au point de n'être plus qu'un substrat minéral exigeant un apport massif d'intrants chimiques. Pour créer des systèmes agricoles réellement durables, il est indispensable de rendre sa vie au sol (agroécologie, agroforesterie). Il n'y a pas une agroécologie qui viendrait d'en haut, mais des agroécologies qui varient en fonction des territoires, des cultures, des modes de vie.

Un changement de l'alimentation est aussi incontournable, en particulier une réduction de la consommation carnée pour en finir avec l'industrie de la viande, « élevage » industriel, maltraitant pour les animaux, principal responsable de la déforestation et de l'expulsion des populations

indigènes de leurs territoire, destructeur de biodiversité et... favorisant les pandémies.

La transparence et la démocratie dans la gestion du foncier doivent s'imposer, à l'opposé des choix actuels qui privilégient systématiquement l'agrandissement des exploitations au détriment de l'installation et des pratiques alternatives. De même, il faut combattre les grands projets inutiles et destructeurs – autoroutes, aéroports, LGV, parcs de loisirs, centres commerciaux, barrages... – qui détruisent chaque année des terres agricoles. Grâce à l'unité très large et à la détermination des paysanNEs, des occupantEs, des riverainEs, des défenseurEs de l'environnement et de la biodiversité... il est possible de gagner comme le prouve la lutte exemplaire de Notre-Dame-des-Landes.

Planification démocratique et prise des décisions

L'abstention électorale de plus en plus massive a sonné le glas d'un système où les citoyenNEs ne se sentent pas représentéEs. La Convention citoyenne, bien qu'elle ne soit qu'une pâle contrefaçon à la sauce Macron, a laissé entrevoir que des citoyenNEs pouvaient s'emparer de questions importantes, réfléchir et proposer des réponses. À une autre échelle, avec d'autres garanties démocratiques, les grands choix devront faire l'objet de controverses éclairées par des expertises contradictoires et les décisions être prises selon un mode autogestionnaire, avec des représentantEs éluEs et révocables, devant rendre des comptes.

L'écosocialisme, c'est aussi faire le pari de l'intelligence humaine, miser sur les innombrables capacités d'homo sapiens à prévoir, organiser, imaginer, inventer son avenir. Il est grand temps que le NPA mette au cœur de ses pratiques militantes le formidable outil de référence que représente l'écosocialisme.

Pour un programme de transition vers l'écosocialisme, contribution du courant Ensemble Insoumis à l'actualisation de l'Avenir en Commun (juin 2021)²¹

²¹ <https://gauche-ecosocialiste.org/pour-un-programme-de-transition-vers-lecosocialisme-contribution-du-courant-ensemble-insoumis-a-lactualisation-de-lavenir-en-commun/>

Introduction.

L'invitation à contribuer à l'actualisation de l'Avenir en commun nous parle. A ce moment de notre histoire où effondrement et basculement vers la pire des barbaries ne sauraient être exclus elle répond à une attente et une nécessité auxquelles celles et eux qui n'ont pas renoncé à changer le monde et à changer la vie ne sauraient se dérober. Le développement à une large échelle de par le monde de gouvernements nationalistes, autoritaires et racistes doit nous alerter comme le recours toujours plus manifeste à la répression et à la violence faites aux sociétés. Elles procèdent du choix de guerres sociales menées par l'oligarchie néolibérale contre tout mouvement de citoyens résistant à sa domination. Ces guerres sont aujourd'hui devenues des guerres totales : sociales parce qu'elles visent à affaiblir voire réduire à néant les droits sociaux des populations, écologiques tant la nature est devenue un champ de batailles, ethniques en cherchant à exclure les étrangers de toute forme de citoyenneté et à restreindre toujours plus le droit d'asile, politiques et juridiques en ce qu'elles ont recours aux moyens de la loi pour réprimer et criminaliser toute contestation, culturelles et morales par leurs attaques aux droits individuels au nom de la défense la plus conservatrice de l'ordre moral. C'est donc à juste titre qu'une haute ambition doit être affirmée : celle de proposer « un nouveau repère dans la civilisation humaine de notre temps ».

Investi.es au sein de la FI, avec notre histoire, notre culture, anticapitaliste, éco socialiste et autogestionnaire et la conviction que la puissance d'un mouvement auto-organisé est décisive pour changer la donne, nous avons à cœur d'apporter notre contribution. Ainsi qu'il l'est souligné, l'AEC « ne peut être le résultat d'une addition de refus et de votes négatifs ». « Nous sommes pour est notre boussole ». Un boussole qui indique sans ambiguïté les radicalités concrètes qu'il conviendra de mettre en œuvre pour rompre avec la colonisation néolibérale de la société et opérer le changement de cap civilisationnel nécessaire. Au vu de l'ampleur des questions abordées, c'est avec modestie et mais aussi exigence en raison de leur importance que nous entendons mener ce travail politique. Nous le faisons dans un esprit constructif qui n'exclut pas le questionnement et l'expression de différences d'approche. Mais il a

pour priorité d'approfondir et de compléter un ensemble de propositions déjà riche et doté d'une cohérence en vue de construire « une majorité d'adhésion » et d'engager un processus de transformation révolutionnaire de la société.

Un lien dialectique avec le mouvement social, écologique et féministe.

La continuité avec la base programmatique de l'AEC dans sa version de 2017 est logiquement réaffirmée non par fétichisme mais parce que ce programme a été mis à l'épreuve au feu des événements marquants du quinquennat et complété par un important travail parlementaire. Nous soulignerons pour notre part tout ce que tel programme aujourd'hui en voie d'actualisation doit également aux mouvements et aux mobilisations sociales, écologiques et féministes, tant pour les revendications et les droits humains à défendre ou à conquérir, que pour les aspirations populaires à l'émancipation qu'elles expriment. C'est bien à l'écoute et de la prise en compte de celles-ci que doit en permanence se nourrir un programme porteur de cette radicalité qui « propose des solutions concrètes aux problèmes concrets »

Actualiser notre programme passe plus que jamais par l'établissement de liens étroits et vivants avec ce qui s'exprime et s'esquisse dans la diversité des luttes, des résistances et des expériences de notre temps. Celles-ci, au moins pour les plus progressistes d'entre elles, dessinent en creux d'autres façons de produire et de vivre en société plus respectueuses de l'humain et de la nature tout en ne laissant personne sur le bord du chemin. En cela elles participent déjà d'une logique alternative à la domination capitaliste et patriarcale.

Penser l'avenir en commun dans un cadre pluraliste.

Ce point essentiel à nos yeux est à la fois politique et de méthode. Il rejoint l'annonce faite d'une « consultation populaire ». Il s'accorde également avec le principe de mettre à « disposition de chaque personne le moyen d'améliorer tout ce qui doit l'être ». Il reste à en définir les modalités et les finalités. Qu'un maximum de personnes s'exprime est indispensable. Mais

il est tout aussi indispensable que des équipes militantes et des collectifs constitués en soient partie prenante et que les forces politiques de la gauche de gauche et de l'écologie antilibérale y aient toute leur place. L'un des enjeux est bien sûr d'élargir l'assise de la candidature de Jean Luc Mélenchon mais il est aussi de faire de ce moment un temps et un espace pleinement démocratiques et pluralistes pour précisément penser l'avenir en commun et le faire advenir. Que vaudraient sinon nos engagements en faveur d'une république qui accorde la primauté à l'intervention populaire si nous n'étions pas à même d'agir en ce sens ici et maintenant. Pour reprendre une expression déjà employée, nous proposons d'avoir pour guide « le fil du commun » pour faire se rencontrer et converger nos « causes communes ». C'est là à notre sens un moyen privilégié pour changer les conditions politiques en faveur de notre camp social. Puissions-nous donc par cette méthode de mise en commun et sans prétention hégémonique contribuer à unifier l'action et donner une crédibilité plus grande à nos propositions.

Le fil conducteur de la démocratie réelle.

D'une façon générale aligner la marche de la société sur les besoins de l'humain et des éco systèmes est indispensable. Mais l'expression de ces besoins est indissociable d'une chaîne démocratique sur laquelle souffle de façon continue le vent d'en bas plus que le vent d'en haut pour parler comme nos amis du Chiapas. La démocratie réelle veut que les citoyens puissent tout à la fois s'informer, s'exprimer, débattre, co-élaborer des propositions, délibérer et décider, mettre en œuvre et contrôler enfin que leurs mandats ont bien été appliqués et respectés de la base au sommet. Aucun des maillons de cette chaîne ne saurait être rompu sans risquer reflux et normalisation de l'élan populaire.

Un programme de transition vers l'éco socialisme.

Un autre point tout aussi essentiel est de s'accorder sur le sens et la fonction d'un tel programme. Il constituera naturellement une référence majeure pour les élections présidentielles de 2022. Il sera également à la base d'un programme de gouvernement si, comme nous l'espérons, le rassemblement populaire que nous voulons impulser devient majoritaire.

Mais il y plus. Tout porte à croire que, si ces hypothèses se réalisent, le bloc oligarchique qui verrait ses privilèges remis en cause et le pouvoir lui échapper ne resterait pas inerte et respectueux du verdict de urnes. Trop d'exemples historiques montrent précisément l'inverse. Près de nous encore l'exemple grec est là pour le rappeler. Pour cette raison en particulier, et peut être la version actuelle ne le rappelle-t-elle pas avec assez de force, notre programme est totalement lié à une stratégie permanente et durable de mobilisation sociale et d'exercice du pouvoir populaire qui constitue l'essence même de la révolution citoyenne. Ce processus révolutionnaire initié saura ainsi combiner victoire électorale et transformation profonde des rapports sociaux de propriété et de pouvoir, réalisation des objectifs et de mesures contenues dans le programme par la voie législative et le changement de constitution et de République et auto-organisation de la société, démocratisation des institutions et démocratie sociale étendue à tous les domaines du travail et de la vie collective. Pour le dire d'un mot il nous semble qu'il faut concevoir la République sociale à l'avènement de laquelle nous travaillons comme une république autogérée et auto gouvernée organisée selon le principe du commun. N'est-ce pas d'ailleurs dans cette direction que Jaurès nous invitait à aller en faisant la synthèse des bases du socialisme associationniste et coopérativiste pour en faire des leviers de l'organisation du travail et de l'émancipation.

C'est dire également l'importance qu'il y a à nommer la société vers laquelle nous voulons aller. En clair, pour quelle société sommes-nous pour ? Curieusement ce point n'est nulle part abordé dans l'AEC. Pourtant, si l'on veut donner visibilité et envie de suivre le chemin que nous proposons, n'est-il pas nécessaire de nommer et de conceptualiser ce vers quoi nous voulons aller ? Si le monde désirable que nous voulons n'est pas le capitalisme même « régulé » et « moralisé », quel peut être cet autre monde possible ? Il en va à la fois du « droit au pain » et du « droit au rêve » et aux « jours heureux ». Nous savons que nous devons faire avec une perversion des idéaux et du vocabulaire. Mais peut-on se passer pour autant d'une caractérisation globale du type de société que nous voulons voir advenir ? Le problème n'est ni formel ni abstrait dans la mesure où il nous est posé par toutes celles et tous ceux qui partagent nos critiques de

la cupidité et de l'inhumanité du capitalisme mais qui doutent de la réponse à apporter à la question : par quoi le remplacer ? Comment nommer une société débarrassée de l'exploitation de l'humain et de la nature, de la domination qui s'exerce sur les femmes et les hommes au détriment de la coopération et de la solidarité ?

Pour notre part nous estimons, à condition de s'en expliquer suffisamment, que le terme et le concept d'écosocialisme a toute sa place dans notre programme et qu'il est celui qui fait le plus sens et s'accorde le mieux avec le nouvel horizon et le nouvel imaginaire émancipateur dont nous avons tant besoin.

Le souci de liens renforcés avec le mouvement social, écologiste et féministe, l'attention apportée à l'émergence et la consolidation de toutes les formes de contrôle et de pouvoir populaire, la valorisation des expériences et des alternatives autogestionnaires comme la demande de voir la référence à l'écosocialisme figurer dans notre programme guideront donc notre lecture des sept chapitres de la version actuelle et devraient éclairer le sens de nos observations et propositions.

1. Un processus constituant pour aller vers la 6ème République.

La république sociale et écologique en perspective.

Ce processus constituant recouvre la dynamique sans laquelle les plus beaux engagements resteraient lettre morte. L'enjeu est immense dès lors qu'il s'agit en effet de « balayer l'oligarchie ». Cela implique assurément « d'abolir les privilèges » d'une classe et d'une bureaucratie parasitaire au comportement de caste. Et celle-ci n'est certes pas suspendue en l'air. Elle est l'expression arrogante d'un bloc oligarchique néolibéral aux composantes socialement et institutionnellement identifiables. Il mêle les acteurs financiers et le « top management » des grandes entreprises, la haute caste bureaucratique de l'État et des institutions de l'UE, les grands médias d'opinion et les professionnels de la communication, à quoi l'on peut ajouter les institutions universitaires et éditoriales qui apportent le ciment discursif à ce bloc. Travaillant en osmose, le système oligarchique assure une autoreproduction bien rodée des élites à coup de corruption systémique, de renvois d'ascenseurs et d'inscription de leur pouvoir dans

des dispositifs internationaux façonnés à leur image et pour leur service. Comment fissurer ce bloc qui, en dépit des crises, des secousses économiques et financières et des effets de concurrence continue à tenir la société sous son emprise ? En dépit de sa puissance financière, sa véritable faiblesse est son autonomisation et sa coupure d'avec la vie de la société, son enfermement dans le jeu circulaire de ses intérêts égoïstes, sa méconnaissance et son mépris de celles et ceux d'en bas qui engendre leur rejet. C'est donc de l'intervention populaire que peut venir la solution. Une intervention non seulement permise par la 6ème république que nous voulons, mais constitutive de la démocratie sociale qui devrait ordonner la société. Au bloc oligarchique doit se substituer le bloc démocratique associant toutes les forces politiques mais aussi les organisations associatives, écologistes, culturelles prêtes à s'engager sur une plateforme commune. A l'image par exemple du « plan de sortie de crise » et des mesures avancées aujourd'hui par le regroupement d'organisations syndicales, écologistes et démocratiques.

Il s'agit bien, comme il l'est rappelé tout au long de ce chapitre, d'abolir la monarchie présidentielle et de redonner toute sa dignité et sa légitimité démocratique au parlement. Mais l'enjeu est également, à notre sens, d'articuler la démocratie représentative avec une expression démocratique plus directe et davantage liée aux formes d'auto-organisation qui accompagnent les luttes. Elle voudra refléter davantage les débats sociétaux de notre temps en refus de la marchandisation de l'humain comme nouvelle étape de liberté et d'émancipation. L'idée même de république universelle, laïque et d'égalité réelle des droits a tout à y gagner.

Le RIC va incontestablement en ce sens. C'est au feu de pratiques démocratiques et généralisées de mise en commun que peut se renforcer une république des « biens communs » mêlant droits humains fondamentaux (droit au travail et au logement) et alternatives écologiques à la « privatisation du monde » (Règle verte).

Il n'est d'universel que dans le partage et l'égalité effective des droits.

Les dominations de classes, de sexe et de race s'imbriquent et se superposent. La réalité du racisme et des discriminations est quotidiennement vécue par une large partie des classes populaires. Tandis que les offensives réactionnaires et liberticides battent leur plein, une partie des gauches les accompagnent et tournent le dos à des luttes émancipatrices fondées sur l'auto-organisation des premiers concernés.

Ainsi que le note Edwy Plenel « face au racisme, à l'islamophobie, à l'antisémitisme, à la négrophobie, à la xénophobie, aux violences sexistes et sexuelles, à l'homophobie, aux répressions policières, aux injustices sociales, aux inégalités sanitaires, aux contrôles au faciès, aux persécutions des migrants, à l'urgence climatique... Il n'est pas d'autre chemin d'émancipation et d'universel que celui de ces causes communes où se réinvente l'espérance ».

Une République universelle sera également une république antiraciste, combattant pied à pied l'antisémitisme, l'islamophobie, la négrophobie, le racisme anti-asiatique, la romophobie et donc la banalisation du racisme et des discriminations raciales qui fracturent la société. Le racisme n'est pas qu'une affaire d'individus, il est aussi systémique au sens où il est produit par le fonctionnement inégalitaire de la société et par des politiques publiques.

Il s'agit de rendre le droit français plus facilement mobilisable par les victimes de discriminations et d'augmenter les sanctions pénales en cas de discrimination avérée. Ce qui passe entre autres par :

- La création d'un service anti-discrimination rattaché au ministère de la justice avec des avocat.es pouvant être saisi.es par toute personne s'estimant victime de discrimination, que l'auteur soit un individu, une entreprise, une collectivité voire même l'état.*
- La refonte d'une structure spécifique dédiée à la lutte contre les discriminations raciales comme le fut la Halde (Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Égalité) couplée à la création d'un observatoire des discriminations.*

La laïcité n'est pas un athéisme d'état et elle ne doit pas être dévoyée en étant instrumentalisée pour stigmatiser les musulman.es ou présumé.es musulman.es. Une république laïque fera respecter les principes très clairs énoncés par la loi de 1905 de séparation des Églises et de l'État.

Citoyen.nes au travail : se défaire de l'emprise du despotisme néo libéral.

Garante des biens communs, la république rendra effectifs les droits au travail et au logement.

Il est donc fondamental, comme il est dit, de « reconnaître la citoyenneté dans l'entreprise et des droits nouveaux aux travailleurs ». Point d'autant plus essentiel que le « despotisme de fabrique » néolibéral pèse particulièrement sur le travail précarisé (dont le télé travail) et l'emploi éclaté dans la période que nous traversons. L'accent mis sur la création de coopératives de production et la reprise d'entreprise en coopérative est bienvenu mais l'exigence plus générale de reprendre la main sur le travail est sans doute à développer comme tout ce qui touche aux moyens de contrôle des travailleuses et des travailleurs. Il en va du « pouvoir d'intervention de salariés contre les licenciements économiques » (massifs pour le présent et l'avenir proche) et aussi d'une loi d'interdiction des licenciements boursiers et des suppressions d'emploi portée déjà par nos parlementaires. Au total une telle refondation de la démocratie au travail aujourd'hui confisquée ira de pair avec la primauté accordée au droit d'usage sur la logique propriétaire et financière. C'est là un point peu mentionné et qu'il conviendrait de ne pas oublier.

C'est encore dans ce processus qu'une refonte profonde des institutions est concevable. Beaucoup devra être fait pour démocratiser les institutions d'état et socialiser leurs fonctions. Cela concerne la justice mais aussi tout ce qui touche à la sécurité et au droit à la tranquillité des citoyen.nes. Le strict respect de l'état de droit doit rendre la police plus juste et plus efficace. Mais ne faut-il pas aller au-delà pour concevoir et proposer des formes de contrôle citoyen sur la police en reconnaissant par exemple le rôle que pourraient jouer des collectifs de type « Justice et Vérité ».

Sans y être directement lié, le développement sur « la jeunesse au service de l'intérêt général et de la sûreté de la nation » avec la proposition d'instaurer « un service citoyen obligatoire et une garde civile nationale » interroge. Est-ce vraiment servir une jeunesse certes demandeuse d'engagement citoyen mais rétive à tout ce qui peut être perçu comme une forme de discipline imposée voire d'embrigadement ? Là n'est pas l'intention mais n'est-ce pas à elle de choisir et d'inventer librement les formes et les modalités de son engagement ? Un tel dispositif risque en outre d'interférer avec les emplois de service public dédiés à des tâches voisines. (On peut songer par exemple à l'usage fait par Pole emploi de jeunes en service civique...)

Ne faut-il pas enfin approfondir la réflexion sur l'actualité et la fonctionnalité d'une « garde civile nationale » qui renvoie certes à de glorieux et parfois décisifs épisodes de nos révolutions mais qui dans le contexte présent pourrait être détourné de sa vocation historique ?

2. Penser et construire démocratiquement les souverainetés populaires. Partager les richesses et mettre au pas la finance.

La plupart des mesures mises en avant l'étaient déjà en 2017. Mais il ne fait nul doute que l'urgence sociale est plus grande encore aujourd'hui. Le débat porte sans doute moins sur leur pertinence et leur légitimité que sur les voies et les moyens de les faire aboutir et sur leur mise en cohérence avec l'ensemble des avancées sociales et écologiques envisagées. Le défi auquel nous sommes confrontés est en effet de combler la distance qui peut exister dans la conscience de beaucoup de personnes entre l'ampleur des objectifs à atteindre (Mettre au pas la finance, Dé-financiariser l'économie réelle) et l'existence de leviers perçus comme activables et crédibles par l'électorat populaire.

L'une des conditions de la réussite suppose bien de mettre fin au pillage économique auquel se livrent les prédateurs du CAC 40 et des grands groupes au détriment de l'intérêt général. Un retour sur les privatisations et l'exercice du droit de réquisition s'impose en effet pour sauvegarder l'emploi et les productions utiles à tous.

Protectionnisme solidaire, qu'est-ce à dire ?

Mais plus globalement, puisque cela structure une grande partie du développement et revient à plusieurs reprises, c'est l'idée directrice du « protectionnisme solidaire » qu'il nous semble utile de discuter pour en préciser le sens et le contenu. Si à première vue l'association des deux termes peut surprendre, il constitue une réponse nécessaire aux plus que probables menées hostiles intérieures et extérieures à l'égard de toute rupture avec les politiques néolibérales et les institutions qui les mettent en œuvre. La réussite de notre projet et la simple réalisation des mesures de justice sociale et environnementale de notre programme implique bien de se protéger des agressions et des tentatives de sabotage qui ne manqueront pas d'être faites par les oligarchies nationales et internationales. Pour des raisons d'éthique politique autant que d'efficacité cette défense sera solidaire et se donnera pour principe et pour règle de ne jamais porter atteinte aux peuples dont nous sommes précisément solidaires. Nous indiquons par là que nous n'entrons pas dans un cycle de concurrence et de surenchère économique et guerrière.

Mais, pour être pleinement comprises, ces indications générales n'en demandent pas moins discussions et précisions (on pense en particulier à ce que peut recouvrir une politique de relocalisation de productions et d'emplois socialement utiles et écologiquement responsables) pour ne pas risquer de donner prise à des interprétations et des accusations de repli national voire de nationalisme.

C'est au fond la question des souverainetés populaires qui est posée et qui se pensent avec leurs dimensions locale, nationale et de coopération internationale. Pour ne pas tomber en effet dans une conception mythifiée du « peuple souverain » et pour privilégier la souveraineté populaire en acte, il convient de préciser dans quel registre, à quelle échelle pertinente, sur quel territoire privilégié et surtout au travers de quelles pratiques démocratiques, agir. Les indépendances et les interdépendances ne se conçoivent pas dans les mêmes termes et ne se construisent pas selon les mêmes modalités si l'on parle de souveraineté alimentaire, énergétique, numérique ou encore culturelle. Se protéger des prédateurs de l'agro

business en liant pratiques de production locale agro écologique et alimentation de qualité dans un espace rural et urbain défini relèvera par exemple d'une problématique différente de celle de la réorganisation des transports maritimes ou aériens nécessairement internationale, même si dans les deux cas est nécessaire la mise au pas de grands groupes internationaux de ces secteurs et le soucis de satisfaire en priorité les besoins des populations locales.

Dans leur contenu et leur philosophie générale la plupart des mesures et les grands chantiers découlant de la bifurcation écologique vont en ce sens. C'est le cas de la proposition en matière de logement en ajoutant toutefois le rappel de la pertinence de la loi de réquisition. Ce qui vaut également pour la proposition de protéger et généraliser l'économie sociale et solidaire et l'économie coopérative.

Une sécurité sociale professionnelle comme cadre protecteur pour toutes et tous.

Une préoccupation toute aussi essentielle touche au monde du travail, à l'éradication de la précarité, au respect des métiers et des travailleuses et travailleurs et peut être surtout à la construction d'un cadre protecteur pour toutes et tous. Ce point nous semble devoir être renforcé et relié à une perspective générale d'ores et déjà présente dans les débats et les propositions du syndicalisme de transformation sociale et plus largement dans la société. Nous ne pensons pas, comme certains l'avancent, que la perspective du revenu universel (susceptible de multiples interprétations) soit la plus à même d'unifier les combats d'un salariat éclaté et divisé et de répondre aux aspirations à un travail correctement rémunéré, socialement reconnu, utile et libéré de la tutelle de l'exploitation capitaliste. A l'image du combat séculaire du mouvement ouvrier international la perspective de travailler moins pour travailler tou.tes et travailler mieux reste pleinement actuelle. La sécurité sociale professionnelle telle qu'avancée par un certain nombre d'organisations syndicales est une idée qu'il convient de reprendre et de développer aujourd'hui. Son principe général en est simple : en instituant le droit au travail comme un droit universel il s'agit de créer un dispositif légal et

réglementaire qui assure l'effectivité de ce droit, à la façon en somme dont le sécurité sociale a été instituée et appliquée à la Libération.

Chapitre 3. Face à la crise climatique, une planification écologique et démocratique.

Une planification démocratique.

D'emblée, l'enjeu central est rappelé : la bifurcation écologique avec les deux axes principaux que sont l'application de la règle verte et la planification écologique pour « faire bifurquer notre modèle de production, de consommation et d'échanges ». Le soucis transversal de sauvegarde de l'éco système et la bio diversité par le refus de la brevetabilité du vivant, de la marchandisation et de l'industrialisation de la forêt est particulièrement bienvenu. Il en va de même du plaidoyer pour une révolution agricole fondée sur une agriculture relocalisée, écologique et paysanne... sans pour autant céder à l'intégrisme animaliste.

Présentées avec la préoccupation constante de convaincre et de défendre la cause d'une écologie populaire qui ne pénalise pas les plus pauvres, les mesures qui en découlent nous semblent pertinentes, même si certaines d'entre elles gagneront à être développées et complétées. Ainsi, s'il convient de sortir des énergies fossiles et du nucléaire et d'atteindre pour 2050 100 % d'énergies renouvelables en combinant efficacité énergétique et sobriété, ne faut-il pas coupler cela avec une réflexion et des propositions sur une « décroissance choisie » ?

La sortie du nucléaire civil et militaire nécessaire et possible sans le moindre "retour à la bougie" nous donne l'occasion, en lien avec les réseaux qui militent sur ce terrain, d'argumenter et de montrer la cohérence de notre démarche tout à la foi sociale et écologique tant les problématiques sont liées : économies d'énergie, isolation des bâtiments, développement d'équipements moins énergivores, recours important aux énergies renouvelables entraîneront la création de plusieurs centaines de milliers d'emplois, beaucoup moins dangereux que les métiers du nucléaire, non délocalisables et socialement utiles et permettront aussi une réelle indépendance énergétique du pays.

S'il est essentiel de développer des transports publics écologiques et de repenser la mobilité individuelle, ne faut-il pas éviter de se centrer de façon trop unilatérale sur « la pénalisation des transports sur longue distance » et mettre davantage l'accent sur les liens entre transport, mode de vie, rapport au travail et à l'habitat ?

Mais l'essentiel du débat est sans doute ailleurs : comment concevoir et mettre en œuvre une panification démocratique ne relevant pas de la seule logique d'état et d'une expertise technocratique ? Que l'on se comprenne bien. Nous nous accordons sur le fait que « l'écologie de marché » d'un capitalisme vert n'inverserait en rien la course à la destruction de l'humanité, du vivant et la planète vers laquelle le capitalisme néolibéral nous entraîne. Ni le défi climatique, ni celui d'un productivisme qui gaspille les ressources naturelles et nous aliène ne seront relevés en suivant cette voie. Mais faut-il pour autant s'en remettre à une « écologie d'état » ou encore à des « experts » parlant à place du peuple et sachant mieux que lui ce qui est bon pour lui. La situation exige une transformation des façons de produire, de consommer et de vivre en société d'une telle ampleur qu'elle ne peut se concevoir sans une implication délibérée, active et coordonnée d'une majorité de citoyennes et de citoyens. Il s'agit de faire collectivement et démocratiquement le choix concret d'un changement de cap radical qui se donne pour priorités premières la préservation du vivant et l'épanouissement de l'humain sous toutes ses formes.

Peut-on imaginer que des appareils d'état à ce point façonnés par le néolibéralisme et insérés à une machinerie économique qui génère des profits colossaux et sert les intérêts de l'oligarchie et les siens propres puissent s'engager sur la voie d'une éradication ou même d'une simple limitation de l'emprise de la sphère publicitaire, de l'industrie nucléaire et militaire ou encore du commerce international des biens qui peuvent être produits localement ?

Des pratiques sociales et écologiques émancipatrices et coordonnées.

Toute une part de la réflexion porte donc sur la possibilité et l'intérêt, du point de vue d'une « écologie de la libération », d'une profonde

transformation et d'une radicale démocratisation de la lourde machine étatique. Si on dépasse l'horizon du local pour lier dialectiquement ce dernier aux niveaux national et planétaire, penser et réaliser la transition écologique nécessite d'avoir une vision la plus claire possible des institutions les mieux à même de concilier efficacité et démocratie réelle. Quelles institutions autres que celles du commun, de l'auto organisation et de l'auto gouvernement de la société peuvent prendre en charge cette tâche ? Cela ne signifie pas que ces institutions doivent ignorer l'état ou décréter son abolition comme le préconisent parfois certains courants de la culture libertaire. Mais cela signifie qu'elles ont vocation à exercer un contrôle citoyen sur l'état et d'en socialiser au maximum les fonctions.

La nécessaire planification écologique et une décroissance socialement soutenable sont à concevoir en priorité comme la mise en commun d'un ensemble de pratiques sociales et écologiques émancipatrices qui se coordonnent. Comme indiqué dans notre propos liminaire nous pensons qu'elles doivent tendre vers un idéal écosocialiste à refondre à la lumière d'une bifurcation écologique dont la portée est civilisationnelle et ouvrir la perspective d'un ensemble d'activités libres, solidaires, pensées et pratiquées en commun. Ou pour reprendre une formule de notre ami et précurseur en ce domaine Michaël Lowy « la réalisation personnelle, par des activités culturelles, ludiques, érotiques, sportives, artistiques, politiques, plutôt que le désir d'accumulation à l'infini de biens et de produits ».¹

La place centrale de services publics étendus et refondés.

Cette façon de concevoir l'avenir n'est pas sans lien avec l'organisation du territoire par la démocratie et les services publics. Ce point mériterait probablement un plus ample développement que le simple rappel de l'entraide de l'état aux communes. En quoi consisterait une « démocratie territoriale », quels services publics de proximité et de qualité, quelles alternatives aux grands projets inutiles ?

C'est au fond toute la conception de l'extension et de la transformation des services publics qui est en cause. Soit des services publics dégagés de la contrainte du marché mais non inféodés à la raison d'état et sa

bureaucratie, régis par le droit public et conformes à ce que des usagers sont en droit d'attendre. N'est-ce pas là la base de la république sociale avec ses institutions populaires autonomes guidées selon l'expression de Jaurès par « la force du travail et la force du savoir » ?2

C'est pourquoi nous soutenons les mouvements sociaux en cours contre le plan Hercule qui prévoit le démantèlement et la privatisation d'EDF, alors que la direction d'Engie s'apprête à faire la même chose. Et sommes pour un service public de l'énergie.

Chapitre 4. Face à la crise européenne, sortir des traités européens. Préparer les esprits aux mesures nécessaires à l'application de notre projet.

Toute la crédibilité et la réalisation de notre projet en dépend. Le débat a été largement instruit à l'occasion des élections européennes. Il est totalement justifié de préparer les esprits à prendre les mesures immédiates et unilatérales nécessaires à l'application de notre projet. La sortie du carcan du budget européen, le rejet du pacte de stabilité, de l'encadrement des déficits et du traité RSGC, des accords de libre-échange destructeurs de la planète et des biens communs constituent un socle solide d'engagements qui peuvent d'autant mieux être compris et soutenus que la pandémie du Covid et ses suites en démontrent l'actualité. Il s'accompagne de la nécessité d'exercer un contrôle sur l'utilisation des milliards annoncés par l'Union Européenne et le gouvernement.

Une cohérence stratégique à réaffirmer.

Cette démarche est au fondement de ce que nous désignons comme le Plan A : proposer une refondation démocratique sociale et écologique des traités européens par la négociation. La négociation inclut les mesures évoquées plus haut auxquelles s'ajoute une harmonisation sociale et fiscale par le haut. Si l'on prend en compte la crise profonde, l'impasse dans lesquelles se trouvent les politiques néolibérales européennes et le risque d'implosion des institutions, une marge de manœuvre existe.

Mais sous peine de se trouver désarmée cette démarche est intrinsèquement liée à l'application d'un plan B en cas d'échec des négociations. Outre les mesures alors unilatérales évoquées plus haut deviendraient essentiels l'appel à de nouvelles et libres coopérations dans des cadres dépassant celui strictement lié à l'UE ainsi que la transformation de l'Euro en monnaie commune et non unique.

Cette cohérence stratégique est aussi la nôtre.

Chapitre 5.

Au service de la paix et des droits de peuples, le monde en commun.

C'est sans doute là que se concentrent les plus importantes différences d'approche. Elles ne concernent ni les idéaux de paix et d'indépendance avancés, ni toute une partie des mesures envisagées. Elles touchent plutôt à l'analyse du monde dans lequel nous vivons et aux conséquences que cela entraîne en termes de politique internationale. Nous vivons à l'âge, non dépassé hélas, des impérialismes. C'est à dessein que nous employons le pluriel et incluons parmi ces impérialismes – américain, chinois, russe, allemand, etc. – l'impérialisme français. C'est leur réalité structurelle et leur complexe militaro industriel qui commande la politique géo stratégique et renforce les options militaires et sécuritaires qui sont les leurs et dont l'enchaînement peut conduire à la guerre.

Prendre la mesure de la réalité de l'impérialisme français.

La France est ainsi la 5ème puissance militaire mondiale, 2ème puissance européenne derrière la Russie³. Cela a pour conséquence un effort budgétaire considérable pour pouvoir équiper et entretenir une armée qui déploie des milliers de soldats au Sahel, au Liban, en Afghanistan, avec ses armements nucléaires aériens, terrestres ou maritimes et une armée conventionnelle largement dotée. Notons aussi que cette politique axée sur l'équipement en moyens très coûteux se fait au détriment des conditions de vie et de travail des militaires dont notamment le service de santé est sinistré. La France tient d'ailleurs le 3ème rang mondial comme exportateur d'armes derrière les États Unis et la Russie. De puissance coloniale, la France s'est reconvertie en puissance post coloniale,

impérialiste de seconde zone, certes, mais qui défend son pré carré en Afrique notamment (la FI a justement dénoncé systématiquement les « OPEX »).

L'impérialisme français n'est donc pas une exception. Est en cause à nos yeux à nos yeux à la fois l'alignement atlantiste de la France et le jeu propre de ses intérêts impérialistes. L'importance de l'impérialisme militaire français imprègne en fait toute la société et se vérifie sous de nombreuses formes, qu'il s'agisse du pillage de ressources de pays encore marqués par l'emprise du néo colonialisme, des nombreuses interventions extérieures ou des ventes d'armes sans réserve à des pays belligérants – justement dénoncées dans l'AEC. Cela vaut encore pour les bassins d'emploi de l'industrie d'armement où la perspective d'activités alternatives est nécessaire.

Soutenir les mouvements citoyens favorables au désarmement.

Toutes ces raisons convergent à notre sens pour nouer des liens et appuyer les mouvements citoyens anti-guerre favorables au désarmement et pacifistes. Point absent de ce chapitre de l'AEC.

Ainsi la France devrait soutenir et s'engager dans le mouvement des pays qui prônent l'interdiction des armes nucléaires (un traité a ainsi été signé par 156 États – TIAN). Dans le cadre d'un processus de révolution citoyenne, devrait être prise une initiative de réduction de l'arsenal nucléaire qui pourrait être dans un premier temps l'arrêt de la mise en route de nouveaux programmes – ce serait un encouragement aux peuples des autres pays à s'engager dans des processus équivalents. Évidemment, un tel désarmement poserait des problèmes compliqués de reconversion du complexe militaro industriel français, sachant que le coût de fabrication d'un porte-avion nucléaire est évalué à 225 millions d'euros pendant 20 ans, sachant que la France vient de lancer la fabrication de 6 sous-marins nucléaires dits Barracuda (9 milliards d'euros pièce !). Mais on peut considérer que les sommes ainsi dégagées permettraient de subventionner cette reconversion, voire abonder nombre de budgets sociaux !

Le droit des peuples à disposer d'eux même comme boussole.

L'autre conséquence, nous l'avons évoquée plus haut, touche aux options de politique internationale. Dès lors qu'il n'y a pas de « bons » et de « mauvais » impérialismes mais des impérialismes rivaux le principe qui devrait nous guider est celui du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes sans ingérence des nations impérialistes acharnées à défendre ou étendre leurs zones d'influence en y semant la mort et la désolation. Il nous semble également regrettable que ce principe central ne soit pas affirmé avec force dans ce chapitre de l'AEC. A ce propos, il faudrait pousser la discussion sur les départements et territoires d'Outre-Mer ; en particulier, ce qui se passe en Kanaky devrait conduire la FI à s'opposer plus fortement à la soumission des peuples de ces territoires par la métropole. Ainsi, la formule utilisée de l'instauration d'un régime d'excellence pour les Outre-Mer » n'est pas très convaincante.

Ce n'est pas ici le lieu de discuter des positions particulières prises sur la guerre en Syrie, mais il nous semble honnête de signaler que nous ne nous sommes pas retrouvés dans un certain nombre de positions exprimées par Jean Luc Mélenchon. Nous les avons lues comme l'expression d'un « campisme » qui n'est pas le nôtre. Notre internationalisme ne peut s'accommoder d'une vision binaire qui ne serait que le négatif de la rhétorique occidentale qui « oppose le camp du Bien » (les États-Unis et les démocraties occidentales et leurs alliés du moment) et le « camp du Mal », c'est-à-dire tous les autres auxquels il faudrait apporter les bienfaits du capitalisme néolibéral. Or pratiquement tous ces « autres » sont aussi partie prenante du capitalisme et de l'impérialisme au sein du système monde néolibéral. A l'inverse nous nous situons en solidarité totale avec les peuples qui résistent aux agressions de quelque impérialisme que ce soit. Ainsi nous a-t-il semblé indispensable de nous mobiliser contre la guerre menée par le dictateur Bachar El Assad contre le printemps arabe, guerre qui a causé la mort de centaines de milliers de personnes, a contraint à l'exil de millions d'autres et a détruit la Syrie. C'est dans le même esprit que nous accordons tout notre soutien aux Kurdes du Rojava.

Ne pas s'engager dans ce sens est prendre un risque supplémentaire : celui du brouillage de notre message dans la mesure où des courants importants des droites nationalistes, européennes notamment, de Marine Le Pen à Matteo Salvini, de Victor Orban à Thierry Mariani, peuvent adopter une rhétorique nationaliste et identitaire que les médias ne manqueront pas de présenter comme proche de nous.

Vers une nouvelle alliance internationaliste et altermondialiste.

D'où logiquement un certain nombre d'accords avec les mesures envisagées mais aussi des interrogations, des réserves et l'importance d'échanges entre nous en particulier pour formuler en positif sur quoi « nous sommes pour ». Il va de soi que la multiplication de réseaux culturels, universitaires, écologiques et linguistiques doit nous permettre d'assumer une responsabilité particulière eu égard entre autres à la « richesse et la diversité » de notre peuple. Il en va de même d'une francophonie politique et suffisamment « créolisée ». D'autres questions peuvent davantage interroger. Au-delà de la sortie de l'Otan, du FMI et de la Banque mondiale, à quoi pourrait ressembler la formation d'une nouvelle alliance altermondialiste et comment construire des coopérations altermondialistes et internationalistes ? Une dénonciation fondée des aventures militaires de la macronie hors de tout débat et contrôle, soit, mais cela signifie-t-il que le seul dispositif de contrôle soit celui du parlement et le seul cadre de régulation possible des conflits soit l'ONU ? Étendre les protections du droit international à de nouveaux domaines (dont le crime d'écocide), oui, mais au travers de quelles procédures démocratiques d'élaboration de ce droit et de quelles institutions pour le faire appliquer ? Une politique migratoire « humaniste, solidaire, raisonnée et réaliste », mais avec quel contenu plus précis en ce qui concerne la régularisation des sans-papiers et une réelle égalité des droits ?

Si notre objectif est bien de mettre fin aux guerres, aux accords commerciaux inégaux, au pillage des richesses des pays ex-colonisés, d'agir contre les changements climatiques, notre première tâche est l'accueil des réfugié.es, le respect de leur dignité, avec une attention toute

particulière pour les mineur.es non accompagné.es. Les accords de Dublin, qui pénalisent les pays du premier accueil, doivent être abrogés. Notre solidarité va aux ONG, associations, collectifs et personnes qui agissent pour porter secours, aide et assistance aux réfugié.es et migrant.es

D'une façon plus générale, un processus de révolution citoyenne devrait, à notre sens, engager un débat citoyen sur ce que pourrait être une politique de défense indépendante, populaire et dans ce cadre quel est l'effort à consentir en termes de budget militaire. Dans un premier temps, il y a nécessité à en finir avec les 3 piliers des politiques militaires successives : une présence militaire tous azimuts, un budget militaire pharaonique, une doctrine militaire très axée sur le nucléaire qui n'ont en rien permis une indépendance de la politique de la France.⁴

De ce point de vue, ce qui est indiqué dans l'AEC sous entendant que l'effort de la Loi de programmation militaire 2019 – 2024 n'est pas suffisant est un point discutable.

Nous ne prétendons pas ici apporter toutes les réponses appropriées à des questions complexes dont nous ne sous-estimons pas l'importance. Nous savons que toute expérience de rupture avec un ordre mondial surarmé nécessite des formes d'auto-défense efficaces et fortement ancrées dans la conscience et les pratiques populaires. Sans en faire des modèles, nous avons à apprendre en la matière du Chiapas et du Rojava. Et pour compléter dans un registre voisin nous percevons tout l'intérêt qu'il y a à concevoir « l'armée nouvelle » comme une institution accordant des droits démocratiques conséquents à celles et ceux qui la composent.

Chapitre 6.

Face à la grande régression, choisir l'objectif du progrès humain.

Notre santé avant leurs profits.

La défense du droit à la santé s'articule avec d'autres aspects du programme qui touchent aux déterminants de santé (alimentation, qualité de l'air et de l'eau, logement, etc.).

Mais il est clair que le droit aux soins est directement menacé par le démantèlement et la privatisation de la protection sociale et de l'hôpital public. L'urgence est de cesser de faire fonctionner l'hôpital comme une entreprise et d'écarter de sa gestion les professionnel.les, les salarié.es et les usagers. Cela passe par la remise en cause de la Tarification à l'Activité (T2A), la mise en place des budgets définis démocratiquement répondant aux besoins de la population et des affilié.es, la réouverture d'établissements ou de services permettant de répondre aux besoins au plus près des populations. Il est impératif de déployer sur l'ensemble du territoire un réseau de centres de santé public.

Il faut mettre en route un vaste plan de formation et de recrutement de personnels médicaux et paramédicaux. Et également prendre le contrôle de la production des médicaments, assurer une indépendance sanitaire, construire un pôle public du médicament. L'exemple de la pénurie de vaccins anti-covid témoigne du fait que le système privé est incapable de répondre aux besoins des populations. C'est là une question primordiale de santé publique.

Des lieux de vie dignes pour les personnes en perte d'autonomie.

C'est encore avec une approche humaniste que nous partageons pleinement ce qu'il convient en effet de faire face collectivement au vieillissement de la population et à la perte d'autonomie. Si le développement d'un réseau public de maisons de retraites et d'EHPAD ainsi que le recrutement de personnel et la valorisation de leurs métiers est primordial, il conviendra également d'accorder toute son importance à l'aide indispensable au maintien des personnes à domicile.

Cette problématique vaut également pour la levée des nombreux obstacles qui perdurent pour les personnes en situation de handicap.

Pour en finir avec la souffrance sociale, sécuriser et libérer le travail.

Le chômage tue plus de 10 000 personnes par an. Le travail tue également du fait d'accidents, de maladies professionnelles (le scandale de l'amiante sans fin avec 1 700 décès par an et des dizaines de milliers à venir), de suicides. Cela résulte d'un manque de protections adéquates, de la

multiplication de situations d'activités dangereuses, de l'intensification du travail.

Avec la suppression des CHSCT et l'allègement des missions de la Médecine du travail, tout le travail de prévention des risques est remis en cause en pleine crise sanitaire et alors que le burn-out menace nombre de salarié.es, contraint.es au télétravail sans négociations sérieuses des conditions de cet exercice, ou confronté.es plus généralement à des conditions de travail plus complexes et plus stressantes.

La mesure clé de reconnaissance du burn-out comme maladie professionnelle est donc essentielle. Mais il faut aller plus loin et en particulier :

- Lutter contre l'idéologie managériale et ses effets psychologiques et sanitaires*
- Rétablir les CHSCT, instances de proximité formées d'élue.es compétent.es sur les nombreuses questions liées aux conditions de travail, à la sécurité au travail, à l'hygiène, à la prévention des risques professionnels généraux et spécifiques à la branche et à l'entreprise.*
- Renforcer la médecine du travail, rétablir son rôle de prévention*

Pour une école commune.

Nous partageons le diagnostic porté sur l'école publique à la fois appauvrie, abîmée, rendue très inégalitaire et subordonnée, dans ses contenus et ses fonctions, à l'économie néolibérale. L'école doit être entièrement émancipée des puissances qui ont jusqu'à présent cherché à la soumettre et à l'instrumentaliser, qu'il s'agisse des religions, des gouvernements, des entreprises capitalistes.

Il convient de faire droit aux revendications de créations de postes et de revalorisation des salaires des enseignant.es. Il s'agit également de façon urgente de réduire les inégalités scolaires et sociales et d'engager une nouvelle étape de démocratisation de l'accès au savoir. Une école démocratique, vecteur indispensable d'émancipation, sera guidée par une pédagogie soucieuse d'une coopération active des élèves dans leurs

apprentissages et d'un principe d'égalité et de liberté de penser, destiné à former des citoyennes et des citoyens dotés d'une solide culture commune et aptes à prendre part, dans tous les domaines de leur existence, à toutes les décisions qui les concernent.

Qualifier durablement toutes et tous au sein du service public.

Le gouvernement mise aujourd'hui sur le tout apprentissage patronal au détriment de l'enseignement professionnel public démantelé par la fermeture de lycées, de classes et de formations, et la réduction des horaires d'enseignement général.

Contrairement à la propagande gouvernementale et patronale, les apprentis n'ont pas plus de garantie que les autres jeunes sur une embauche en CDI en fin de contrat. 28 % des contrats finissent par une rupture anticipée, voire plus dans certains métiers comme l'hôtellerie. A la déréglementation en cours (entrée en apprentissage jusqu'à 29 ans, possibilité d'un contrat de 6 mois, 40 heures hebdomadaires, possibilité de rentrer dans un CFA sans avoir un employeur dans un délai de 3 mois, etc.) s'ajoutent un trop fréquent manque de respect du droit du travail et un encadrement de qualité très inégale. La vision localiste et de court terme du patronat qui commande aujourd'hui à l'ouverture arbitraire et financièrement intéressée (5 000 à 8 000 euros par apprenti accordés aux employeurs) des CFA sur demande des branches professionnelles doit faire place à une tout autre ambition : celle d'une prospective associant tous les acteurs pour planifier en fonction de l'évolution des besoins économiques et des désirs sociaux la préparation aux métiers de demain.

Seuls les lycées professionnels publics peuvent offrir sans discrimination (de genre et d'origine en particulier) à tous les jeunes qui en sont demandeurs, l'accès à une qualification de haut niveau durable et évolutive car reposant sur une formation associant culture générale, technologique et professionnelle.

Refonder l'enseignement supérieur.

Le processus de démantèlement de l'ESR se poursuit au travers des politiques d'austérité, d'une précarité accrue des moyens et des

personnels et du new management public. L'injonction permanente à la compétitivité traduit la volonté de faire de la production du savoir et de sa diffusion des services marchands comme les autres. Les fondements mêmes de la recherche scientifique sont aujourd'hui menacés. La liberté des chercheurs et des enseignants chercheurs et la démocratie scientifique doivent être les principes fondamentaux de la connaissance.

Notre contre-projet défend un service public de la recherche et de l'enseignement des savoirs avec un plan massif de titularisation et de création d'emplois statutaires et l'assurance d'un revenu garanti pour les étudiant.es. Mais il s'attache également à refonder une université plus démocratique et plus libre d'accès, gratuite, dégagée de l'influence des intérêts privés, non confessionnelle et plus ouverte sur la société.

La première mission du service public de la recherche et l'enseignement supérieur est d'accroître nos connaissances scientifiques pour permettre à toutes et tous de comprendre le monde afin d'y agir au mieux. L'indépendance vis-à-vis des puissances d'argent et du pouvoir politique est aussi le meilleur moyen pour que la confiance revienne entre le citoyen et le chercheur, notamment sur des sujets sensibles comme le nucléaire, les OGM ou les médicaments. Cette ouverture démocratique aux citoyen.nes pourrait ainsi passer par la création dans chaque établissement d'une université populaire, le développement de « boutiques de sciences » et l'encouragement de la recherche participative.

Le droit à l'éducation permanente.

La formation continue et l'éducation permanente ont été subordonnées à l'économie du capitalisme néolibéral, réduites à l'entretien de l'employabilité, renvoyées à la seule responsabilité individuelle et fermées à tout autre usage. Les demandes progressistes et humanistes de culture et d'acquisition tout au long de sa vie de nouveaux savoirs s'en sont trouvées détournées et soumises aux règles du monde marchand.

Jamais pourtant le développement des sciences et des techniques n'aura rendu aussi nécessaire l'appropriation et le partage des connaissances, toutes générations confondues. Ce qui entre en pleine concordance avec

les aspirations individuelles et collectives à actualiser et élargir ses connaissances, à améliorer ses qualifications et à les faire reconnaître.

Dans son rapport à l'Assemblée de 1792, Condorcet disait déjà de l'instruction qu'elle « devait embrasser tous les âges, qu'il n'y en avait aucun qu'il ne fut utile et possible d'apprendre, et que cette seconde instruction est d'autant nécessaire que celle de l'enfance a été resserrée dans des bornes plus étroites ». On ne peut que souligner l'actualité du propos. Place demain à un grand service public unifié de la formation continue et de l'éducation permanente débarrassé de la contrainte de devoir payer pour apprendre et en libre accès pour toutes et tous

Démocratiser la culture et ses pratiques, soutenir ceux qui la font vivre.

Les fondamentaux sont là : démocratisation, budget à 1 % du PIB, régime des intermittents, médiation sous toutes ses formes en liaison avec l'enseignement et l'articulation avec l'éducation populaire. Une nouveauté intéressante et originale avec la mise en avant du projet de loi de Michel Larive préconisant une taxe sur les droits patrimoniaux des héritiers bénéficiant du droit d'auteur de leurs ascendants afin de lutter contre la précarité des artistes-auteurs. Par ailleurs il est rappelé à juste titre diverses mesures de soutien au milieu culturel durement touché par la crise sanitaire.

Le livret consacré à la culture dans sa forme actuelle est très ambitieux et embrasse une bonne partie des problématiques du sujet que l'on résumera par la phrase « les affaires de l'esprit doivent être libérées de l'esprit des affaires ». Par contre il manque quelques considérations sur la nécessaire indépendance artistique des structures culturelles, l'encouragement à l'autogestion, la collégialité, l'égalité des salaires, le renforcement du travail de terrain, les dispositifs à mettre en place pour éviter le clientélisme et l'entre-soi... Toutes problématiques qui justement rejoignent la nécessaire démocratisation de la culture.

Libérer de l'argent le sport et les corps.

Les pratiques sportives ne sauraient se réduire au sport-business et à ses dérives financières, médiatiques et chauvines. Nous devons encourager

une conception conviviale et populaire du sport qui cultive la relation humaine par le plaisir partagé d'une activité. Ainsi comprises et appréhendées dans leur dimension éducative, les cultures sportives concourent au développement ainsi qu'à l'épanouissement individuel et social de chacune et chacun en faisant reculer les préjugés de classe, de genre ou d'origine.

L'engagement de centaines de milliers de bénévoles au service du sport amateur atteste du caractère populaire de ces aspirations. Leur apport éducatif doit être mieux reconnu et soutenu. L'accès de toutes et tous à l'ensemble des sports doit être favorisé en levant au maximum les obstacles financiers et culturels qui perdurent.

Le fonctionnement trop souvent opaque, hiérarchisé et élitiste des fédérations sportives doit être revu pour donner le pouvoir de décision démocratique à tous les adhérents.

Chapitre 7.

N'attendons pas la fin du monde, inventons l'avenir.

« L'impossible d'aujourd'hui, c'est le possible de demain. » Henri Lefebvre.

Le terme de « déclinisme » qui inaugure ce chapitre interroge. Est-il pertinent pour caractériser une idéologie et réfuter une façon mortifère d'envisager l'avenir ? Cela n'a rien d'évident dans la mesure où le « déclinisme » traverse tout un discours de droite (de Nicolas Baverez à Eric Zemmour) et que cette référence n'est pas exempte d'ambivalence chez certains politiques ou penseurs venus de la gauche (de Jean Pierre Chevènement à Jacques Juillard). De quoi parle-t-on au fond ? S'agit-il de la perte d'une puissance passée, de valeurs qui « foutent le camp », d'une lâche résignation ? On ne sait trop. Mais, outre les possibles confusions, le risque est de passer à côté de ce qui fait la caractéristique majeure des politiques néolibérales : remodeler le monde, la société toute entière et jusqu'aux comportements et aux subjectivités à l'usage exclusif de valorisation du capital. En sorte que nous sommes sans doute moins guettés par la « décadence » que menacés par la fuite en avant furieuse et aveugle de ceux qui s'acharnent à subordonner au capital, au risque

calculé de la guerre civile et fut-ce au prix de la destruction de l'une et de l'autre, la marche de la nature et de l'humain (voir le succès de la notion de « capital humain »).

Un logiciel de pensée et d'action pour faire renaître une politique de l'espérance.

Cette entrée en matière nous semble donc au total ne pas s'accorder vraiment avec l'inspiration de ce chapitre qui donne du contenu à l'ambition d'humaniser et d'écologiser la science et la technologie. Nous pressentons que la déraison du chaos social et écologique néolibéral peut faire vaciller voire détruire la raison et raviver les pires obscurantismes. L'ouverture raisonnée aux frontières de l'humanité active au contraire un logiciel de pensée et d'action propre à faire renaître une politique de l'espérance. La protection des océans assortie de créations d'emploi, une relance des découvertes de l'espace, une maîtrise publique des technologies et des infrastructures liées au numérique et aux télécommunications vont incontestablement dans ce sens. Peut-être conviendrait-il d'ajouter une réflexion et un corps de propositions dans un domaine qui touche particulièrement aux frontières de l'humanité : celui des biotechnologies et notamment de l'ingénierie génétique à l'heure où l'idéologie de « l'homme augmenté » peut conduire à bien des dérives.

La promesse et l'espoir ravivé d'une créolisation du monde.

« Il faut un infini courage et une grande clairvoyance pour mener une grande politique, c'est-à-dire une pratique qui se nourrit d'une incandescence poétique » Patrick Chamoiseau.

De façon tout à fait heureuse, Jean Luc Mélenchon retrouve l'idée et l'espoir d'Edouard Glissant qui nous dit que « la créolisation, c'est un métissage d'arts, ou de langages qui produit de l'inattendu. C'est une façon de se transformer de façon continue sans se perdre. C'est un espace où la dispersion permet de se rassembler, où les chocs de culture, la disharmonie, le désordre, l'interférence deviennent créateurs. C'est la création d'une culture ouverte et inextricable, qui bouscule l'uniformisation par les grandes centrales médiatiques et artistiques. Elle

se fait dans tous les domaines, musiques, arts plastiques, littérature, cinéma, cuisine, à une allure vertigineuse... ». Ce pourraient être également les mots de Franz Fanon ou de Patrick Chamoiseau.

Ces phénomènes de créolisation sont de la plus haute importance en ce qu'ils permettent de pratiquer de nouvelles dimensions des humanités et de s'ouvrir à une recomposition d'un paysage mental alternatif à celui dans lequel le capitalisme et le productivisme nous enferment. Cette grille de lecture du devenir du monde à une grande échelle entre en résonance avec notre volonté commune mentionnée au début du programme de proposer « un nouveau repère dans la civilisation humaine de notre temps ». Soyons encore et toujours, dans et par la lutte pour des causes communes, du côté du vrai, du juste, du vivant et du beau.

1Michael Löwy, « Scénarios du pire et alternative écosocialiste », Nouveaux Cahiers du Socialisme, août 2009.

2. C'est sur cette base que Jaurès esquisse ce que pourrait être l'organisation économique du socialisme. Distinguant la production administrative gérée par l'état et la production corporative gérée par des groupements professionnels de façon autonome et décentralisée, il insiste particulièrement sur le recours néfaste à une centralisation excessive. Décentralisées géographiquement et co administrées par les communes, les branches industrielles, les syndicats, les organes professionnels, la propriété sociale et les institutions, selon l'imagination politique de Jaurès devraient rester sous contrôle des travailleuses et travailleurs et des élu.e.s de la nation dans le cadre d'un « conseil national du travail » fixant la loi économique.

3. En 2020, le budget des armées a été de 37,5 milliards d'euros (en hausse de 1,7 milliards par rapport à 2019) : il représente 1,86 % du PIB – l'objectif de 2 % a été fixé par la dernière loi de programmation militaire (2017). L'Allemagne, elle, ne dépense que 1,3 % de son PIB pour sa défense.

Par comparaison, celui de l'Éducation Nationale se monte à 52,7 milliards d'euros (72,5 milliards si on compte la contribution aux pensions des retraités de l'EN) ; celui-ci n'a augmenté que de 1 milliard entre 2019 et 2020.

4. En effet, à part l'épisode de la 2ème guerre d'Irak, notre pays s'est à quelques nuances près engagé aux côtés de l'OTAN et des USA.

Cette contribution se propose de poser de premières questions pour un écosocialisme désirable. Il s'agit de questionner l'articulation entre théorie et pratiques militantes, et d'interroger la lutte contre le fascisme, la lutte contre le patriarcat et la question de l'Universalisme.

Cette édition est augmentée suite à des remarques de lectrices et de lecteurs.

matthieu brabant est un militant politique, syndical et pédagogique.

www.criticoop.org



ISBN : 979-10-415-0833-4

Prix de vente : 5 euros

Crédit photo de couverture : Matthieu Brabant